

Vingt ans de guerre en Irlande du Nord

Vingt ans, lorsque Londres fut requis de dépêcher les premiers soldats britanniques en Irlande du Nord, le ministre de l'Intérieur de l'époque, James Callaghan, eut cette remarque prémonitrice : « Il n'y aura aucun problème pour les envoyer là-bas, mais ce sera une diable d'affaire pour les en retirer. » Depuis, la guerre civile a fait près de 2 800 morts - dont 80 % de civils - et les soldats sont toujours là, et les appels à la « vigilance » lancés par les autorités témoignent de leur inquiétude à la veille de cet anniversaire.

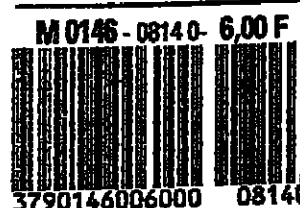
Il est vrai, comme on le souligne à Londres, que l'intensité de la violence a diminué : on a déploré « seulement » 80 morts en moyenne ces dernières années, contre près de 470 en 1972. Il est vrai aussi que, dans sa guerre contre les terroristes de l'IRA, le gouvernement britannique a modifié sa conduite. Très peu regardant sur les moyens dans un premier temps - M. Tom King, alors ministre chargé de l'Irlande du Nord, reconnaissait lui-même, il y a un an, que de « sérieuses erreurs » avaient été commises, - Londres s'est attaché à mettre l'action de ses forces un peu plus en accord avec les principes de la justice telle qu'elle s'exerce en Grande-Bretagne.

M. Thatcher, qui n'est pas vraiment connue au compromis, a consenti à conclure en 1985 avec le gouvernement de Dublin un accord qui aurait dû contribuer à rassurer les catholiques du Nord. Elle a même eu le courage, l'an passé, et après une série de graves et meurtriers incidents, de réclamer à ceux qui réclamaient le rétablissement de la législation d'exception appliquée de 1971 à 1975 et qui autorisait l'internement sans jugement.

Aucune solution politique ne se dessine pour autant. L'accord de 1985 survit difficilement et permet à peine d'éviter que ne s'enveniment les litiges occasionnels entre Londres et Dublin. Il n'a aucunement désarmé l'IRA, qui en reste à sa revendication absolue : voir le dernier représentant de l'autorité britannique quitter le sol irlandais. Peut-être existerait-il un gouvernement du Royaume-Uni, qui, conscient de ses responsabilités envers la communauté « loyaliste » de l'Ulster, pourrait envisager de traiter sur cette base ?

En Grande-Bretagne comme en Irlande du Nord même, c'est une immense lassitude qui se dégage de ce qu'on peut lire ou entendre à l'occasion de ce vingtième anniversaire. Un sentiment d'impuissance aussi à trouver une autre voie qui pourrait conduire à la paix. Est-ce faute d'imagination ? C'est avec résignation que l'on n'envisage guère d'autre solution que de « continuer », en évitant si possible les bavures du passé et en poursuivant un « traitement social » de la crise destiné à calmer au moins certaines frustrations.

Et en espérant aussi que la lassitude se fera sentir également un jour dans le camp des terroristes - dont il faut bien se souvenir toutefois, pour être réaliste, que les moindres ont intensifié depuis le début du siècle une lutte contre la couronne britannique commencée bien avant.



Les tractations en vue de la formation d'un gouvernement

Moscou met en garde les Polonais contre les risques de « déstabilisation »

Tandis que les tractations s'intensifient entre les forces politiques en Pologne, Moscou a manifesté vendredi 11 août pour la première fois son inquiétude devant les risques de « déstabilisation » que pourrait comporter le processus de formation du gouvernement. Le Sénat polonais, où l'opposition est majoritaire, a regretté la participation de troupes polonaises à l'intervention des forces du pacte de Varsovie à Prague, le 20 août 1968.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

La tentative de formation d'un gouvernement non communiste en Pologne a pris vendredi 11 août un tour plus fiévreux. Alors que les rencontres se multipliaient aux quatre coins de Varsovie entre les dirigeants de toutes les formations politiques, la télévision indiquait dans le journal du soir que l'ambassadeur soviétique en Pologne, M. Vladimir Brovnikov, avait eu des entretiens avec le général Kiszczak, démis le 2 août dernier par la Diète comme premier ministre, et les chefs des Partis paysan et démocrate, MM. Malinowski et Sitas.

Le journal rapportait également en bonne place la mise au point faite dans la journée à Moscou par un porte-parole soviétique des affaires étrangères, M. Vadim Perfilov. Celui-ci avait affirmé que les négociations en cours en Pologne

pour la formation du gouvernement étaient une « affaire intérieure » polonaise, et exprimait l'espoir qu'une « approche équilibrée » prévaudrait pour résoudre les problèmes de la société polonaise. Mais il avait aussitôt ajouté que « toute tentative d'utiliser le processus de formation du gouvernement polonais afin de déstabiliser la situation dans le pays, de porter atteinte à ses obligations d'allié, en particulier dans le cadre du traité de Varsovie, et à la coopération soviéto-polonaise, ne répondrait pas aux intérêts de la stabilité en Europe ».

Tant du côté de Solidarité que de celui du Parti paysan, on estimait vendredi qu'il y avait cette fois de réelles chances de parvenir à la constitution d'un gouvernement de coalition incluant l'opposition et les Partis paysan et démocrate jusqu'ici alliés au Parti communiste.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 3.)

La visite de M. Michel Rocard dans le Pacifique sud

Belep, îles de France

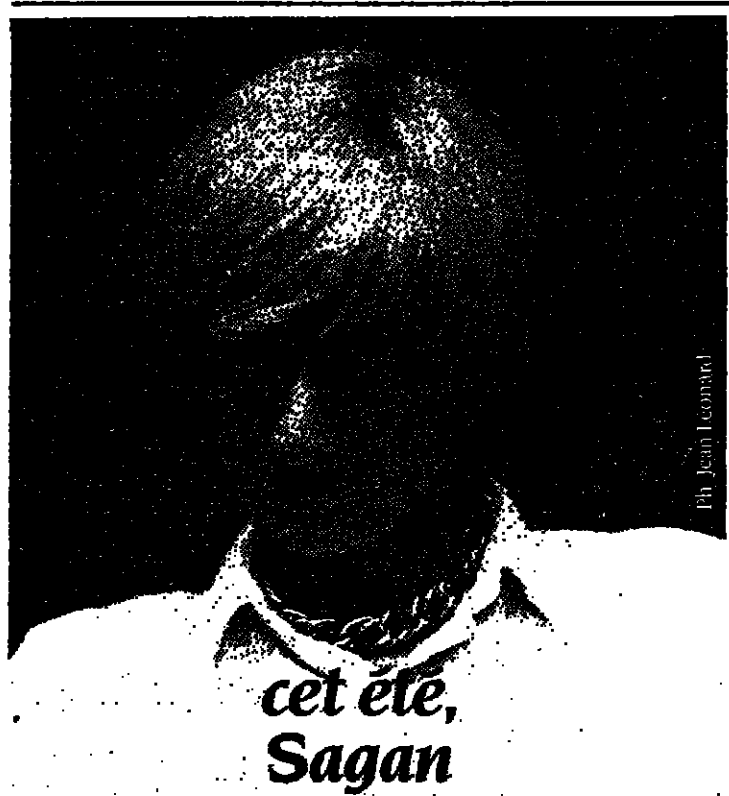
M. Michel Rocard quittera Paris, le mercredi 16 août, pour une tournée dans le Pacifique-Sud qui le conduira en Nouvelle-Calédonie. A cette occasion, il se rendra aux îles Belep. Ce sera la première visite d'un chef de gouvernement français sur ce petit territoire qui avait proclamé son indépendance en 1987 avant de revenir dans la République à la suite des accords de Matignon.

WALA (îles Belep)
de notre envoyé spécial

Les îles Belep sont redevenues françaises. Ainsi en a décidé Eymard Bouanous au lendemain des accords de Matignon. Maître incontesté de ce minuscule territoire de 1 275 habitants situé au

nord de la Grande-Terre, dont il est le maire depuis 1983, Eymard exerçait jusqu'à l'automne 1988 les fonctions de « ministre de l'intérieur » du gouvernement provisoire de Kanaky. Il avait chassé de chez lui les parachutistes, les gendarmes, les partisans du RPCR et les membres du FLNKS n'appartenant pas à l'Union calédonienne. Les bateaux, et l'avion hebdomadaire qui assure la liaison avec Nouméa, n'étaient autorisés à décharger que leurs provisions de marchandises. La piste d'aérodrome, un plateau long de quelques 500 mètres, suffisait, il est vrai, à décourager les plus farouches volontés.

Mais les temps ont changé. Aujourd'hui, au faite de la petite mairie fraîchement repeinte, le drapeau français flotte presque aussi haut que celui de la Kanaky.



cet été,
Sagan

"Une manière douce de regarder le monde avec des yeux de soie."
ÉDME GARCIN L'ÉVÉNEMENT DU JOUR

La laisse
Julliard

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 F ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 160 pes ; Grèce, 180 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Liban, 0,400 \$; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 13 kr ; Pays-Bas, 2,50 G ; Portugal, 140 esc ; Suède, 326 F CFA ; Suisse, 14 fr ; Thaïlande, 1,80 T ; USA (Holl.), 1,80 \$; USA (internat.), 2 \$.

L'intensification des bombardements

Washington condamne la Syrie pour le « carnage aveugle » au Liban

De nouveaux et violents duels d'artillerie opposaient samedi matin 12 août l'armée syrienne aux forces du général Michel Aoun, au lendemain d'une journée de bombardements qui ont concerné plus du tiers du Liban, tuant quatorze civils et en blessant soixante-dix-sept. Les États-Unis ont condamné vendredi le « carnage aveugle d'innocents », mettant en cause directement les armes de gros calibre utilisées par les Syriens.



Lire Participe de FRANÇOISE CHIPPAUX, page 3, et nos informations, page 14

Le paludisme en recrudescence

Près de deux milliards de personnes menacées, selon l'OMS
PAGE 5

Nouvelle crise en Afrique du Sud

Le président Botha affronte son successeur désigné
PAGE 4

Panama

Vive tension avec les Américains
PAGE 4

Il y a soixante-quinze ans, l'inauguration du canal
PAGE 2

Chronologie

Juillet en France et dans le monde
PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 14

Le débat sur les investissements ferroviaires

Les laissés-pour-compte de la SNCF

Après les incidents qui ont immobilisé près de douze mille voyageurs de la SNCF dans la nuit du 10 au 11 août dans le Sud-Est de la France, la Société nationale a proposé des dédommagements, et M. Delebarre, ministre des transports, a demandé des explications. M. Jean Sivadère, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports, regrette - déjà avant ces incidents - que la SNCF ait donné la priorité à la « rentabilité à court terme » et négligé toute une partie de sa clientèle.

Excluse du conseil d'administration de la SNCF par le gouvernement Chirac, la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) y siège à nouveau depuis le mois de février grâce au gouvernement Rocard. Cette bonne volonté socialiste, M. Jean Sivadère, secrétaire général de la FNAUT

et son représentant au sein du conseil d'administration de la SNCF, la constate. Elle ne désarme en rien les critiques de ce « vert », qui n'est certes pas masochiste au point d'emprunter les transports en commun à tout bout de champ, mais qui déborde les chemins de fer pour faire rails et les accuse de ne pas faire assez pour résister à la marée automobile.

Selon M. Sivadère et ses amis, c'est la politique commerciale de la SNCF qu'il conviendrait d'abord de changer. « Certes, la technique ferroviaire fonctionne convenablement, déclare-t-il. La sécurité, la vitesse, la régularité et le confort des grandes lignes satisfont, en général, l'usager. En revanche, l'accueil et l'information laissent franchement à désirer, pour quelques améliorations comme la disponibilité des contrôleurs, combien de distributeurs de billets en panne, de tarifs et de suppléments inutilement compliqués, de salles d'attente supprimées, de correspondances impossibles !

La SNCF n'aime ni les groupes ni les cyclistes. Elle oublie la clientèle modeste et privilégiée désormais l'homme d'affaires et le touriste aisé. Elle fait trop de marketing et ne se sert pas assez du bon sens qui lui ferait comprendre qu'en simplifiant l'accès au train, en sécurisant le voyageur, en satisfaisant son désir d'intimité et d'autonomie, elle le dissuaderait d'emprunter sa voiture et pourrait ainsi augmenter la fréquentation des trains, peut-être de 10 % ». Et de citer la politique de petites attentions au voyageur qui vaut aux chemins de fer suisses une réputation d'excellence justifiée.

La FNAUT croit et répète que les dirigeants de la SNCF ont choisi de développer un chemin de fer à deux vitesses. Malgré les démentis des présidents successifs, elle estime que l'on s'achemine vers une fracture coupure entre un réseau à grande vitesse et un réseau classique de moins en moins à la hauteur.

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 11.)

لديك في الحظ

Dates

Il y a soixante-quinze ans

L'inauguration du canal de Panama

Le 15 août 1914, l'Europe vient d'entrer dans la première guerre mondiale. Ce jour-là, à Panama, un vapeur de 10 000 tonnes, le *SS Ancon*, effectue la première traversée du canal interocéanique qui relie le rivage atlantique, depuis Colon, au Pacifique.

Une inauguration solennelle, mais une cérémonie officielle gâchée par les échecs guerriers qui viennent du Vieux Continent. Le président Wilson, qui devait être à bord, s'est excusé. Seul le secrétaire d'Etat américain à la guerre est présent sur l'*Ancon*, au côté du président panaméen Belisario Porras.

La traversée de l'isthme a duré neuf heures et demie et a impressionné les officiels par la beauté du décor de jungle tropicale d'abord, par la qualité de l'ouvrage ensuite. Après un premier jeu d'écluses, on découvre le grand lac artificiel de Gatun, puis la tranchée de la Culebra, de sinistre mémoire, obstacle majeur aux premières et infructueuses tentatives françaises dirigées de 1880 à 1888 par Ferdinand de Lesseps, les écluses de Pedro Miguel et Miraflores, et enfin la « descente » vers le Pacifique.

Les travaux, difficiles en raison des conditions climatiques particulièrement dures, se sont étendus sur dix ans. Deux ans de plus que le temps mis par les Français pour arriver à Culebra, mais avec l'avantage d'avoir opté pour la solution d'un canal à écluses. Le colonel américain Goethals a dirigé ses ingénieurs et les bataillons d'ouvriers de main de maître. Les portes en hommes de cette gigantesque bataille contre une nature hostile ont été sérieuses, mais la victoire est au bout de l'épreuve. Et le président Wilson nomme immédiatement Goethals premier gouverneur américain de la zone du canal, la fameuse « CZ ».

Une CZ qui va devenir au fil des années une frontière symbolique entre une Amérique surpuissante et une petite nation pauvre — hésitant un peu, comme le Mexique, entre l'admiration pour le puissant voisin et « locataire », et la rancœur suscitée par les inégalités flagrantes. La CZ, c'est le confort, le gazon impeccable autour des bungalows des officiels américains, l'American way of life. Sous les tropiques, au-delà des grilles qui la protègent, c'est une société à la recherche de son identité, de ses valeurs, de sa dignité, et dans les quartiers les plus pauvres, des demeures en bois pourri par l'humidité, une misère colorée, bruyante et bon enfant.

Contrôle stratégique

La CZ est naturellement, depuis 1914, un lieu de conflit permanent avec des accès de fièvre, comme en 1964 où des émeutes suscitées par une querelle de « drapeau » ont fait de nombreux morts et illustré le nationalisme croissant des Panaméens. Même après la mise en application des accords Torrijos-Carter de 1977, prévoyant le rétablissement progressif de la souveraineté panaméenne sur la CZ, celle-ci reste le siège du Southern Command, le quartier général des forces armées des États-Unis pour le sud de l'hémisphère occidentale.

Les tâches, souvent contestées par les Panaméens, du Southern Command, sont multiples : d'abord, défendre le canal et la zone, mais aussi contrôler l'assistance militaire américaine à l'ensemble de l'Amérique latine (sauf le Mexique et les Caraïbes, mais y compris la République dominicaine), surveiller l'apparition de crises dans le sous-continent. Des fonctions qui dépassent la seule protection du canal et ont été souvent une source de frictions particulières entre Washington et les autorités panaméennes. Jusqu'à maintenant, la manière dont les traités Torrijos-Carter ont été amendés et interprétés par le Congrès de Washington met en évidence cette volonté américaine — née au dix-neuvième siècle — de conserver le contrôle stratégique d'un canal interocéanique jugé essentiel pour la sécurité des États-Unis.

Pierre importante du dispositif militaire américain dans la zone, l'École des Amériques — actuellement sous administration panaméenne — a formé des milliers de jeunes officiers latino-américains à la lutte contre la guérilla et la subversion. Pendant la guerre du Vietnam, elle a été utilisée comme base d'entraînement des soldats américains en raison de conditions climatiques et de terrains très semblables.

Soixante-quinze ans après l'inauguration d'août 1914, les installations du canal n'ont pas bougé d'un pouce. Le transfert progressif de souveraineté par les États-Unis n'a pas davantage — contrairement aux craintes de certains milieux américains — affecté la navigation.

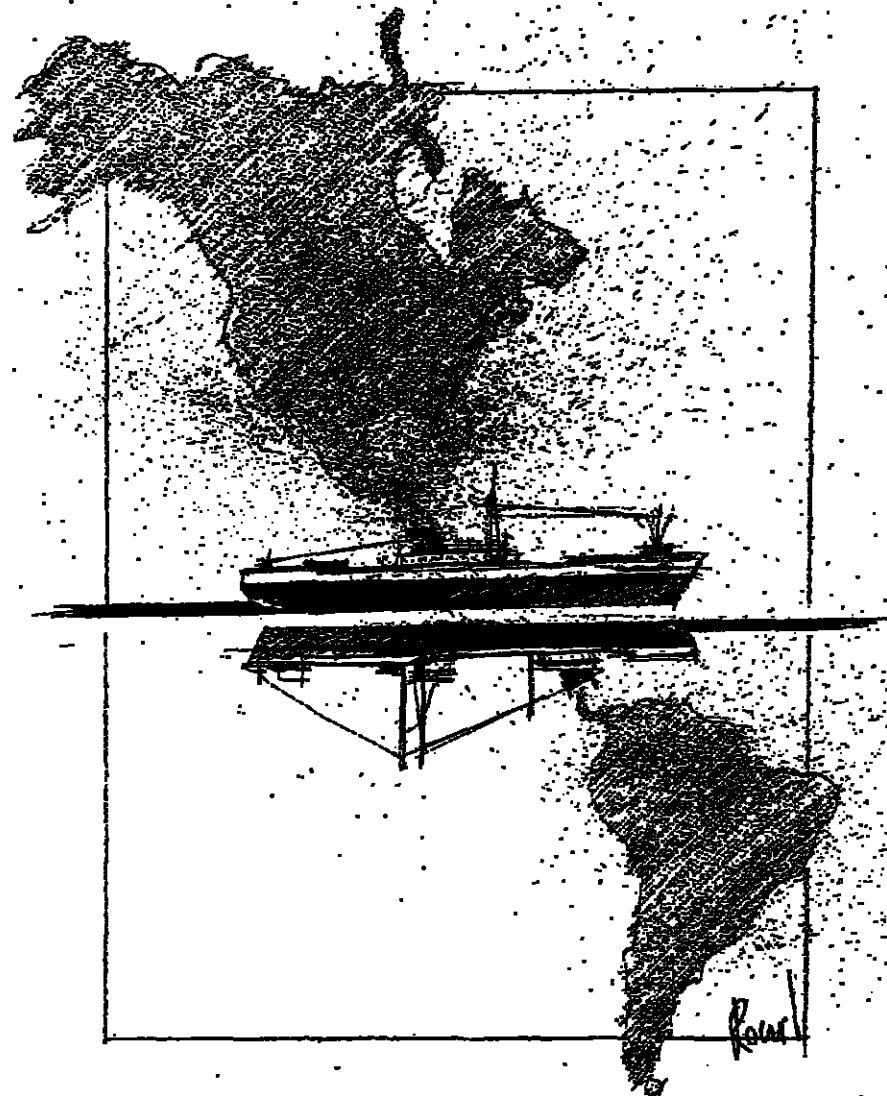
La rentabilité et surtout la crédibilité stratégique du canal de Panama, en cas de guerre nucléaire, ont pu être mises en cause, et plusieurs projets de doublement de la voie d'eau sont à l'étude, mais le canal reste un chef-d'œuvre de technique. Fragile, pourtant, car il apparaît très vulnérable à d'éventuelles actions de sabotage ou de guérilla.

Une crainte qui a joué un rôle dans la façon dont les États-Unis ont abordé et continuent d'aborder la question délicate de leurs relations avec Panama. Mais c'est l'orgueil, en 1914, qui l'emporte aux États-Unis et la satisfaction légitime face à un bel exemple d'efficacité yankee. Ce sentiment, très répandu dans l'opinion américaine, a été parfaitement exprimé plus tard par le sénateur Baker, républicain : « Je pense, a-t-il dit, que la construction du canal de Panama a été l'équivalent dans la première partie de ce siècle de notre envoi sur la Lune d'une fusée, et qu'elle avait la même importance que le débarquement sur la Lune d'un Américain, soixante-dix ans plus tard. Nous avons repris un travail jugé trop difficile pour la capacité technolo-

teurs français du canal. Il semble qu'il se soit, dans un premier temps, sous-estimé.

Le petit train « Far-West » de Panama à Colon n'a pas, non plus, beaucoup changé. Il fonctionne — il est vrai plus ou moins régulièrement, il est un peu vieillot, mais il reste utile et pittoresque. Jusqu'en 1914, la compagnie, très prospère, créée par Aspinwall, est assez puissante pour s'opposer à la construction d'une route trans-isthme. C'est une éventuelle menace japonaise contre le canal, pendant la seconde guerre mondiale, qui décide Washington à construire une très belle route asphaltée à travers l'isthme.

Ferdinand de Lesseps est un Français célèbre lorsqu'il convie l'impératrice Eugénie à l'inauguration solennelle du



gique de l'humanité. D'autres ont échoué, nous, nous avons réussi.

L'idée d'établir un passage entre l'Atlantique et le Pacifique en traversant l'isthme de Panama est née en 1492 avec les premiers voyages de Christophe Colomb. Dès le seizième siècle, les conquérants espagnols à la recherche de l'Éldorado songent à la possibilité d'unir les deux océans. En 1534, le roi d'Espagne charge Pascual de Andagoya d'étudier une communication interocéanique utilisant les eaux du rio Chagres. En 1616, Philippe II estime que le secteur de Darien est le lieu idéal pour la division de l'isthme. En 1735, la Condamine remet à l'Académie des sciences de Paris une étude en faveur de la construction d'un canal dans cette région. En 1828, Bolívar charge un ingénieur d'étudier la route du Chagres. Deux ans plus tôt, le lyrique libérateur a déclaré : « Un jour, Panama sera le siège de la capitale de la terre ». Un siècle et demi plus tard, Panama est, en tout cas, une nation qui unit le nord et le sud du continent par-dessus le canal.

L'échec de Ferdinand de Lesseps

La vieille piste à mulets des Espagnols, chargés de tout l'or du Pérou pour la mère-patrie, oubliée dans la jungle épaisse, retrouve vie avec la découverte en 1848 des mines d'or, de Californie. Des aventuriers, par milliers, se ruent vers la côte des États-Unis en utilisant la route mexicaine de Tehuantepec, le passage du grand lac du Nicaragua et, bien sûr, l'isthme de Panama. L'ampleur spectaculaire de cette migration incite un Américain entreprenant, William H. Aspinwall, à fonder une compagnie pour la construction d'un chemin de fer à Panama. Il obtient la concession nécessaire du gouvernement de Bogota (Panama est alors encore partie intégrante de la Colombie).

Les travaux commencent en 1849, ils s'achèvent en 1855. La ligne est ouverte, mais à quel prix ! Il a fallu se battre contre les marais, la boue, les fièvres et les épidémies. Douze mille morts parmi les travailleurs — un tiers des cinq mille de la voie ferrée. L'ampleur des difficultés aurait pu rebouter les premiers construc-

teurs français du canal. Il semble qu'il se soit, dans un premier temps, sous-estimé. Le petit train « Far-West » de Panama à Colon n'a pas, non plus, beaucoup changé. Il fonctionne — il est vrai plus ou moins régulièrement, il est un peu vieillot, mais il reste utile et pittoresque. Jusqu'en 1914, la compagnie, très prospère, créée par Aspinwall, est assez puissante pour s'opposer à la construction d'une route trans-isthme. C'est une éventuelle menace japonaise contre le canal, pendant la seconde guerre mondiale, qui décide Washington à construire une très belle route asphaltée à travers l'isthme.

Ferdinand de Lesseps est un Français célèbre lorsqu'il convie l'impératrice Eugénie à l'inauguration solennelle du canal de Suez, le 17 novembre 1869. Son prestige, ses relations l'incitent à se lancer dans une autre aventure : le percement du canal de Panama. Un comité français est créé en 1876. En mai 1879, de Lesseps emporte l'adhésion d'un congrès international d'ingénieurs réuni à Paris, en faveur d'un canal à niveau. Décision fustigée. Dix-neuf autres projets ont pourtant été présentés ; mais c'est celui-là qui est adopté grâce à la fougue et au talent oratoire du « vainqueur » de Suez.

De Lesseps prend la direction de l'entreprise, va sur place accompagné de sa femme et de ses trois enfants pour prouver que « le climat de Panama ne doit pas faire peur ». « Le canal se fera », dit-il, plein d'optimisme. Il est reçu à Colon en décembre 1879 ; il prend le train pour Panama, est accueilli partout avec enthousiasme. Puis il se rend aux États-Unis où l'accueil est beaucoup moins aimable, car on y veut un canal sous contrôle américain. De retour en France, de Lesseps lance un premier emprunt, rapidement converti, en faveur de la Compagnie universelle du canal interocéanique, créée en octobre 1880. Les travaux démarrent. Commencent aussi les difficultés.

Des pluies torrentielles provoquent des

crues catastrophiques, ravinent la tranchée de Culebra. La fièvre jaune et la malaria déciment travailleurs et ingénieurs. Un taux de mortalité estimé à 60 pour 1000 ! En 1886, on dénombre 40 000 ouvriers, moins pour la plupart, et dont beaucoup viennent du sud des États-Unis et du Sénégal. Mais, en raison des épidémies, les constructeurs ne pourront jamais disposer effectivement de plus de 15 000 travailleurs en même temps. Une hécatombe. Trente ingénieurs français débarquent sur le chantier en octobre 1886. Un mois après, treize ont succombé aux fièvres.

Les Français pléinent devant la Culebra : il s'agit de creuser une tranchée de 13 kilomètres de long à travers la Cordillère. « On a l'impression d'enfoncer des saucisses humides », a noté André Siegfried. Pourtant l'espoir demeure dans l'entourage de Ferdinand de Lesseps. Mais, en France, la confiance s'effrite. Les nouveaux emprunts ne sont pas couverts. De Lesseps renonce enfin au canal à niveau qu'il préconisait. Il commande des écluses

gigantes à Eiffel. Trop tard : faute de crédits, il faut arrêter les travaux, en décembre 1888. De Lesseps, alors âgé de quatre-vingt-trois ans, s'effondre d'un seul coup, comme un arbre foudroyé. Il mourra, oublié, en 1894, après le désastre qui débouche sur ce qu'on a appelé en 1891 « les scandales » de Panama.

L'opinion réclame des explications, des coupables, des têtes. Elle veut savoir « qui a touché » chez les parlementaires et dans les milieux bancaires. Un million de petits porteurs ont été lésés. Des membres du gouvernement Loubet sont compromis. La III^e République vacille. Elle en va, il est vrai, bien d'autres. La Compagnie n'est pas liquidée en février 1889. La verselle est liquidée en février 1889. La voie est libre pour les États-Unis. Après leur réussite, en 1914, un auteur américain dira : « Les Français ont fait beaucoup de travail, dont une importante partie a été utilisée par nos ingénieurs. Les relevés topographiques étaient parfaits : les plans du canal américain ont été basés sur eux ».

De fait, les États-Unis, qui ont considéré sans aucune complaisance la tentative française, sont plus que jamais convaincus, après leur guerre de 1898 contre l'Espagne, que le canal doit être américain, « construit par des Américains sur un sol américain ». Theodore Roosevelt va s'y employer avec détermination.

La reprise des travaux par les États-Unis est précédée d'une série de manœuvres diplomatiques destinées, dans un premier temps, à lever deux obstacles : les prétentions britanniques, fondées sur le traité Clayton-Bulwer (Londres et Washington s'engagent à ne pas rechercher le contrôle d'une éventuelle voie interocéanique) ; les réserves et les intérêts de la Colombie — qui doit cependant tenir compte des tendances sécessionnistes d'une province panaméenne bien lointaine, isolée par la terrible jungle de Darien et des révoltes sporadiques qui ont eu lieu tout au long du dix-neuvième siècle. Un terrain favorable donc pour une intervention américaine à peine déguisée qui va déboucher sur la proclamation de « l'indépendance » de Panama.

« J'ai pris le canal »

L'accord Hay-Panchofote de novembre 1901 lève l'interdit établi par le traité Clayton-Bulwer. Londres laisse les mains libres aux États-Unis ; ceux-ci signent d'autre part avec la Colombie, en janvier 1903, le traité Hay-Herran : Bogota concède pour cent ans aux États-Unis le droit de construire et d'exploiter le canal ainsi qu'une « zone de souveraineté » de 5 kilomètres de part et d'autre de la voie d'eau. Le Sénat américain approuve. Le Congrès colombien rejette l'accord le 12 août 1903. C'est la crise. Mais Roosevelt ne perd pas de temps en négociations. Il agit en vertu de la loi Spooner, adoptée par le Congrès américain en juin 1902, qui permet en fait au chef de l'exécutif de dicter ses conditions à un ou plusieurs pays étrangers.

Un Français joue un rôle important dans cet épisode, Philippe Bunau-Varilla, ingénieur, ancien collaborateur de Ferdinand de Lesseps, bien introduit aux États-Unis et qui affirme vouloir « défendre les intérêts de l'isthme ». Il encourage la tentative de sécession de Panama. Il est reçu le 4 octobre 1903 par le président Roosevelt et par le secrétaire d'Etat John Hay, qui « redoute » une révolution à Panama. Hay précise que des navires de guerre américains ont reçu l'ordre de faire mouvement vers Panama.

Ils y arrivent le 2 novembre. Le soulèvement éclate dans la nuit du 2 au 3. La veille, Washington a câblé au consul américain à Panama : « Soulèvement sur l'isthme annoncé. Tenez immédiatement au courant le département d'Etat. La réponse est immédiate : « Pas encore de soulèvement. Situation critique ». La situation se normalise quelques heures plus tard avec un nouveau message : « Soulèvement a eu lieu sans effusion de sang ». L'indépendance de Panama est proclamée et aussitôt reconnue par Washington.

Les troupes colombiennes dépêchées par Bogota n'ont pas la possibilité de riposter. Theodore Roosevelt dira avec une belle franchise : « J'ai pris le canal ». Bunau-Varilla, nommé ministre plénipotentiaire de Panama, signe avec Hay le 18 novembre 1903, le fameux — et si souvent critiqué — traité qui consacre « des droits et privilèges » auxquels les États-Unis, en 1989, n'ont pas totalement renoncé.

Le canal apporte certes aux Panaméens une prospérité relative ; mais il est aussi pour eux la source de beaucoup de soucis. La conscience d'être une nation modeste, qui doit forger son destin à travers des conflits, des appétits et des intérêts assésés par une voie d'eau internationale demeurée, trois quarts de siècle durant, un enjeu stratégique qui les dépasse.

MARCEL NIEDERGAUG.

Éléments de bibliographie : *Les Grandes Heures de l'histoire de Panama*, de Guy Vattier, Ed. Les productions de Paris. *Les États-Unis et le canal de Panama*, de Georges Fischer, Ed. L'Harmattan.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 660 572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les infomilités
et indices du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

FRANCE : 365 F
ÉTRANGER : 399 F
SUISE : 594 F
AUTRES PAYS : 700 F

6 mois : 720 F
12 mois : 1440 F

9 mois : 1080 F
18 mois : 2160 F

1 an : 1200 F
24 mois : 2400 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :
nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

021 MONOS

de Panama

Renforcement du dispositif de répression dans les territoires occupés

La détention administrative pourra être ordonnée pour une période d'un an

JÉRUSALEM de notre correspondant

Comme le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, le souhaitait depuis plusieurs semaines déjà, les autorités israéliennes ont annoncé, vendredi 11 août, un renforcement du dispositif de répression dans les territoires occupés : l'emprisonnement sans procès - la détention administrative - pourra dorénavant être ordonnée pour une période d'un an et non plus seulement de six mois.

Le porte-parole de l'armée a justifié cette mesure en évoquant les nécessités de la lutte contre le soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza et a indiqué que la décision avait reçu l'aval du ministre de la justice, M. Dan Meridor (Likoud). A l'instar de nombreux juristes palestiniens, plusieurs organisations israéliennes de défense des droits de l'homme ont immédiatement dénoncé « une nouvelle atteinte au droit élémentaire de tout individu à faire l'objet d'un procès avant d'être condamné ».

Héritée des réglementations d'exception britanniques de 1945 (Emergency Defense Regulations) et utilisée avec une relative parcimonie de 1967 aux années 80, la détention administrative est devenue une des armes de prédilection des autorités militaires dans la répression de l'intifada. Elle peut être prononcée sur simple décision d'un commandant de secteur auquel il suffit d'arrêter des « raisons de sécurité ». Pour la forme, elle doit être ratifiée par un tribunal militaire mais il n'y a pas de procès : le condamné et son avocat n'ont pas accès au dossier ni ne peuvent prendre connaissance des chefs d'accusation qui resteront secrets. Les autorités militaires justifient la procédure en assurant qu'un procès public mettrait en danger leurs « sources » dans les territoires.

Dans une étude diffusée fin juillet, le Centre d'information israélien sur les droits de l'homme dans les territoires occupés - qui regroupe des juristes, des journalistes et des députés - estime à cinq mille environ le nombre de Palestiniens condamnés à des peines de détention administrative depuis le début de l'intifada, en novembre 1987. An

1^{er} août, il y avait quelque treize mille Palestiniens emprisonnés (les détenus administratifs, ceux qui attendent d'être jugés et ceux qui purgent leur peine) au titre de l'intifada, selon le Centre ; il évalue à cinquante mille le nombre de résidents des territoires à avoir été incarcérés, à un moment ou un autre, depuis le début du soulèvement.

Quelques peu éclipsés par l'affaire des otages, les révoltes des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se traduisent toujours par un nombre élevé d'incidents. Selon la même étude, trente et un Palestiniens (dont trois âgés de douze ans ou moins) ont été tués au cours du mois de juillet dans des affrontements avec l'armée.

Cette confrontation continue se déroule sur fond politique bouché. Les querelles entre les deux composantes du cabinet d'union nationale (Likoud et travaillistes) ont entamé la crédibilité du plan de paix du gouvernement. Un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères évaluait avec un certain pessimisme les perspectives d'évolution diplomatique en attendant que le congrès du Fath de M. Yasser Arafat, réuni dernièrement à Tunis, ait marqué « un grand pas en arrière » par rapport aux décisions adoptées lors du sommet de l'O.P.L. à Alger, en novembre dernier.

Principales composantes de l'O.P.L., et passant pour la plus modérée, le Fath a appelé à « la poursuite intensive de la lutte armée » (1) et, dans les réactions du congrès, n'a repris aucune des déclarations faites ces derniers mois par M. Arafat sur la renonciation au terrorisme en

(1) Le Fath est revenu, vendredi, sur la terminologie de la déclaration politique de son congrès où il s'engageait à « intensifier la lutte armée et toutes les formes de combat pour éliminer l'occupation sioniste israélienne de notre terre palestinienne occupée ». Dans un communiqué résumant les engagements pris par le congrès, le Fath affirme son engagement envers les principes de la légitimité internationale, qui donnent à notre peuple le droit de recourir à toute forme de lutte, y compris la lutte armée, pour faire face à l'occupation israélienne existante. On ignore par quel texte a été rédigé et s'il a été approuvé par les députés, dont beaucoup avaient déjà quitté Tunis jeudi matin.

à la « caducité » de la charte de l'O.P.L., notamment. Plusieurs responsables israéliens et nombre d'éditorialistes y voient la preuve que l'évolution yéménite de la politique de l'O.P.L. - qui a permis à la centrale d'ouvrir un dialogue avec les Etats-Unis - est plus tactique que réelle.

ALAIN FRACHON.

LIBAN : la recrudescence des bombardements

Violents affrontements entre l'armée syrienne et les forces du général Aoun

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

A peine assoupie vers 2 heures du matin, après plus de 15 heures de bombardements, Beyrouth s'est de nouveau réveillée, le samedi 12 août, au bruit de la canonnade et du roulement sourd des batteries crachant

leurs quarante fusées Grad, entendus au cœur de la capitale.

Vendredi, pour la deuxième journée consécutive, les bombardements qui opposent l'armée de la Syrie et de ses alliés à celle du chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun, s'étaient poursuivis avec violence. Le périmètre du ministère de la défense à Yarzé et celui du palais présidentiel de Baabda ont été la cible, dès 11 heures, des tirs de l'artillerie syrienne, le général Aoun ripostant, pour sa part, essentiellement d'abord dans la montagne druze chrétienne sous contrôle syrien, et dans la plaine de la Bekaa où sont les principales positions de l'armée de Damas. Petit à petit, toutefois, les bombardements, qui ont fait, selon un bilan provisoire, quatorze morts et soixante-dix blessés, se sont étendus à l'ensemble du « pays chrétien » puis à Beyrouth-Ouest, à majorité musulmane, et à sa banlieue chiite, violemment touchée en fin de soirée.

Cependant, par rapport à la journée de jeudi, la capitale a été relativement épargnée, les bombardements aveugles ne commençant que vers minuit. Les tirs syriens ont atteint le palais présidentiel et les résidences des ambassadeurs de France et des Etats-Unis, situées dans le même secteur. L'immeuble où réside l'ambassadeur de France, M. René Alla, a ainsi été touché de plein fouet à deux reprises dans la nuit, une fusée Grad atteignant une pièce de son appartement, et une partie étant légèrement blessée par un éclat à la jambe. La résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. John McCarthy, a, selon une source militaire du général Aoun, été, elle aussi, endommagée par plusieurs obus alors qu'un projectile de mortier de 240 millimètres s'écrasait à quelques mètres du bâtiment.

L'incident s'est produit quelques heures après que le Département d'Etat ait, dans des termes sévères, condamné « le carnage aveugle » dénonçant « l'emploi, à nouveau, d'armes de gros calibre, comme les mortiers de 240 millimètres, qui font partie de l'arsenal syrien ».

Cette mise en cause directe des armes employées par la Syrie, intervenant après la nouvelle dénonciation, mardi, de la participation de Damas aux bombardements, et les déclarations de l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban se félicitant que le rapport du

tribunal arabe accuse la Syrie d'être le principal obstacle à sa mission de paix, témoignent-elle d'un infléchissement de la politique américaine, ou plutôt d'une escalade verbale destinée à « préparer » l'ouverture d'un dialogue à plus haut niveau avec Damas, à la fois sur le Liban et sur les otages ?

Les milieux politiques libanais s'interrogent d'autant plus sur ce point que les signaux venus de Washington restent confus et contradictoires et que les Etats-Unis continuent d'affirmer que les efforts de la trêve arabe constituent « la seule chance » pour le Liban. L'aggravation de la situation a toutefois provoqué, vendredi soir, la réunion à New-York du secrétaire général de l'ONU avec les ambassadeurs des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. On se pressait presque à espérer, à Beyrouth, que cette recrudescence de la violence, qui mobilise de nouveaux les Grands, prélude enfin à l'ouverture d'une négociation politique entre Damas et Washington - seule possibilité, estime-t-on ici, de calmer un peu le jeu.

FRANÇOISE CHIPAUX.

L'auteur de l'attentat-suicide rêvait de tuer Rushdie

Beyrouth (Reuter). - L'auteur de l'attentat-suicide au camion piégé contre un convoi militaire israélien, qui a été tué dans l'opération mercredi au Liban sud, rêvait de tuer l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*, selon une bande vidéo diffusée vendredi 11 août à Beyrouth.

« J'aurais aimé pouvoir exécuter la sentence de mort contre l'agent hypocrite Salman Rushdie, obéissant ainsi à l'ordre de l'imam Khomeini, mais Dieu m'a fait la grâce de me charger d'une opération contre Israël », dit le chite Assad Berro dans son testament, enregistré avant l'attentat dans lequel cinq soldats israéliens ont été blessés.

Dans son témoignage posthume, Berro exhorte « tous les combattants » à déchaîner Rushdie (qui vit caché depuis sa condamnation par Khomeini en février) pour le tuer. - (Reuter.)

Diplomatie

ONU : la disparition de M. Mazilu

Le silence du vice-président roumain de la sous-commission des droits de l'homme...

GENÈVE de notre correspondant

Le cas de l'expert roumain M. Dimitru Mazilu, disparu dans son propre pays, occupe une place prépondérante dans les débats de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, dont il est membre, et qui poursuit ses travaux depuis le 7 août sous la présidence de M. Fiseha Yimer (Ethiopie). Sa lettre de quatorze pages (le Monde du 10 août), passée clandestinement dans la douane du véhicule, a été distribuée aux vingt experts de la sous-commission, a bouleversé plus d'un d'entre eux. M. Leandro Despouy, expert argentin, a rappelé que deux années se sont écoulées depuis la session dont il avait assumé la présidence, et où il s'était employé en vain à faire revenir à Genève M. Mazilu.

Aujourd'hui encore, on est sans nouvelles d'autre que cette lettre de ce dernier. Sa disparition met en cause la crédibilité de la sous-commission, incapable de défendre la liberté de l'un de ses propres membres. On se demande combien de temps M. Ion Iacou, expert roumain nommé à la vice-présidence de la sous-commission (le Monde du 9 août) restera muet à ce sujet.

Autre point sensible, dont on parle sans arrêt dans les couloirs du Palais des Nations : la Chine (et le Tibet). Avec beaucoup de discrétion, M. Despouy, suivi entre autres par l'expert costaricien M. Vassila Quiros, a levé un livre en affirmant que, face à des informations pour le moins préoccupantes qui font état d'exécutions récentes, un minimum de respect humain impose

à la sous-commission de lancer sur autorité chinoise un appel à la clemence envers tous ceux qui demeurent arrêtés depuis les événements de la place Tianmen.

L'ordre du jour de la sous-commission prévoit également une discussion sur « le respect du droit à la vie et l'élimination des armes chimiques ». M. David Litman, représentant d'une ONG (Organisation non gouvernementale), l'Union mondiale pour le judaïsme libéral, a mis la question, visiblement gênée par certains experts, sur le tapis. Constatant que la « relative conspiration du silence de la communauté internationale » a été rompue à la suite de l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques dans sa guerre contre l'Iran, et évoquant la tragédie des cinq mille victimes kurdes gérées à Halab le 16 mars 1988 et celle de milliers de survivants concubins et « suffoquant » réfugiés en Turquie, il a rappelé que M. Clovis Makoud, délégué de la Ligue des Etats arabes, avait affirmé le 15 septembre 1988 à l'Assemblée générale de l'ONU que, en l'occurrence, ce sont « les intérêts éternels [qui] ont déclenché une campagne haineuse contre l'Irak et le monde arabe ». Le même jour, le Parlement européen avait condamné, à la quasi-unanimité, « l'extermination » par les gaz de milliers de Kurdes irakiens. M. Litman a également déploré, alors que le « droit à la liberté d'opinion et d'expression » est à l'ordre du jour de la sous-commission, les silences de cette dernière face aux menaces de mort dont l'écrivain Salman Rushdie est toujours l'objet.

ISABELLE VICHNIAC.

TCHÉCOSLOVAQUIE : le 21^e anniversaire de l'invasion soviétique

L'opposition appelle à manifester dans le calme

Les principaux mouvements d'opposition de Tchécoslovaquie appellent leurs compatriotes à observer deux minutes de silence dans la rue, lundi 21 août, pour le vingt et unième anniversaire de l'écrasement militaire du « printemps de Prague ».

Dans un texte commun, rendu public vendredi 11 août, la Charte 77, l'Association pacifiste indépendante (NMS), le groupe Enfants de Bohême, le club pacifiste John Lennon, l'Association des amis des Etats-Unis et la Solidarité polono-tchécoslovaque demandent à leurs sympathisants « de se promener dans le calme dans le centre des villes » dans l'après-midi du 21 août. « A 17 heures, chacun s'arrêtera à l'endroit où il se trouve pour observer un silence de deux minutes », précisent les porte-parole de ces mouvements, qui exhortent leurs compatriotes à faire preuve d'« esprit de responsabilité » face à des possibles « provocations ou interventions brutales de la police ».

Les opposants écrivent : « Aujourd'hui encore en Tchécoslovaquie, la partie réactionnaire de la direction de l'Etat et du parti rejette toutes les réformes démocratiques fondamentales avec ténacité et s'accroche au pouvoir seulement par la violence et l'intimidation. [...] Elle ne justifie pas l'illégitimité de l'intervention militaire d'il y a vingt et un ans, même si les forces qui l'ont portée au pouvoir [NDRL : la direction brezhnevienne de l'époque en URSS] sont déjà tombées ».

Dans une proclamation séparée, trois autres mouvements d'orientation libérale - l'Initiative démocratique, le Mouvement pour la liberté civique et l'Association T. G. Masaryk (du nom du président fondateur en 1918 de la Tchécoslovaquie) ont appelé à la même manifestation symbolique, en soulignant leur volonté de « ne pas troubler l'ordre public ». C'est dans la nuit du 20 au 21 août 1968 que l'Armée soviétique, appuyée par celles du RDA, de Pologne, de Bulgarie et de Hongrie, avait envahi la Tchécoslovaquie et porté un coup d'arrêt brutal à la tentative de libéralisation du régime menée par Alexandre Dubcek. - (AFP.)

POLOGNE : les tractations en vue de la création d'un gouvernement

La mise en garde de Moscou contre les risques de « déstabilisation »

(Suite de la première page.)

A Gdansk, où il est apparu en public pour soutenir une grève générale d'une heure décrétée par Solidarité pour dénoncer la dégradation de la situation économique, M. Lech Walesa a estimé que le général Kiszczak ne réussirait pas à former son gouvernement et prédit que, s'il y arrivait quand même, celui-ci ne durerait pas plus de dix mois.

Pour sa part, le général a proposé, dans une interview diffusée samedi 12 août par la presse officielle, de rencontrer le dirigeant de Solidarité pour discuter de la situation, affirmant qu'il comptait toujours présenter son gouvernement dans le courant de la troisième semaine d'août. Il a estimé qu'une coalition sans les communistes serait contraire aux accords de la table ronde. Ceux-ci pressentent en compte les intérêts de tous les partis, mais leur imposent également des obligations.

L'intérieur et la défense

Dans une interview au Monde, le chef du groupe parlementaire du Parti paysan, M. Alexandre Bentkowski, l'un des plus chers partisans au sein de la formation d'une rupture avec le Parti communiste (POUP), a souligné vendredi que ce dernier pourrait accepter de renoncer au gouvernement, « à condition de laisser les deux ministères de l'Intérieur et de la Défense à la disposition du président de la République [le général Jaruzelski] qui décidera lui-même à qui il doit le confier ». « A mon avis, a-t-il poursuivi, si l'opposition est prête à accorder cela, ce serait la preuve d'une grande confiance à l'égard du président ». L'une des questions qui se posent effectivement pour la formation d'un gouvernement avec la participation de Solidarité est de savoir ce qu'il adviendra de ces deux ministères-clés.

Les dirigeants communistes ont toujours fait savoir que, s'ils étaient

prêts à accepter de partager la direction des affaires du pays, il n'était pas question de céder tous les postes stratégiques. Evoquant les discussions au sein de son parti, M. Bentkowski a reconnu qu'il y avait des « avis différents », mais s'est déclaré persuadé que les « paysans » se prononceraient officiellement dans les jours qui viennent en faveur d'une coalition avec l'opposition. Il a souligné que la prise de position de Lech Walesa avait créé une situation nouvelle, et que les députés avaient pris conscience également dans leurs circonscriptions du refus de l'électorat d'accepter un nouveau gouvernement dirigé par les communistes.

Enfin, à propos des craintes que pourraient nourrir d'autres capitales de l'Est à l'égard d'un tel gouvernement, le jeune avocat de Rzeszow, proche de la frontière soviétique, qui représente les nouveaux élus du Parti paysan au Parlement, s'est déclaré lui aussi persuadé que la présence d'un président de la République communiste ayant la haute main sur l'armée et le ministère de l'Intérieur serait « une garantie pour nos voisins ».

Toute la journée de vendredi, entretiens et rencontres des dirigeants de partis se sont succédés à Varsovie. Un responsable de Solidarité croyait savoir que les chefs militaires du pays avaient eux-mêmes tenu dans la journée une réunion pour examiner la situation. Sans vraiment trop y croire, l'hypothèse d'une tentative de reprise en main par la force reste présente dans tous les esprits.

En l'absence de M. Gernick, président de son groupe parlementaire, attendu samedi à Varsovie après avoir rencontré le pape en Italie, les négociations étaient menées côté Solidarité par l'un des proches de Lech Walesa, M. Jaroslaw Kaczynski. Selon un sénateur proche de la direction de Solidarité, « les communistes n'ont pas d'autre possibilité » maintenant que d'accepter de

se retirer du gouvernement : « ils ne peuvent rien faire ». Evoquant des « risques d'explosion », ce sénateur estimait vendredi soir que la situation était telle aujourd'hui que seul un gouvernement représentant un changement radical pourrait disposer du temps nécessaire pour avoir quelque chance de réussir une politique de réformes économiques conséquentes. L'un des dirigeants de l'opposition à Gdansk, le sénateur Lik, soulignait lui aussi dans les couloirs du Parlement qu'il fallait s'attendre à une rentrée tendue lorsque les effets de la hausse des prix se feront entièrement sentir.

« Regrets »

au peuple tchécoslovaque

La situation économique était d'ailleurs vendredi au centre des débats du Sénat. Exclusivement composée, à une exception près, de membres de Solidarité, la Chambre haute n'a guère eu de mal à s'entendre sur une résolution invitant le gouvernement à revoir le projet de budget additionnel qu'il a présenté pour couvrir l'énorme déficit budgétaire prévu pour cette année.

Mais le Sénat a surtout voté à l'unanimité une autre résolution qui ne devrait pas contribuer à rassurer ceux qui, dans les autres capitales de l'Est, suivent avec inquiétude l'évolution polonoise. Cette résolution condamne, à l'occasion du vingt et unième anniversaire de son déclenchement, l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en 1968 en Tchécoslovaquie. Cette intervention est qualifiée d'« atteinte au droit inaliénable de chaque nation à l'autodétermination et à l'aspiration naturelle vers la démocratie, la liberté et le respect des droits humains ». Affirmant que les forces armées polonoises qui y avaient pris part l'avaient fait contre la volonté de la société polonoise, le Sénat n'en exprime pas moins ses « regrets » au peuple tchécoslovaque.

HENRI DE BRESSON.

لکڑی میں لکھی

Amériques

PANAMA

Vive tension militaire autour du canal

Y aurait-il une fatalité historique pesant sur le canal de Panama ? A soixante-quatre ans de l'inauguration de la célèbre voie d'eau interocéanique (voir notre page 2 « Dates »), une très vive tension règne en effet de nouveau sur ses rives. Deux graves incidents ont, cette semaine, mis face à face les hommes du commandement sud des États-Unis et les Panaméens des forces de défense. Une nouvelle fois, vendredi 11 août, des militaires américains interpellés par des soldats de la petite République centra-américaine ont été relâchés au terme d'heures de négociations conduites sous la surveillance d'observateurs et de blindés légers du Southern Command.

C'est par centaines que sont comptabilisés, ces derniers mois, des accrochages, plus modestes, entre les parties en présence : l'une déterminée à tenir le départ de l'homme fort de Panama, le général Manuel Noriega, accusé par la justice américaine de trafic de drogue, et l'autre décidée à ne se plier à rien — même pas à la volonté majoritaire des citoyens, telle que, selon la plupart des observateurs étrangers, elle s'était exprimée le

7 mai — qui ressemblerait à une « ingérence » des « barbares du Nord » (le mot est du général Noriega).

Le régime panaméen manifeste sur le plan militaire, face aux treize mille soldats américains stationnés sur l'ancienne zone du canal, une impavides que le commandement américain est, certes, loin de sous-estimer. Le général Noriega est, en revanche, presque totalement isolé sur le plan international, d'autant que Cuba ne le soutient plus que mollement depuis qu'on a décidé d'y combattre avec la vigueur que l'on sait le trafic de drogue. Le 11 août, le ministre des affaires étrangères panaméen, M. Jorge Rittler, a pu mesurer l'ampleur de cette solitude au Conseil de sécurité des Nations unies, convoqué à sa demande pour examiner « l'agression » américaine contre son pays, presque devenu « le théâtre d'une guerre », selon les termes de cet homme habituellement modéré. Or il ne s'est trouvé aucun membre — permanent ou temporaire — du Conseil pour prendre à son compte la requête panaméenne d'un envoi immédiat d'observateurs internationaux au bord du canal. Washington n'a, ainsi

même pas eu à faire jouer son droit de veto. Son représentant a, au contraire, eu beau jeu de rappeler que le général Noriega continuait de bafouer l'Organisation des États américains, dont une forte majorité des traités et un membre a recommandé un transfert rapide du pouvoir à Panama.

Blocage

Or, ce sur ce point, la situation est plus bloquée que jamais aux approches de la date fatidique du 1^{er} septembre, à laquelle l'actuel président, imposé par le général Noriega, M. Solís Palma, devrait abandonner ses fonctions. Vendredi, le général Noriega a repoussé la suggestion formulée la semaine précédente par l'opposition (et soutenue par la Maison Blanche) d'organiser un référendum pour départager les positions de l'Action démocratique (ADOC) — qui demande la reconnaissance des résultats implicites du scrutin du 7 mai donnant la victoire à son candidat, M. Guillermo Endara, ainsi que le départ du général Noriega — et celles du régime — qui propose la constitution d'un gouvernement provisoire tripartite, avec les forces

armées, et de nouvelles élections dès que possible.

La tension autour du canal est explicable juridiquement par une divergence d'interprétation des traités signés en 1977 par le président Jimmy Carter et le général Omar Torrijos, alors homme fort de Panama : Washington estime en effet que la défense de la sécurité du canal l'autorise à conduire les exercices les plus amples, alors que son vis-à-vis tient que les forces américaines ne peuvent se mouvoir en dehors de périmètres précis. Les États-Unis contestent, en revanche, la thèse du gouvernement panaméen, selon laquelle les exercices, en ultime instance, abroger les traités. Une épreuve de force politique redoutable n'en est pas moins en cours autour de ces textes. Il est, en effet, prévu que le Sénat américain ratifiera, cet automne, le choix de l'homme (déjà) désigné pour être, à partir de l'année prochaine, le premier Panaméen à devenir administrateur du canal. Or nul ne peut imaginer que les parlementaires entérinent la proposition du régime Noriega. La est bien la clé de l'affrontement.

J.-P. C.

Asie

CHINE

Prison à perpétuité pour le profanateur du portrait de Mao

PÉKIN de notre correspondant

Un instituteur de vingt-cinq ans, originaire de la province natale de Mao, le Hunan, a été condamné à la détention à perpétuité pour avoir profané, au cours du soulèvement du printemps à Pékin, le sacrilège que personne n'avait jusqu'alors osé en Chine populaire : profaner le portrait du Grand Timonier, M. Yu Zhijian (également identifié, sous le nom de Yu Mingfei ou Yu Zhifeng) depuis son arrestation, intervenue aussitôt après son acte, le 23 mai) a été jugé coupable, vendredi 11 août, par un tribunal de Changsha, le chef-lieu du Hunan, de « sabotage, propagande et incitation contre-révolutionnaires ».

Deux coaccusés, répondant aux noms de Yu Dongyue, rédacteur d'une revue d'art âgé de vingt-deux ans, et La Decheng, ouvrier de vingt ans, ont été respectivement condamnés à vingt et à seize années de prison pour avoir pris part à la même action à l'encontre du grand portrait de Mao Zedong accroché à la porte de la Paix céleste, au nord de la place Tiananmen.

Les trois hommes avaient approuvé des « slogans contre-révolutionnaires » sur les murs de la célèbre porte menant à la Cité interdite puis jeté, en direction du portrait du fondateur de la République populaire, des coquilles d'œufs et de petites bouteilles remplies de peinture et d'encre de Chine. Les étudiants, soutenus de ce pas par un trop scandaleusement le régime au troisième jour de la loi martiale — encore inappliquée, — s'étaient immédiatement délocalisés de ce geste. Curieusement, les autorités n'ont pas exposé l'incident avant qu'il n'aurait pu y être attendu. On se souvient que le portrait, légèrement souillé par les projectiles, avait été immédiatement remplacé par son exacte réplique avec le concours des étudiants.

La télévision, alors aux griffes de ce « libéralisme bourgeois », aujourd'hui humilié, avait montré l'enseignement fier de son geste et exécutant d'être conduit à la police. Son port de tête au cours de son procès — cheveux non rasés, contrairement à l'habitude, le regard chargé de défi derrière ses lunettes d'incellulose — sur les lèvres images diffuses, sans bande sonore, vendredi par la télévision, montre qu'il n'a vraisemblablement pas adopté l'attitude de repentir que la justice chinoise impose aux condamnés. Il est le premier enseignant à être publiquement l'objet d'une sentence pénales depuis le début de la répression de « contre-révolutionnaires ».

FRANCIS DERON.

● SRI-LANKA : les forces indiennes accusées du massacre de cinquante et un civils. — Cinquante et un civils ont été massacrés par les troupes indiennes dans la ville de Vavuniya, dans le nord de l'île, après que des séparatistes tamouls eurent tué sept soldats dans une embuscade, ont rapporté, vendredi 11 août, des voyageurs citant des témoins. Sept enfants et sept femmes faisaient partie des victimes. — (AFP.)

POINT DE VUE

La conférence de Paris sur le Cambodge

Un espoir pour la paix, un succès pour la France

par Jean de Lipkowski député, ancien ministre.

La conférence de Paris sur le Cambodge constitue d'ores et déjà pour la France un succès diplomatique d'envergure. A l'origine du drame cambodgien on trouve les États-Unis. Washington a pris la lourde responsabilité de renverser Sihanouk en suscitant contre lui, le 15 mars 1970, le coup de force du général Lon Nol. Erreur capitale. Grâce à une diplomatie remarquable d'habileté et de sagesse, le prince avait réussi le miracle de tenir son pays à l'écart de la guerre. Un régime militaire, ouvertement soutenu par les Américains, devait inévitablement plonger le petit royaume dans le conflit indochinois. C'était aussi alimenter le foyer d'une guerre civile qui allait déchirer ce malheureux peuple.

Si MM. Nixon et Kissinger portaient donc une lourde responsabilité dans l'origine du drame, d'autres grandes puissances l'ont aggravé par leurs interférences. Bénéficiaire de l'aide soviétique, le Vietnam a occupé le Cambodge en 1979 avec deux cent mille hommes, et mis en place à Phnom Penh un gouvernement entièrement sous son contrôle, présidé aujourd'hui par M. Hun Sen. Il est vrai que cette occupation peut se prévaloir d'un sérieux prétexte humanitaire. Dirigée par Pol Pot, dictateur dément, les Khmers Rouges se sont livrés, de 1975 à 1978, à un effroyable carnage, tuant d'un à deux millions de Cambodgiens sur une population de sept millions d'habitants. Il n'est pas étonnant que le moment où l'URSS, par Vietnam interposé, a étendu son influence sur le Cambodge, la Chine a réagi en armant et soutenant les Khmers rouges dont les quarante mille hommes constituent aujourd'hui une puissante guérilla. La guerre civile s'est ravivée.

Aucune grande puissance ne peut donc s'imposer comme un médiateur impartial. Quant aux pays voisins, on voit mal comment ils seraient en mesure de faire prévaloir un règlement du problème. En outre, il est illusoire de croire à la possibilité d'un arrangement régional. Comment imaginer, en effet, que le Vietnam — même libéré de l'influence soviétique — ou que la Thaïlande pourrait être acceptée comme honnête courtier ? Durant toute leur histoire, les impérialismes vietnamiens et thaïlandais se sont conjugués pour faire disparaître le Cambodge. Pris entre ces deux menaces hégémoniques, ce pays n'a dû son salut qu'à l'intervention française sous Napoléon III.

A passer ainsi en revue les acteurs impliqués dans la tragédie cambodgienne, on s'aperçoit que seule la France est capable de se faire la justice des factions les plus opposées. Elle inspire à tous une confiance sans partage. Nous n'avons participé à aucun des affrontements intérieurs et ne reconnaissons aucun gouvernement aucune des tendances aux prises. Nous nous sommes refusés à faire du Cambodge le jouet des rivalités Est-Ouest. Bref, nous portons à tra-

vers les âges à ce petit peuple une amitié totalement désintéressée. Personne ne peut nous soupçonner d'une arrière-pensée partisane.

Le discours de Phnom-Penh

Ces raisons ont incité Sihanouk à insister pour que les pourparlers de paix soient placés sous l'égide de la France. Nul doute que le choix du prince a été aussi largement dicté par la reconnaissance qu'il voue à l'action du général de Gaulle. Les Français ne se rendent pas compte de l'extraordinaire retentissement qu'a eu, en Asie, et singulièrement au Cambodge, le discours prononcé en 1966 par le général à Phnom Penh, admirable message lancé aux Américains, les adjurant, au nom de l'idéal de liberté qu'ils incarnent, de mettre fin à la guerre du Vietnam.

Nous faisons aujourd'hui tout ce qui est possible pour répondre aux espoirs des Cambodgiens. D'abord en réussissant à réunir tous les protagonistes du drame et les principaux acteurs internationaux. Certes, le moment était favorable. L'air du temps n'est plus à la confrontation. Si la conjoncture était propice, il a fallu les efforts conjugués du prince Sihanouk et de la diplomatie française pour parvenir à réduire des antagonismes vieux de près de deux décennies et qui semblaient irréductibles. La France est en mesure d'espérer gagner un peu de temps. Tant d'années accumulées depuis si longtemps pouvaient aussi bien nous faire déboucher sur un échec.

Tous ceux qui considéraient non sans une certaine jalousie le rôle que nous avons tenu ne se seraient pas fait faute d'ironiser sur nos prétentions. Or si rien n'est gagné, l'espoir est permis. La conférence a approuvé à l'unanimité — ce qui est un succès — la création de trois commissions, ce qui constitue déjà un début d'accord politique. Notre ministre des affaires étrangères, qui a déployé autant d'habileté que de ténacité, a pu, à juste titre, déclarer qu'« un grand pas venait d'être accompli sur le chemin de la paix au Cambodge ».

Il reste encore à mener à bien des tractations difficiles et à éviter bien des embûches pour que cet espoir ne soit pas déçu.

La présence économique

D'ores et déjà, cependant, la France a prouvé qu'elle comptait politiquement dans le Sud-Est asiatique. A travers notre influence sur le Cambodge et le reste de la péninsule indochinoise, notre pays est désormais ressenti comme un acteur de poids dans la zone. Voilà qui me semble capital.

Lorsque le gouvernement de M. Chirac m'a nommé envoyé spécial du premier ministre en Asie, avec mission de faire avancer notre présence économique, j'avais été frappé de notre faible poids spécifique dans toute cette Asie et cet Extrême-Orient qui représentent pourtant l'avenir du monde. Tant de nations industrielles y rivalisent de

performances économiques remarquables. Dans tous ces pays où les croissances se situent entre 6 % et 12 % et qui sont, pour certains d'entre eux, des concurrents économiques redoutables, nous comptons peu. Dans l'immense zone qui va du Pakistan au Japon, la France n'attire jamais 2 % des investissements ou des échanges.

Nous sommes battus par les Italiens, les Anglais et, de beaucoup, par les Allemands. Bien entendu, nous sommes largement distancés par le poids considérable du Japon (en moyenne 29 %) et des États-Unis (qui vont de 14 à 20 %) dans la zone avec une prédominance américaine absolue dans des pays d'avenir comme la Corée.

Il serait cependant vital pour notre économie que nous soyons bien davantage présents sur le terrain, d'y définir une stratégie d'ensemble, de choisir quelques pays cibles, d'y concentrer nos efforts et d'y proposer des partenariats avec des transferts de technologie. Nous ne faisons rien de tout cela. Il n'y a aucune raison que nous ne demeurions pas « Monsieur moins 2 % » tant que nous aurons pas défini un plan d'ensemble cohérent, revoir nos procédures de financement, les rendre plus souples et mobiliser nos moyens et nos entreprises pour effectuer les percées qu'il s'imposent.

En l'absence de cette imagination et de cette volonté, pourrions-nous cependant espérer toucher quelques dividendes économiques de notre influence politique ? Tel a été le cas pour la Chine après que le général de Gaulle ait été le premier à reconnaître sa reconnaissance. Aujourd'hui que tous les pays ont reconnu Pékin, nous ne pouvons plus nous prévaloir d'une politique privilégiée. Nos positions économiques sur le marché chinois s'en ressentent.

En réalité, notre seul point d'ancrage politique en Asie est l'ensemble indochinois. Il n'est que de s'entretenir avec les dirigeants asiatiques pour se rendre compte que la France leur apparaît, certes, compter en Europe à cause du poids qu'elle a dans la construction européenne et la perspective de 1993. En revanche, notre influence politique en Asie — mis à part le rôle possible qu'on nous attribue dans le dialogue Nord-Sud — tient surtout à l'influence dont on nous croit pour favoriser un règlement du problème cambodgien. Le Vietnam et le Laos sont aussi des pays d'ancienne mouvance française. Or nous pouvons, dans une péninsule indochinoise pacifiée, retrouver un rôle économique et politique important.

Pour toutes ces raisons, il faut se réjouir de la Conférence sur le Cambodge à Paris comme d'un succès français. Quelles que soient nos alliances, nous devons nous retrouver unis lorsque la France s'affirme sur la scène internationale. Elle vient de faire sa rentrée dans le Sud-Est asiatique. Il faut s'en féliciter, surtout s'il s'agit de mettre fin aux horribles souffrances trop longtemps infligées à ce peuple cambodgien si cher à notre pays.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Nouvelle crise entre le président Botha et son successeur désigné

JOHANNESBURG de notre correspondant

Tout le bénéfice politique, à la fois diplomatique et électoral, que le Parti national (NP, gouvernemental) comptait retirer de l'annonce de la prochaine visite en Zambie de son leader, M. Frederik de Klerk, (le Monde du 12 août) a été réduit à néant par une simple phrase du président Pieter Botha.

Le chef de l'État, qui a disparu du premier plan de la scène politique, à la suite de l'épreuve de force qui l'a opposé en mars à son propre parti, a, en effet, provoqué stupefaction et désarroi au sein du NP en affirmant, vendredi 11 août, qu'il n'avait « pas connaissance, d'après les règlements régissant les voyages des ministres à l'étranger », de la visite que ses ministres de l'Éducation et des affaires étrangères, respectivement MM. Klerk et « P. K. » Botha, projettent d'effectuer, le 28 août, en Zambie, à l'invitation du président Kenneth Kaunda. Or, la veille au soir, M. « P. K. » Botha indiquait que M. de Klerk et lui-même avaient « consulté » le chef de l'État. L'une des deux versions est donc obligatoirement fautive.

Il est difficile de croire que le président Botha envisage d'empêcher le voyage à Livingstone de MM. Klerk et Botha. Dans le cas du premier, on peut d'ailleurs penser qu'il en ait les moyens, car M. de Klerk n'est pas seulement ministre de l'Éducation : il est aussi — et surtout — chef du NP. Or, il a été nommé à son poste ministériel par M. Botha, c'est le groupe parlementaire du parti qui l'a élu, le 2 février, chef du NP. Rien n'empêcherait donc M. de Klerk de se rendre en Zambie en

tant que chef du parti gouvernemental.

En fait, M. Pieter Botha, dont le mandat s'achève peu après les élections législatives du 6 septembre, semble avoir voulu rappeler à tous qu'il est toujours le chef de l'État, même si c'est seulement pour quelques semaines, et qu'il entend que les formes soient respectées jusqu'au bout. De nombreux analystes voient aussi dans son geste d'humeur une manifestation de l'amertume qu'il ressent en raison de la manière dont le NP l'a « libéré ».

M. de Klerk a tenté tant bien que mal de sauver les apparences en parlant de « possible malentendu ». Mais il prend cette crise au sérieux : il a immédiatement demandé une réunion d'urgence de tous les ministres. M. Botha a pris les devants, convoquant une réunion extraordinaire du cabinet, qui se tiendra sous sa présidence jeudi 14 août dans la capitale, à Tzaneba, sa résidence officielle au Cap.

De manière compréhensible, à moins de quatre semaines des élections, l'opposition s'en donne à cœur joie. Le chef de l'extrême droite, M. Andries Treurnicht, a ainsi parlé d'un « embarras majeur » pour le NP et d'un « chaos total » au sein du gouvernement, dont « la crédibilité est maintenant sérieusement en question ». Quant à l'un des chefs du Parti démocratique (opposition libérale), M. Zach de Beer, il a estimé que « ce passage de M. de Klerk à l'étranger pour plus de dix jours est plus inacceptable ». En ce qui concerne la réunion extraordinaire du cabinet, M. de Beer a commenté ironiquement : « Tout ce que je peux dire, c'est combien j'aimerais être une petite souris ». Un souhait sans doute partagé par tous les Sud-Africains. (Interim.)

TUNISIE

Hausse du prix du pain et de plusieurs autres produits

TUNIS de notre correspondant

Le gouvernement tunisien a décidé l'augmentation du prix du pain et de plusieurs autres produits de première nécessité qui continuent cependant de bénéficier de cotés relatifs des prix. Elle est toutefois accompagnée de diverses dispositions à caractère social — dotations et indemnités — afin que les familles les plus démunies, les handicapés, les travailleurs des chantiers d'assistance et les ouvriers payés au salaire minimum (100 dinars (1) par mois) n'en pâtissent pas trop.

Pour le moment, cette hausse est limitée. Le « gros pain » demeurera, certes, à 100 millimes (environ 0,70 franc), mais son poids tombe de 600 à 500 grammes, et la baguette de 250 grammes coûte désormais 80 millimes au lieu de 70, soit une augmentation de quelque 14 %. Des « ajustements » de même ordre et quelquefois légèrement inférieurs concernent la farine, le couscous, les pâtes, l'huile de mélange (olive et soja) en vrac et le sucre. A titre indicatif, le kilo de sucre en poudre est maintenant vendu 350 millimes (environ 2,25 F.).

COTE D'IVOIRE : après la mort mystérieuse d'un Français

Psychose de l'insécurité chez les expatriés

ABIDJAN correspondance

Jean-Michel Delbos, trente-trois ans, a été retrouvé mort lundi 7 août à son domicile dans le quartier résidentiel des « deux plateaux », une banlieue de revolvers lui ayant traversé le corps de la police jusqu'au cou. Selon les enquêteurs, qui ont écarté la thèse du suicide, il aurait fait une fausse manœuvre en maniant son arme. Aucune trace d'effraction n'a été constatée.

M. Claude Delbos, le père de la victime, rejette les premières conclusions et a porté plainte auprès du procureur de la République pour que « toute la lumière soit faite ».

Il affirme que la blessure mortelle ne peut avoir été infligée par l'arme en question : un Magnum 357.

Jean-Michel, marié et père de trois enfants, dirigeait avec son père la Compagnie des experts d'Abidjan. Leurs services ne sont pas tou-

jours appréciés des armateurs. Les experts maritimes évaluent les pertes et avaries sur le fret entré au port. Leurs jugements sont sans appel dans le cas de remboursement de dommages par les compagnies d'assurance.

Quoi qu'il en soit, la mort du jeune Delbos s'ajoute à celles de deux Français assassinés en l'espace de deux mois et relance, peut-être à tort, la psychose de l'insécurité au sein de la communauté française. Le colonel en retraite Pierre Chiré a été tué de trois balles de revolver le 28 juin dans un quartier résidentiel. Ses agresseurs avaient tenté de lui voler sa voiture. Le 17 juillet, René Baylan, un bûcherier français, était attaqué à Yamoussoukro, à 200 km au nord d'Abidjan, a été victime d'une attaque à main armée dans son établissement. Le caissier de l'hôtel, un Ivoirien, avait également été tué.

ROBERT MINANGUY.

Société

Après un séjour
d'une semaine

Les Anges gardiens veulent s'installer dans le métro parisien

Les Anges gardiens au bérêt rouge de Curtis Sliwa veulent veiller sur le métro parisien (*Le Monde* du 9 août) : Lisa, l'épouse du fondateur et l'ambassadrice du mouvement en France l'a confirmé devant la presse, vendredi 11 août. « Après avoir entendu ce qui se passe dans le métro, après avoir parlé avec beaucoup de personnes, nous avons décidé de continuer nos efforts pour établir les Anges gardiens à Paris. Les gens ont vraiment besoin de nous ici ».

« Nous sommes une association, nous n'avons pas de pouvoir spécial, nous ne prendrons pas de pouvoir spécial. Nous sommes des usagers comme les autres qui veulent défendre les usagers. Nous ne faisons qu'obéir à la loi française en portant assistance à personne en danger », a souligné la jeune femme qui insiste : « Nous ne sommes pas une milice, je suis un mannequin, pas un militaire ».

Lisa voudrait concentrer l'action préventive de ses patrouilles sur quelques « stations chaudes » où trafiquent les revendeurs de drogue : Voltaire et République, notamment. A propos du réseau banlieue elle ajoute : « J'ai été très choquée par ce qui se passe dans le RER. C'est un demi-monde, sans sécurité, dirigé par des bandes qui se sont souvent donné des noms américains. Je suis très triste de l'influence exercée par mon pays. Les Anges gardiens ont, ici, une responsabilité. Je ne suis pas très sûre que les officiels comprennent la mentalité de ces bandes, très influencées par la télévision américaine ».

Lisa souhaite travailler en coopération avec les agents de surveillance du métro parisien. Elle assure que « la préfecture sera toujours tenue au courant en premier ». « Les Anges gardiens fonctionnent comme un livre ouvert », même si leur financement reste flou, a-t-elle expliqué au chargé de mission de la préfecture de police de Paris au cours d'un rendez-vous qui fut « un vrai dialogue, pas un monologue ».

La RATP, pour sa part, continue d'être peu enthousiasmée, rappelant que les Anges gardiens sont tenus de se comporter comme les autres usagers et seront traités comme eux.

La formation des Anges gardiens français devrait commencer en septembre. Ils seraient encadrés par des membres venus du Canada.

JUSTICE

Remis en liberté le 12 juillet dernier

François Korber sera rejugé par la cour d'assises de la Haute-Garonne

BORDEAUX
de notre correspondante

François Korber comparaitra du 2 au 5 octobre 1989 devant la cour d'assises de Haute-Garonne pour y être rejugé. L'homme politique bordelais, ancien candidat du RPR en 1978 et 1980 dans la troisième circonscription de la Gironde, avait été condamné, le 4 mai 1988 à Bordeaux, à dix ans de réclusion criminelle pour complicité d'assassinat. Ce verdict, sur pourvoi de François Korber, a été cassé le 2 février 1989.

Le 12 juillet 1989, François Korber a obtenu sa mise en liberté, effective le jour même. Il avait passé sept ans en prison.

Le 14 mars 1982, Jacky Eichers, alias Bob Jones, un petit malfaiteur au service de François Korber, avait été assassiné dans la permanence électorale de l'homme politique. François Korber et l'un de ses hommes de main, Roger Ambeau, avaient été rapidement inculpés. S'estimant victime d'une machina-

tion, François Korber avait multiplié les recours et les incidents de procédure jusqu'au verdict du 4 mai 1988 qui le condamnait pour complicité d'assassinat. Roger Ambeau, pour sa part, avait été condamné également à dix ans de réclusion crimi-

nelle pour assassinat. Il n'avait pas engagé de pourvoi et a été libéré, en mars 1989, en bénéficiant d'une remise de peine, après avoir effectué sept ans de détention provisoire avant d'être condamné.

G. de M.

Inculpation d'un officier après la mort accidentelle de trois soldats

Le capitaine Valette d'Auzia, officier du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), vient d'être inculpé, à Pau, d'homicides involontaires après la mort de trois parachutistes emportés par une coulée de neige, le 28 février dernier, près de Gourette (Pyrénées-Atlantiques), à une quarantaine de kilomètres au sud de Pau.

Alors que sous le commandement du capitaine, une trentaine d'hommes construisaient des igloos pour passer la nuit, dans une zone interdite aux skieurs civils, une

masse de neige large d'une cinquantaine de mètres avait dévalé la pente, emportant dix-neuf parachutistes. Trois d'entre eux étaient déjà morts lorsqu'ils ont été retrouvés morts de deux heures plus tard. Quatre autres avaient dû être hospitalisés.

Les conditions climatiques étaient très défavorables lorsque l'accident est survenu : il avait neigé abondamment depuis quarante-huit heures et la zone était recouverte d'une surcharge de neige récente très instable.

FAITS DIVERS

Attentat contre une caisse de retraite dans l'Ardèche

Une charge de faible puissance a explosé, vendredi 11 août, à 4 heures, contre le rideau de fer de la caisse de retraite des commerçants et artisans de Drôme-Ardèche (Organisme de Granges-les-Valence (Ardèche)). L'attentat n'a fait que des dégâts matériels. Il n'avait pas été revendiqué samedi matin.

La caisse de retraite avait déjà été incendiée et partiellement pillée le 23 mars dernier. Plusieurs semaines plus tard, l'incendie avait été revendiqué par le Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA) en « grève de cotisations », et le vice-président du CDCA, M. Jean-Marie Mey, avait été secouru sous l'inculpation d'incendie volontaire et vol par

effraction avant d'être remis en liberté sous caution le 25 juin.

M. Claud Brin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a condamné, dans un communiqué publié vendredi, « de tels agissements qui sont ceux d'extrémistes ».

M. François Doubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat, a, lui aussi, condamné « de telles exactions » en rappelant que des propositions précises ont été faites (examen des dossiers individuels, échelonnement des paiements...) aux commerçants et artisans... de bonne foi, ont du mal à régler leurs cotisations de retraite.

Huit mandats de dépôt après une bataille rangée dans une cité marseillaise

Après une violente bataille rangée, mercredi soir dans une cité marseillaise, au cours de laquelle une personne a été tuée et une autre grièvement blessée (*Le Monde* du 12 août), huit mandats de dépôt ont été requis, vendredi 11 août, par le parquet de Marseille à l'encontre des protagonistes de la bagarre.

Les visés Raymond Santiago, trente-cinq ans, soupçonné d'avoir tué Pascal Lionel, vingt-deux ans ; Bruno Lina, vingt-cinq ans et Abes Akacha, vingt ans, auteurs présumés de coups de feu ayant grièvement blessé Antoine Gomez, cinquante ans. Le premier pourrait être inculpé d'homicide volontaire, les deux autres de tentative d'homicide volontaire.

Egalement présentés, vendredi en fin d'après-midi, au magistrat instructeur, M^{me} Nicole Di Tomaso, les autres suspects pourraient être poursuivis pour coups et blessures volontaires avec armes et préméditation.

Une fillette tuée dans l'explosion d'une maison à Aubagne

L'explosion d'une bouteille de propane a totalement détruit, vendredi 11 août, une ancienne ferme transformée en logements à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Une fillette de quatre ans, Vanessa Mathieu, a été parvenue à ses blessures. Déplacée après deux heures de fouilles, l'enfant est morte lors de son transfert à l'hôpital. Ses parents, grièvement blessés, ont été transportés au centre régional des grands brûlés à l'hôpital de la Conception à Marseille. Quatre membres d'une autre famille, plus légèrement atteints, ont été hospitalisés à Aubagne.

SPORTS

● **RUGBY** : le centenaire de la fédération sud-africaine. — L'ancien international français Roland Bertranne sera l'entraîneur de la sélection mondiale qui participera, à partir du 19 août, à une tournée en Afrique du Sud, à l'occasion du centenaire anniversaire de la fédération sud-africaine de rugby (*le Monde* des 5 et 8 août). Il remplacera l'actuel sélectionneur du XV de France, Jacques Fouroux, qui a renoncé à se rendre dans ce pays à la demande de M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Six internationaux français, dont Franck Mesnel et Philippe Sella, participeront à ces festivités. D'autre part, le MRAIP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a adressé aux joueurs et dirigeants français concernés une lettre les invitant à renoncer à ce voyage.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ÉCONOMIE

Le Carnet du Monde

Naissances

— Julien et Stéphan, ses frères, Yolande et Armand TOUATI, ses parents, ont la joie d'annoncer la naissance de Clara, Florence, le 7 août 1989.
6, montée de Sigarnas, 13420 Géménos.

Décès

— Sentein (Ariège). Bonlogne-sur-Seine (Haute-de-Seine).

M. et M^{me} Jean Bonzon, M. Alain Bonzon, Jean-Michel et Pierre-Jean Bonzon, ses enfants et petits-enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joseph BONZOM, née Albertine Capdeville, survenue le 9 août 1989, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 12 août, à 15 heures, en l'église de Sentein, suivies de l'inhumation dans le tombeau familial.

137, place Haute, 92100 Boulogne-Billancourt.

— Le président-directeur général, M. Pierre Conso, Les membres du conseil d'administration et l'ensemble du personnel de Cieret France et de ses filiales, ont la tristesse de faire part du décès de

M. R. Maurice DOUMENC, officier de la Légion d'honneur, survenue le 8 août 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée par M^{gr} Pélissier à Tullins (Isère), dans l'intimité familiale.

Une messe rassemblera sa famille et ses amis en septembre, à Saint-Pierre de Neully.

Tour Générale, Code 22, 92088 Paris-La Défense.

— Le conseil d'administration, La direction générale Et l'ensemble des collaborateurs de Transgene, ont la tristesse de faire part du décès de

M. R. Maurice DOUMENC, officier de la Légion d'honneur, survenue le 8 août 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée par M^{gr} Pélissier à Tullins (Isère), dans l'intimité familiale.

Une messe rassemblera sa famille et ses amis en septembre, à Saint-Pierre de Neully.

16, rue Henri-Regnault, 92411 Courbevoie Cedex.

— Le président de l'université de Franche-Comté, Le directeur Et le conseil de l'UFR des sciences, Le personnel du laboratoire d'optique P.M. Duffieux Et tous ses collègues de l'université, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jacques DUVERNOY, directeur de recherches au CNRS, survenue brusquement le 3 août 1989, à Besançon.

— M. Patrick Rocca et sa fille, M. et M^{me} Thierry Paoli et leur fils, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Oreste ROCCA, survenue le 10 août 1989, à l'âge de soixante-trois ans.

Le service religieux sera célébré le mercredi 16 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Paul, 93, rue Ausanne-Roussier, à Viry-sur-Seine (Val-de-Marne).

M^{me} D. Paoli-Rocca, 7, rue des Bourrelles, 94440 Marolles-en-France.

— M^{me} Clotilde Senné, sa femme, M. et M^{me} Jacques Senné, ses enfants, Philippe et Patrick Senné, Alain, Nicolas et Isabelle Sultan, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri SENNÉ, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 10 août 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 14 août, à 14 heures, en l'église Sainte-Anne, rue de Tolbiac, Paris-13^e, et l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

14, rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

— M^{me} Marcel Thinet, son épouse,

M. André Thinet, M. et M^{me} Alain Pineau, M^{me} Françoise Thinet, ses enfants,

Ses petits-enfants,

Sa famille Et sa belle-famille,

La famille Mameul Fines, La famille Serge Richard, La famille Albert Badolo,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national de la Côte-d'Ivoire, maître honoraire de La Talandière (Loire), président honoraire de Thinet et Cie, président de l'Entreprise Marcel Thinet, survenue à Neully, le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 16 août à 15 h 30, en l'église Saint-Louis de Garoches (Haute-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Garoches.

Une messe de requiem sera célébrée fin septembre en l'église Saint-Pierre de Chaillot. La date en sera annoncée dans la presse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Docteur-Gilles, 92380 Garches, 1, rue Auguste-Vaquerie, 75116 Paris.

— Paris. Lyon. Saint-Etienne. Camen.

Les associés de la société Entreprises Marcel Thinet,

ont la grande douleur de faire part du décès de leur président

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national de la Côte-d'Ivoire, maître honoraire de La Talandière (Loire), président depuis 1936 de l'Entreprise Marcel Thinet, fondée par son père en 1903, président-fondateur de l'Association générale du bâtiment et des travaux publics de la Loire, le 10 août 1989.

— Paris. La Défense.

Le conseil d'administration Et le personnel de la société Thinet et Cie,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel THINET, officier de la Légion d'honneur, PDG de 1963 à 1980, président-fondateur, survenue le 10 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

— France et Haroun Tazieff, ses enfants, Albert Breuer Et Jacques Lefebvre, ses cousins,

L'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, Idel et Betty Ianchkevitch, Lucette et Philippe Andauer, Gisèle Gernigon, Jean et Lucienne Lestavel, ses amis, Ainsi que Thérèse Vintout Et Madeleine Palfreman, ont la douleur d'annoncer la disparition de

Robert VIVIER, né à Chénée (Liège), le 16 mai 1924, ancien professeur à l'université de Liège et à la Sorbonne,

de l'Académie royale de Belgique, où il avait été élu en 1950 au fauteuil de Maurice Maeterlinck, engagé volontaire dans la guerre de 1914-1918, résistant 1940-1944, poète.

Il rappelle au souvenir de ceux qui l'ont connu son épouse, disparue cinq années avant lui,

Zenobia TAZIEFF-VIVIER, née Klepa, docteur ès sciences, peintre, philosophe,

et à celui de son unique neveu,

Jean-Pierre VIVIER, disparu en 1945 au camp de concentration de Neuengamme.

Les obsèques ont eu lieu le 9 août 1989, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

— La rue où je mourrai N'est ni grande ni petite. J'y marche seul et vite. Et rien n'est préparé.

— Robert Vivier. Au bord du temps (1936).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communication

La désignation du PDG d'A 2 et de FR 3

M. Philippe Guillaume estime qu'« il faut sortir d'une conception administrative de la télévision »

« Si l'on se contente de nommer « un superprésident » sans remonter assez profondément les organisations et les équipes, cela revient à mettre un fruit confit sur une pâtisserie », a déclaré M. Philippe Guillaume dans une interview au *Figaro* du 12 août.

Le nouveau président d'Antenne 2 et FR 3 se garde bien, toutefois, de prédire un grand bouleversement et de dévoiler ses projets. « Je ne vais pas provoquer un chambardement pour le plaisir sans avoir eu les entretiens nécessaires avec les autorités de l'Etat et de longues réflexions concertées avec les personnels et leurs

représentants, annonce-t-il prudemment. « Il s'agit de définir la volonté du gouvernement et les objectifs des entreprises, ce qui prendra quelques semaines ».

Quant aux directeurs généraux de chaque chaîne, qui devraient être nommés au mois de septembre, M. Guillaume les décrit comme « des dirigeants de plein exercice, mais prioritairement tournés vers la vie et l'animation de l'antenne, à laquelle ils devront consacrer 80 % de leur temps. Ce point, dit-il, est fondamental : « Il faut sortir d'une conception administrative de la télévision ».

Les réactions

ment cette société au détriment des producteurs indépendants ».

● **FO Radio-Télévision** : « La crédibilité du CSA est acquise ». « Contrairement aux affirmations de la presse et des médias, le passé [de M. Guillaume], son activité et son humanisme, tant à la tête de la SFP qu'au temps des entreprises qu'il a dirigées, en faisaient le plus crédible pour la responsabilité de la direction du service public de la télévision. En procédant à cette nomination, le CSA a affirmé sa totale indépendance et désormais sa crédibilité est acquise aux yeux des démocrates ».

● **La CFDT d'Antenne 2** : Nécessité d'un « renouvellement d'hommes ». — « Pour retrouver sa place, Antenne 2 a besoin d'un renouvellement d'hommes et d'idées au niveau de ses dirigeants. Son niveau de ressources doit être notablement majoré pour lui permettre de tenir son rang de première chaîne nationale française. Son financement doit redevenir majoritairement public : l'indépendance à l'égard de la loi du marché et donc une réelle diversité est impossible pour une société actuellement financée à 67 % par des fonds privés ».

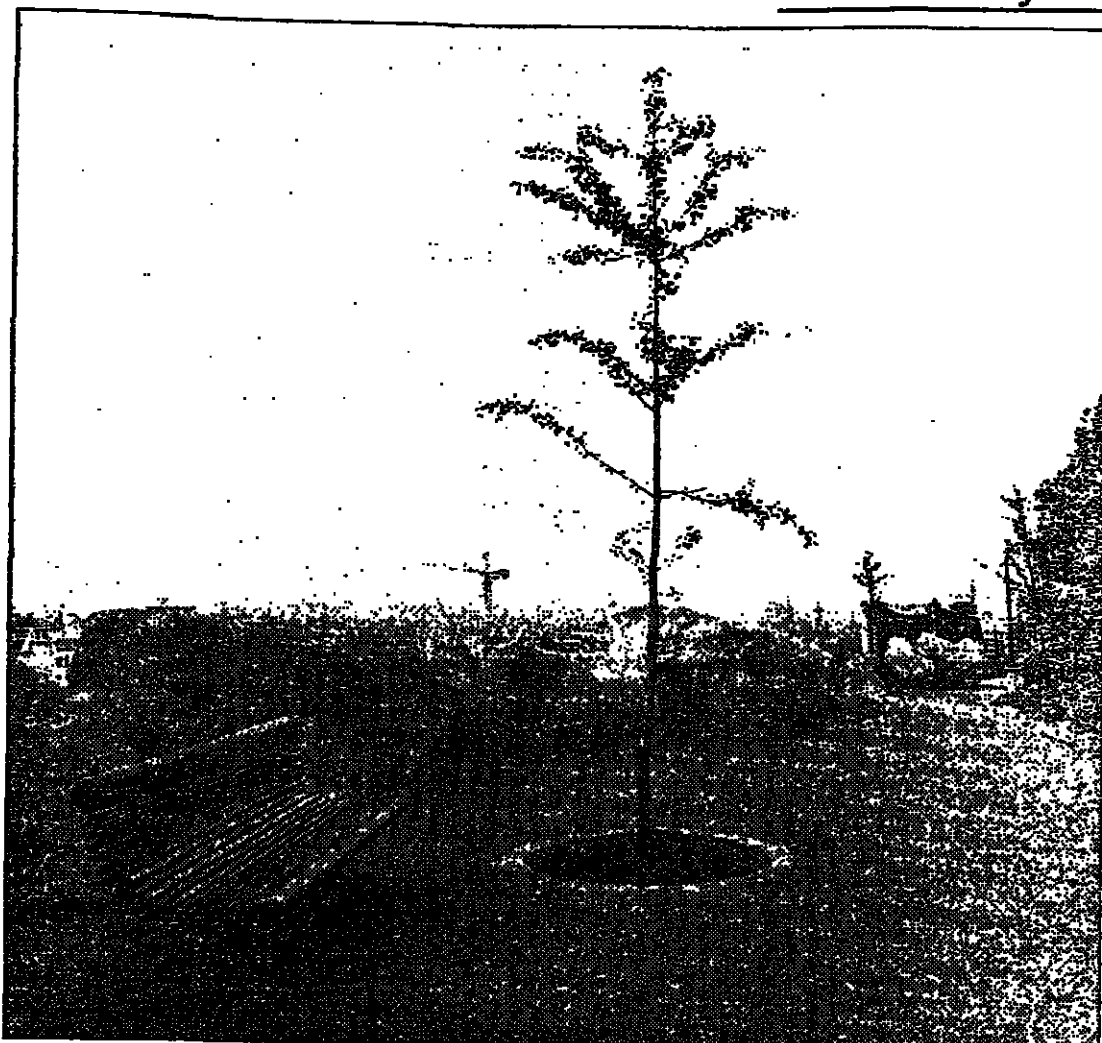
● **SURT-CFDT FR 3** : « L'importance des régions ». — La section SURT-CFDT de FR 3

rappelle « son attachement à la télévision des régions, dont le développement ne peut intervenir sans un outil de production régional permettant de valoriser tous les genres de programmes ». Le syndicat affirme qu'il « s'opposera à un projet qui réduirait l'activité de l'entreprise au seul domaine de l'information ».

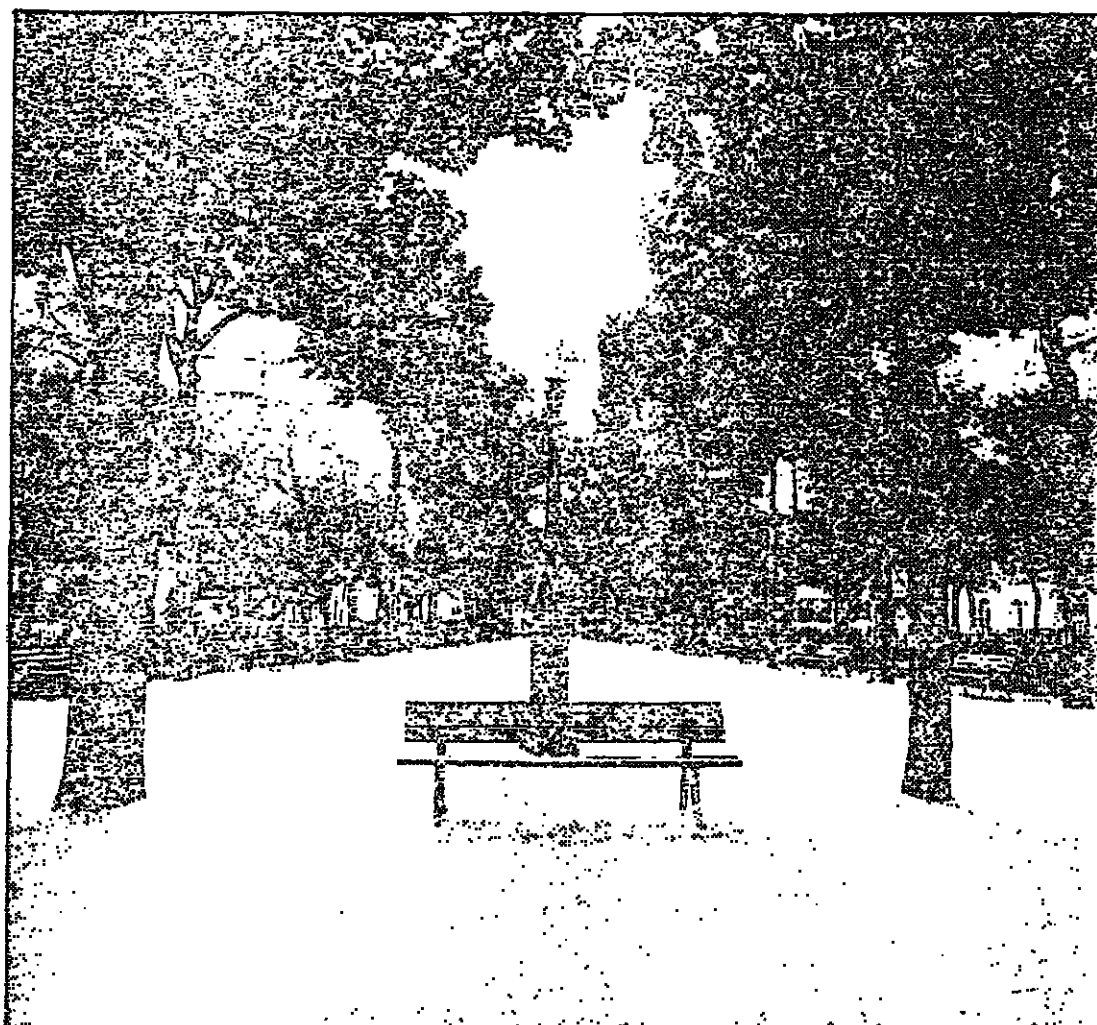
● **La société des journalistes de FR 3** : « L'attente d'objectifs mobilisateurs ». — « FR 3 doit renouer avec le succès grâce à des objectifs mobilisateurs et résolument tournés vers l'Europe. L'information régionale comme l'information nationale méritent une véritable image de marque dominée par la compétence, l'audace et une exigence de qualité ».

● **L'USPA** : « Un supplément de dynamisme ». — L'Union syndicale de la production audiovisuelle, qui regroupe un certain nombre de producteurs de télévision dont la SFP, estime que « les dix-huit mois passés par Philippe Guillaume à la SFP lui ont permis d'engager cette société dans la voie du dynamisme, de l'ouverture sur ses marchés et d'une identification claire des métiers de producteur et de diffuseur. L'USPA ne doute pas que, placé à la tête d'un grand service de diffusion, le nouveau président saura donner à toute la production française un supplément de dynamisme et de créativité ».

Parcs et jardins parisiens



Optimisme (rue Plat, 20^e arrondissement)



Solitude (Dessert, 14^e arrondissement)

Misères de l'espace vert

Il est d'usage de faire l'éloge des jardins parisiens. Et il est vrai qu'il faut avoir la main bien verte et le tempérament dévoué pour raser ainsi à longueur d'années pelouses et massifs dans une atmosphère propre à rendre chorégraphiques les plus vivaces des jeunes filles en fleurs. Mais une fois le compliment défilé, et si l'on sort des grands jardins (Luxembourg, Monceau, Buttes-Chaumont, etc.), qui sont par nature des merveilles de l'artifice, force est de constater la grande indigence de la capitale en matière, pardon pour ce mot terrible, d'« espaces verts ».

Car l'espace vert n'est généralement pas un espace, n'est pas vert mais jaune ou gris, ne rit pas, est triste. On y voit pour cette raison les vieillards, sourds aux bruits des enfants, les enfants, indifférents aux couples d'amoureux, les amoureux sans domicile fixe.

Les squares, promenades et plates-bandes de Paris ne sont pas l'unique produit de l'indifférence municipale. Ils sont le fruit d'une histoire, retracée avec intelligence et exactitude par l'actuelle exposition du Pavillon de l'Arsenal (1). Une institution décidément remarquable que ce Pavillon, financé par la ville de Paris, toujours au point d'équilibre si tenu entre la démarche savante, la nécessité pédagogique et l'indispensable plaisir. Le lien de dépendance qui l'attache à la Ville interdit bien sûr la critique. On y manie donc l'analyse, ou bien on pose les choses à plat, laissant au visiteur le soin de se faire son idée.

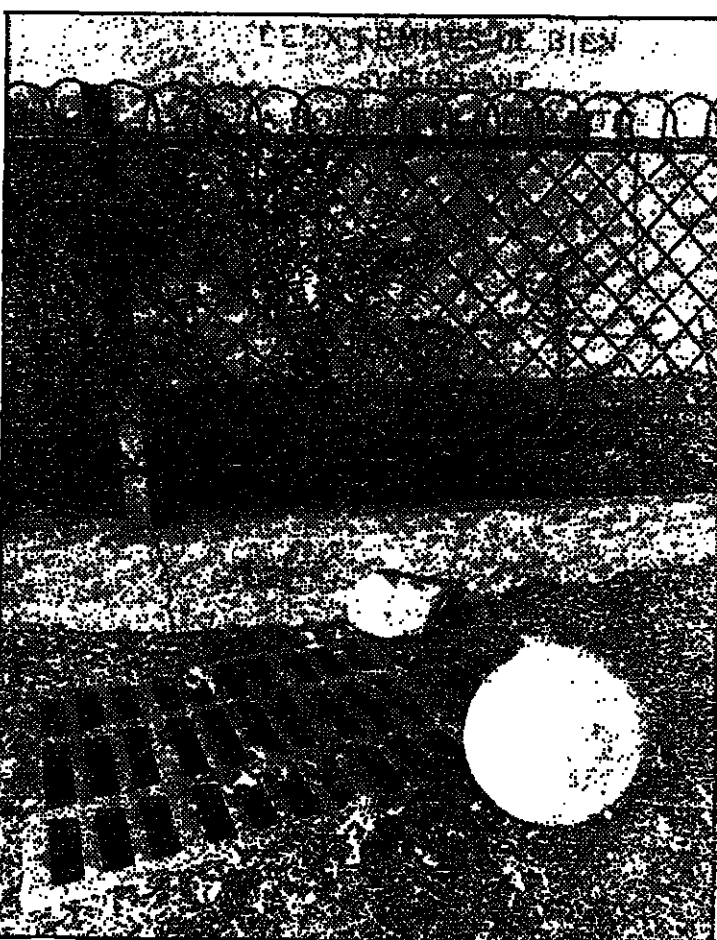
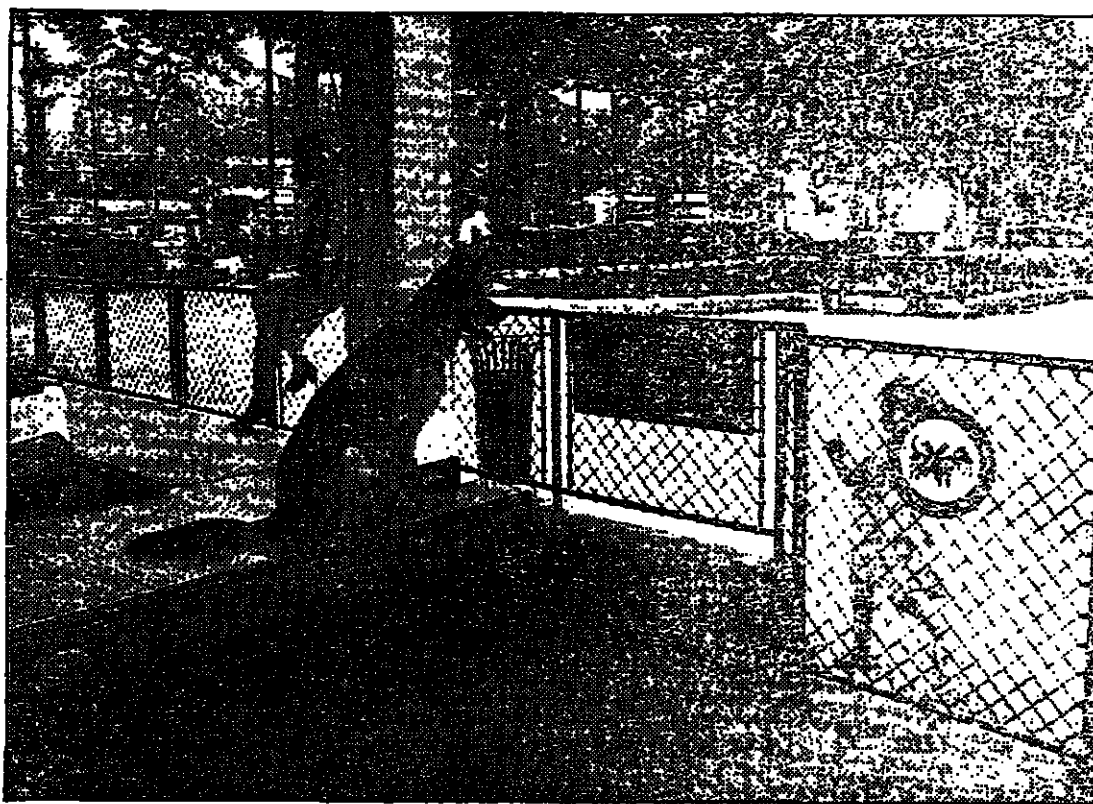
Pourtant, en matière de jardins, cette mise à plat n'est sans doute pas une démarche suffisante. La verdure, cuite ou pas, bénéficie en effet d'un préjugé favorable qui gomme son indigence, son manque d'imagination, sa faculté d'intégrer la laideur, et qui fait se satisfaire d'un pittoresque de convention.

Les squares, évidemment, sont parmi les principales victimes du mobilier urbain (le Monde daté 6-7 août), car ils sont le produit d'une même absence d'exigence. La pompe provincialo-républicaine, celle-là même qui peut conduire le sous-préfet aux champs, est le fréquent substitut d'une végétation qu'on aimerait voir dispenser l'ombre et la lumière avec ampleur et générosité. Au lieu de cela, quand, dans tel ou tel square, comme récemment place Dauterive, un arbre fait « trop d'ombre » (mais à qui ?) on vient vous couper ça pour remettre l'ensemble au carré.

Comment peut-on montrer un tel manque d'imagination ici quand de tels trésors d'ingéniosité sont ailleurs, dans la même ville, déployés ?

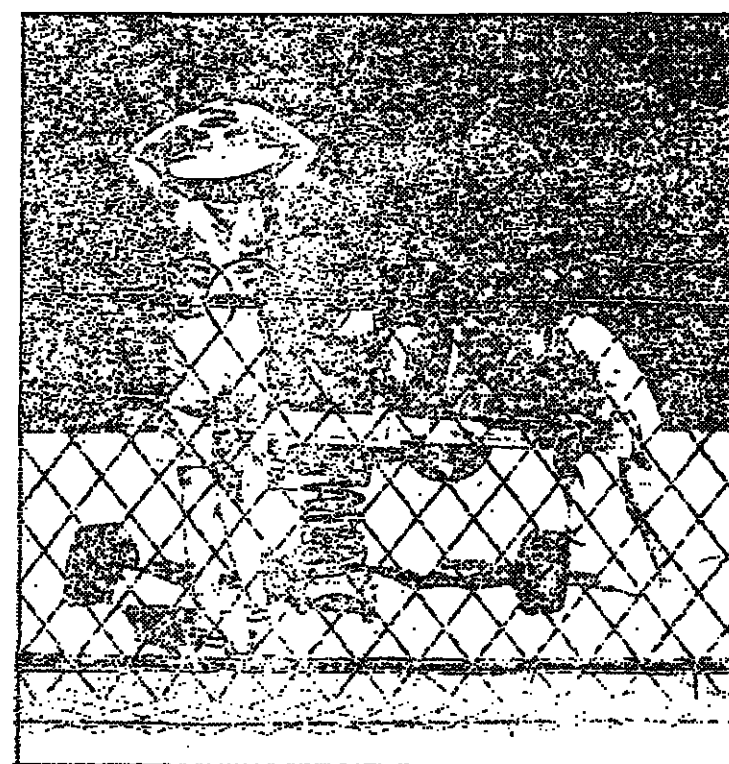
FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) « Parcs et jardins de Paris », pavillon de l'Arsenal ; le catalogue (120 F) est épuisé.



Reportage photographique : FRANÇOIS DELEBECQUE

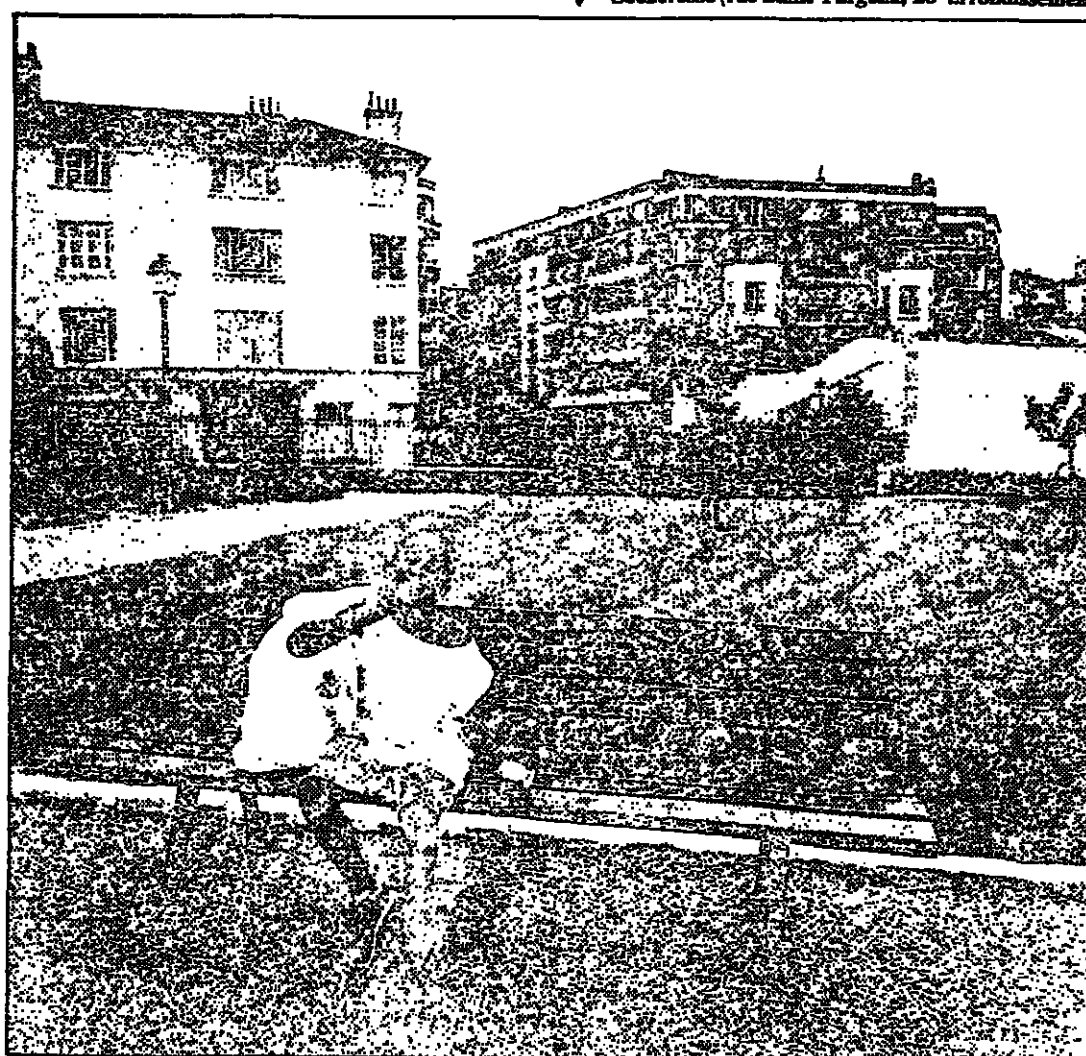
▲ La bonté et la charité (Boccassin, 15^e arrondissement)



▲ Design (square du Temple, 3^e arrondissement)

« Quelqu'un qui n'aime ni les enfants, ni les animaux ne peut être tout à fait mauvais » - W.C. Fields. (Place de la République, 10^e arrondissement)

▼ Sécheresse (rue Saint-Fargeau, 20^e arrondissement)



هنا من اجل

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

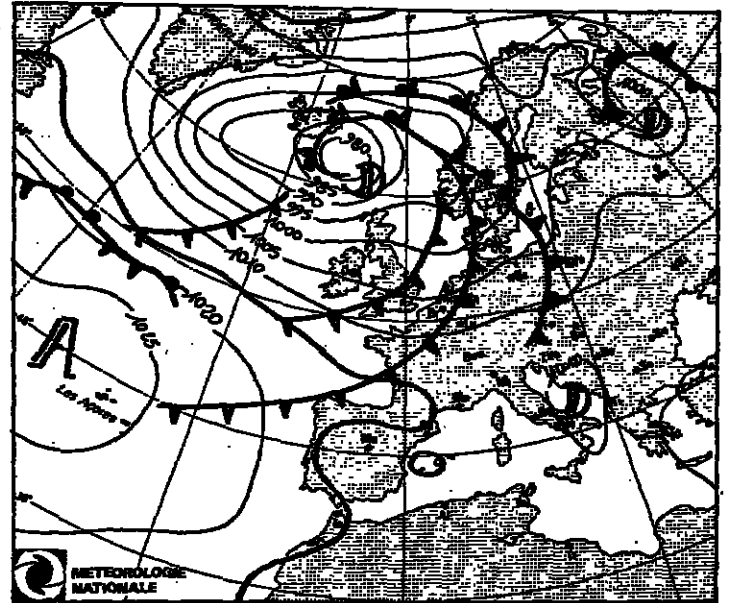
Evolution probable du temps en France entre le dimanche 13 août à 6 heures et le lundi 14 août à 24 heures.

Une nouvelle perturbation (front chaud) abordera la Bretagne dans l'après-midi de dimanche et donnera des précipitations près des côtes de la Manche. Le front froid arrivera la nuit suivante.

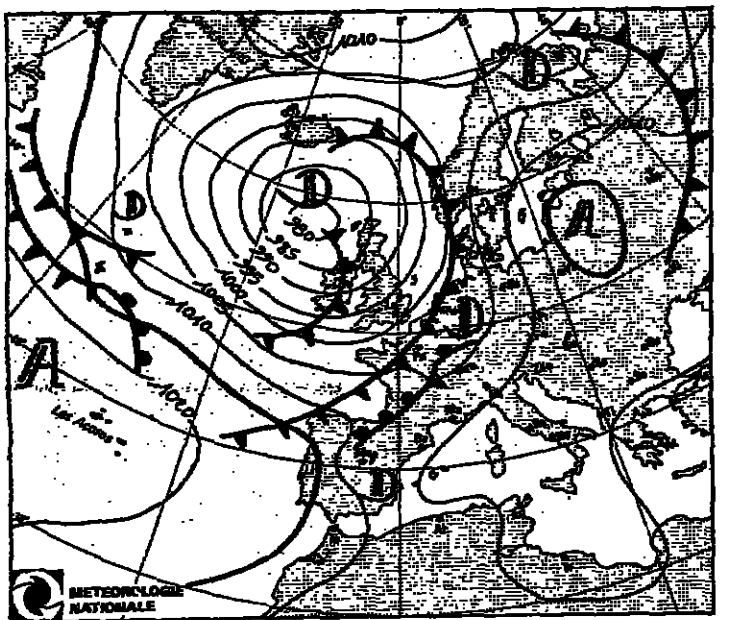
Dans l'ensemble, le ciel sera peu nuageux, sauf sur le relief, qui risque d'être un peu plus couvert, et le littoral méditerranéen, qui connaîtra une belle journée, bien ensoleillée. Mais il est à signaler, le matin, quelques risques sur les frontières des Alpes à l'extrême Sud-Est.

Est. Il s'écoulera peu à peu vers l'Est. Le littoral de la Manche et de la Bretagne au Nord-Picardie, le ciel sera couvert, dès le petit jour, avec des gouttes de pluie ou bruine, ici ou là. Des pays de Loire au sud de l'Aquitaine, le soleil aura également beaucoup de mal à percer. En soirée, le temps s'aggravera sur la Bretagne et le Cotentin, les pluies se renforceraient et le vent s'orientera au sud-ouest, soufflant jusqu'à 45 km/h.

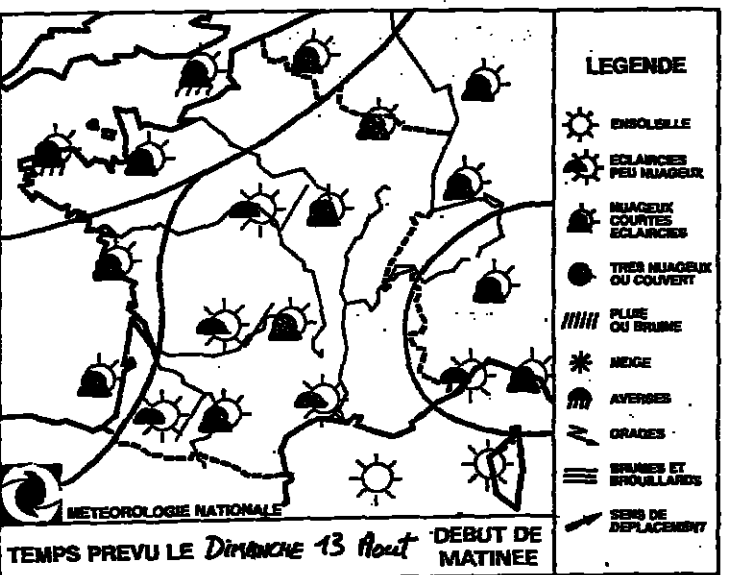
Sur la moitié nord, les températures iront de 13 à 16 degrés le matin et de 19 à 27 degrés l'après-midi. Plus au sud, il fera de 14 à 20 degrés au lever du jour, et de 24 à 31 (localement 34) au moment le plus chaud.



SITUATION LE 12 AOÛT 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 AOÛT 1989 A 12 HEURES TU



TEMPS PRÉVU LE DIMANCHE 13 AOÛT DÉBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-8-1989 à 6 heures TU et le 12-8-1989 à 6 heures TU											
FRANCE											
ALGER	28	18	D	TOULOUSE	28	16	N	LOS ANGELES	23	18	N
BARCELONE	28	18	C	TOULOUSE	28	16	N	LUXEMBOURG	21	15	D
BRETAGNE	26	17	P	POITIERS-ANG.	32	23	O	MARSEILLE	36	18	D
BREST	23	16	P	ÉTRANGER				MATAGORGA	26	15	D
CAEN	22	14	P	ALGER	38	24	C	MEXICO	26	13	A
CHERBOURG	22	14	P	AMSTERDAM	18	17	C	MILAN	26	16	D
CLERMONT-FERR.	22	14	P	ATHENS	35	22	C	MONTREAL	28	16	C
DJON	22	14	P	BARCELONE	29	24	C	MURCIB	21	13	C
GENÈVE	22	14	P	BERGANE	29	18	C	NAGOURI	34	14	C
LIÉGEOIS	22	14	P	BERLIN	29	16	P	OSMA	17	13	P
LYON	22	14	P	BIRMINGHAM	19	16	C	PALM-DESMAL	33	20	D
MARSEILLE	30	21	D	BOULOGNE	23	14	C	PEROU	32	24	C
NANTES	26	15	D	COVSENHAGE	21	14	P	PRINCE-EDWARD	23	19	D
NICE	26	15	D	DELHI	30	23	O	ROME	36	17	D
ORLÉANS	26	15	D	DAKAR	35	27	C	SANTO DOMINGO	28	17	P
REIMS	26	15	D	HERNAN	30	26	D	STOCKHOLM	21	16	P
STRASBOURG	26	15	D	KHARTOUM	37	26	A	STONEY	14	8	A
TOULON	26	15	D	KHONGKONG	31	26	A	TOKYO	30	24	N
VALENCIENNES	26	15	D	ISTANBUL	30	21	D	TUNIS	33	21	D
VERMOREL	26	15	D	JERUSALEM	29	16	D	YAROSLAV	27	14	N
YVERDON	26	15	D	LIMBONE	36	20	D	VENISE	23	16	D
				LONDRES	24	15	C	VIENNE	26	17	A

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5064

HORIZONTALEMENT

I. Doit être abandonné quand les chefs sont trop faibles. Est bon pour la corde. — II. Peut toujours être loué. Nom qu'on peut donner au second. — III. Qui ne fonce pas. Ne se dégonfle pas. — IV. Peut rougir. Des écarts de langage.

V. Utiles pour faire une couverture. Comme une maison définitivement fermée. — VI. On y produit beaucoup de lentilles. Ce n'est pas de la petite bière. — VII. Bien entourées. Rien longtemps moyen. — VIII. N'arrête pas de boire. N'a pas la gorge fragile. — IX. La grosse artillerie. — X. Agissait en soupissant. — XI. Donner des tuyaux. Peut être un cri de surprise. — XII. Pas original. Monte quand il y a une discussion. Un certain nouveau. Une femme vraiment vache. — XIII. Point de départ. A la dent dure. Circulaient en Palestine. — XIV. Une action violente. Qu'on peut considérer comme perdue. — XV. Quand elle est grande, on risque de lourdes peines. Pas amonçée.

VERTICALEMENT

1. Devenir insupportable en grandissant. N'ont pas besoin d'avoir beaucoup d'effort quand on leur demande de faire des doublures. — 2. Moyen de fortune. Dans l'alternative. Qui ne cache donc rien. — 3. Avoir des rapports plus ou moins familiaux. Un roi. Préparation. — 4. Qui font donc gagner du temps. D'un auxiliaire. — 5. Brille de mille feux. Pas civils. — 6. Un droit que revendiquait le premier venu. Véhicule ancien. — 7. Utile pour le chimiste. Bien nourri quand il y a beaucoup de grumeaux. Une veste vraiment brillante. — 8. Est à ramasser à la petite cuiller quand elle est flottante. Parfois dans une cellule. Il faut bien l'ouvrir quand on veut le rincer. — 9. Peut être angélique.

Agrement étranger. — 10. Symbole. Un ami un peu vulgaire. En Belgique. — 11. Rend souvent plus heureux qu'un roi. Demi, pour du beurre. Le revers de la médaille. — 12. Traités comme des chiens. Signalé quand il est grand. — 13. Du poids à perdre. Un petit coup de main. Étendu sur un court. — 14. Prouve qu'on ne manque pas d'air et qu'on a de l'estomac. — 15. Redevenant neuf quand on arrive au bout. Procéder à une destruction. Une bonne réplique.

Solution du problème n° 5063

Horizontalement

I. Furieuse. — II. Isolateur. — III. Enter. — IV. Sa. Celer. — V. Testée. — VI. Arsiné. — VII. Ah. Noua. — VIII. Crochet. — IX. Nia. II. — X. Un. Tiroir. — XI. Eudes. Née.

Verticalement

1. Fiesta. — 2. Umé. Ar. Nu. — 3. Rot. Salon. — 4. Electrique. — 5. Tartes. Haïs. — 6. Et. Leime. — 7. Ué. Notion. — 8. Suer. — 9. Ere. Veau. R.A.

GUY BROUTY.

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision ». □ Film à éviter. On peut voir. ■ No pas regarder. ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 12 août

TF 1

20.30 Théâtre : Deux hommes dans une valise. 22.30 Série : Dans le climat de la nuit. 23.10 Magazine : Forum. 23.40 Journal. 23.50 Série : Drôles d'histoires. 1.15 Série : Mammix.

A 2

20.40 Jeux sans frontières. 22.00 Documentaire : Les grandes batailles. 23.20 Journal. 23.40 Feuilleton : Retour au château. 1.15 Séquence seconde.

FR 3

20.35 Samedi-matin. 21.50 Journal. 22.15 Magazine : Le film. 22.30 Série : Stéphane Andran. 22.50 Magazine : Musiques. 23.30 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Série : Un jour à Rome. 21.50 Documentaire : Aventures dans

les mers du Sud. 22.40 Magazine : Magic. 23.00 Cinéma : Frères d'armes. 23.30 Sport : Golf. 2.30 Cinéma : L'assaut au presbytère. 3.55 Cinéma : Riposte israélienne. 5.25 Témoin : Un film sans commentaires.

LA 5

20.35 Témoin : Bonanza, la nouvelle génération. 22.20 Témoin : Les enfants de la plaine. 23.15 Magazine : Samedi foot. 23.20 Sport : Course d'Europe à la voile. 23.25 L'empire du soleil. 0.00 Journal de la nuit. 0.05 L'empire du soleil. 0.20 Magasin (rediff.). 1.50 Un jour, un film (rediff.). 2.45 Bonnard et compagnie (rediff.). 3.05 Journal de la nuit. 3.10 Série : Les dames de cœur. 4.05 Série : Faut de banane. 4.50 Volez, volez (rediff.). 5.50 Bonnard et compagnie (rediff.). 6.05 Magasin : Aria de rêve.

M 6

20.30 Témoin : Le complot du silence. 22.05 Témoin : Le bal des assassins. 23.40 Magazine : Charnes. 0.10 Variétés : You can dance. 2.00 Magazine : Charnes. 2.25 Magazine : Le glaive et la balance. 2.55 Magazine : Ondes de choc. 3.50 Le glaive et la balance. 4.15 Documentaire : Le monde sauvage. 4.40 Le glaive et la balance. 5.05 Ondes de choc (rediff.).

LA SEPT

20.30 Danse : Four by Alley. Quatre ballets d'Alvin Ailey, réalisation de Thomas Grimm. 22.00 Musique : Nocturne. De Dominique Jameux. 22.30 Documentaire : Chroniques d'en France. D'un Nord à l'autre. De Michelle Porte. 23.30 Théâtre : Le Trio en mai. Pécot d'Eric Rohmer. 2.00 Documentaire : Maroc, corps et âmes. D'Yves Genin. Ait. 2.15 Musique : Nocturne. De Dominique Jameux.

Dimanche 13 août

TF 1

14.05 Sport : Moto. 14.25 Sport : Automobile. 15.40 Tiroir à Doreville et Enguier. 15.50 Sport : Automobile (suite). 16.40 Série : Tomarce au camp. 17.30 Documentaire : Disney parade. 18.35 Série : Vivement lundi. 19.05 Série : Harry Fox, le vieux renard. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Le Dernier Baiser. 21.15 Magazine : Ciné. 21.45 Série : 22.30 Cinéma : Polar. 2.30 Journal. 0.35 Série : Drôles d'histoires. 0.55 Série : Drôles d'histoires.

A 2

13.25 Série : Privée de choc. 14.10 Documentaire : La plume des hommes. 15.05 Feuilleton : Ces beaux moments de la nuit. 16.35 Série : Madame le juge. 18.05 Sport : Abilène. 18.40 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Les plumes d'assiette. 20.00 Journal. 20.35 Témoin : Perry Mason, l'affaire de l'assaut. 22.10 Magazine : Étoiles. 23.20 Météo en coloré. 23.55 Journal. 0.20 Séquence seconde.

FR 3

13.30 Magazine : Sports loisirs vacances. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Année 3. 19.05 Série : La loi selon McCain. 19.55 Flash d'informations. 20.08 Série : Bonny Hill. 20.35 Documentaire : Optique. 21.30 Documentaire : Le roman de

France. 21.55 Journal. 22.20 Documentaire : Les héros de la bande dessinée. 22.30 Cinéma : Le Voleur. 0.15 Musique, musique.

CANAL PLUS

13.30 Magazine : Destins. 13.35 Documentaire : Décade pas Banay. 15.00 Témoin : Fox. 16.30 Sport : Moto. 17.30 Série : Mister Gun. 18.00 Cinéma : Le professeur à une minute d'été. 0.00 Journal de la nuit. 0.05 L'empire du soleil. 0.20 Magasin (rediff.). 1.50 Un jour, un film (rediff.). 2.45 Bonnard et compagnie (rediff.). 3.05 Journal de la nuit. 3.10 Série : Les dames de cœur. 4.05 Série : Faut de banane. 4.50 Volez, volez (rediff.). 5.50 Bonnard et compagnie (rediff.). 6.05 Magasin : Aria de rêve.

LA 5

13.30 Feuilleton : La guerre des insectes. 15.25 Feuilleton : Les dames de la côte. 17.05 Feuilleton : Les diamants du président. 18.05 Série : Supercopter. 19.55 Les Inconnus. 20.00 Journal. 20.30 Les Inconnus. 20.35 Témoin : Mimi. 22.15 Magazine : Ciné Ciné. 22.30 Cinéma : Blastfighter. 2.00 Journal de la nuit. 0.05 Sport : Coupe d'Europe à la voile. 0.10 Les diamants du président (rediff.). 1.05 Les dames de la côte (rediff.). 2.35 Journal de la nuit. 2.40 La guerre des insectes (rediff.). 4.30 Série : Faut de banane. 4.50 Volez, volez. 5.52 Musique : Aria de rêve.

M 6

13.20 Madame est servie (rediff.). 13.45 Témoin : L'enfant de la misère. 14.35 Série : Drôles de dames. 15.50 Témoin : Le prix de la victoire. 17.00 Hit, hit, hit, heures ! 17.10 Série : Vegas. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Série : Espion modèle. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Témoin : Vol 755, le chantage à la bombe. 22.10 Six minutes d'informations. 22.15 Capital. 22.20 On se dépêche d'en rire. 22.30 Cinéma : Le Chat à neuf queues. 0.15 Magazine : Charnes. 0.45 Variétés : Séduite. 1.20 Musique : Boulevard des clips. 1.50 Les masters des découvertes de Printemps de Bourges 1989. 2.00 Magazine : Charnes. 2.25 Magazine : Le glaive et la balance. 2.50 Magazine : Ondes de choc. 3.45 Le glaive et la balance. 4.10 Série : Mesdames les juries.

LA SEPT

19.00 Espagnol. Méthode Victor n° 21. 22.30 Documentaire : Le corps à l'épreuve. Les pieds dans la tête. De Philippe Niang. 20.30 Documentaire : Haendel. De Tony Palmer. En stéréo. 22.30 Magazine musical : Mécanique. De Martin Meissonnier. Spécial Mali. 23.00 Magazine culturel : Dynamite. De Daniel Delepine et Mathias Sanderson. Spécial Photo. 23.30 Documentaire : The store. De Frederick Wiseman.

Défense

Des gendarmes demandant la création d'un syndicat

Des gendarmes du département de l'Isère ont adressé à leur tour, vendredi 11 août, une lettre anonyme à plusieurs radios et journaux de la région, passant ainsi outre les consignes de silence de leur direction nationale (le Monde du 12 août). Ils réclament « le droit à la libre expression » et la « création d'un syndicat apolitique ». Ce nouveau signe de mécontentement survient après la publication de lettres anonymes rédigées par des gendarmes d'autres régions françaises (Savoie, Haute-Normandie, Bourgogne, Oise, Rhône, Belfort), dénonçant les conditions de travail dans ce corps de quatre-vingt-dix mille hommes.

Environnement

Pollution et protection de la nature

Des algues empoisonnantes. — Pour la deuxième fois en quelques mois, une prolifération anormale d'algues a empoisonné des fermes marines norvégiennes, y tuant des milliers de saumons dont la valeur est estimée à 14 millions de francs. Ce phénomène, qui, à l'automne dernier avait déjà causé pour près de 10 millions de francs de dégâts, est attribué à la pollution de l'eau de mer.

A l'autre bout de l'Europe, la merée jaune due à la multiplication des algues qui touche la côte adriatique est considérée comme un désastre pour le tourisme italien. Dans les hôtels, les réservations du mois de juillet étaient inférieures de 35 % à celles de 1988, entraînant un manque à gagner de plusieurs milliards de lires. Les hôteliers de la station balnéaire de Riccione, près de Rimini, ont d'ailleurs porté plainte contre la région de Lombardie, qu'ils accusent de laxisme à l'égard des rejets industriels et agricoles, et ils lui réclament plus de 400 millions de francs de dommages et intérêts. (A.P.).

Les forêts pyrénéennes menacées. — Le défrichement des forêts, attribué, au moins partiellement, à la pollution atmosphérique et notamment aux « pluies acides », atteint le massif des Pyrénées avec la même intensité que la forêt Noire et les Vosges. Des informations concordantes viennent d'être rendues publiques par le centre de recherche atmosphérique de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) et par le laboratoire de botanique de l'université de Toulouse. Selon les spécialistes, plus de 8 % des résineux et 12 % des feuillus sont touchés par la déperdition dans l'ensemble des Pyrénées. La pollution acide provient à 90 % des usines de Lorraine (Pyrénées-Atlantiques) et du Pays basque espagnol.

La balayouse des mers. — Les fameuses « moto-croixes » utilisées par la Ville de Paris pour nettoyer les trottoirs de la capitale ont désormais une version aquatique. Un Basque de trente-cinq ans, fervent des sports moto-nautiques, M. Jean-Marie Lissardy, expérimente, depuis le début de l'été, un engin de son invention au large des plages de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Il s'agit d'un scooter des mers qu'il a équipé de paniers latéraux. Ceux-ci ramassent à la surface et entre deux eaux sur une profondeur de 80 centimètres les objets flottants et les méduses. Propulsé par une turbine — et non par une hélice — les résidus au minimum. Très maniable, elle peut évoluer à petite vitesse au milieu même des baigneurs.

Agriculteurs jardiniers. — Outre les primes qu'ils touchent pour mettre certaines de leurs terres en jachère pour cinq ans, les agriculteurs britanniques vont bénéficier d'indemnités supplémentaires s'ils effectuent sur ces mêmes parcelles des aménagements favorables à l'environnement. Seront désormais primés les travaux tendant au maintien des oiseaux nichant au sol, la reconstitution des haies, les plantations de feuillus, l'aménagement de pâturages le long des côtes pour les oiseaux migrateurs, la création de « forêts » pour le plaisir de la population, la restauration des marais... Ces mesures de mesures découlent du traité britannique de l'environnement qui prévoit la constitution de « sanctuaires » pour la conservation des insectes, des oiseaux et des mammifères.

لقد من الله

Chronologie

ÉTRANGER

1^{er} - GRÈCE : Les communistes acceptent de soutenir un gouvernement formé par M. Tsanis Tsanoglou, vice-président de la Nouvelle Démocratie (conservateur), et chargé d'assurer la vie politique avant de nouvelles élections en octobre. Au cours du mois, plusieurs commissions d'enquête parlementaires sur les scandales sont formées et mettent en cause d'anciens ministres socialistes (du 1^{er} au 7, 11, 15, 20 et 29).

2 - URSS : Mort d'Andrei Gromyko, ministre des affaires étrangères de 1957 à 1985 et chef de l'État de 1985 à 1988 (4, 5 et 7).

3 - ÉTATS-UNIS : La Cour suprême, sans remettre en cause le droit de recourir à l'avortement, autorise chaque État à refuser toute aide publique pour les interruptions volontaires de grossesse (5 et 6).

4 - GRANDE-BRETAGNE : Le groupe minier Consolidated accepte l'OPA de 36 milliards de francs lancée le 22 juin par le conglomérat Hanson (23 et 24/VI, 6/VII).

4-6 - FRANCE-URSS : M. Gorbatchev se rend en visite officielle en France, où M. Mitterrand appelle l'Occident à soutenir la perestroïka. Une déclaration commune réaffirmant l'indépendance et la souveraineté du Liban est publiée le 5. Prononcée, le 6, à Strasbourg, un discours devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe, M. Gorbatchev précise son idée de « maison commune européenne » et renouvelle sa demande de négociations sur les armes nucléaires tactiques, qui est à nouveau repoussée par M. Bush (du 2 au 8).

5 - AFRIQUE DU SUD : Le président Pieter Botha repart, dans sa résidence du Cap, Nelson Mandela, chef historique de l'ANC emprisonné depuis 1963, qui se prononce pour « une évolution pacifique de la situation » (11, 12, 14, 20 et 25).

6 - ÉTATS-UNIS : M. Bush annonce l'annulation de la dette publique de seize pays africains parmi les plus démunis pour un montant d'un milliard de dollars (1^{er}, 8 et 12).

6 - HONGRIE : Mort de János Kádár, numéro un hongrois de 1956 à 1988. Le même jour, la Cour suprême réhabilite officiellement Imre Nagy, premier ministre lors de l'insurrection de 1956, exécuté le 16 juin 1958 (5, du 7 au 10 et 16-17).

6 - ISRAËL : Un jeune Palestinien de Gaza provoque la chute dans un ravin d'un autobus israélien près de Jérusalem. Cet attentat, qui fait quatorze morts, suscite une vive émotion alors qu'un différend sur le plan de paix adopté le 14 mai menace la coalition d'union nationale Likoud-travaillistes. Un compromis met fin, le 23, à ce différend (du 6 au 12, 14, 19 et du 22 au 28).

8 - ARGENTINE : M. Carlos Menem, élu le 14 mai, accède à la présidence avec cinq mois d'avance après la démission de M. Raúl Alfonsín. Il appelle à la « réconciliation nationale », mais ne promet que « sacrifice, travail et espoir » face à « l'austérité » nécessaire pour affronter la très grave crise économique (du 8 au 13, 16-17, 18, 20, 22 et 30-31).

9 - GRANDE-BRETAGNE : Deux Allemands de l'Ouest, Steffi Graf et Boris Becker, remportent les Internationaux de tennis de Wimbledon (du 29/VI au 11/VII).

9 - SOUDAN : Le général Bechir, auteur du coup d'État du 30 juin, forme un gouvernement d'union nationale islamique du nouveau régime, qui n'a été reconnu que par l'Égypte (du 1^{er} au 15, 23-24, 25, 28 et 30-31).

9-13 - ÉTATS-UNIS - POLOGNE ET HONGRIE : M. George

Bush est accueilli chaleureusement en Pologne, du 9 au 11, et en Hongrie, du 11 au 13, où il effectue la première visite d'un président américain. Annonçant des mesures d'aide économique modestes, il encourage les deux pays sur la voie des réformes et plaide pour une Europe « réconciliée, entière et libre ». A l'issue de son séjour à Paris, il se rend aux Pays-Bas les 17 et 18 (8, du 11 au 14, 19 et 25).

11 - GRANDE-BRETAGNE : Sir James Goldsmith, associé à M. Jacob Rothschild et Kerry Packard, annonce une OPA record sur le conglomérat BAT, numéro un mondial du tabac (13, 15, 16-17, 19, 22, 25 et 28/VI, 3/VII).

12 - IRLANDE : M. Charles Haughey forme un nouveau gouvernement : il a dû accepter une coalition avec les démocrates progressistes après l'échec de son parti, le Fianna Fail, aux élections du 15 juin (5 et 14).

13 - CUBA : Le général Arnaldo Ochoa et trois autres officiers supérieurs, condamnés à mort, le 7, par une cour martiale pour trafic de drogue et trahison, sont exécutés. Une vingtaine de hauts responsables du ministère de l'intérieur sont arrêtés ou limogés (16, 18-19, 24, 27 et 30/VI, du 1^{er} au 15 et 29/VII, 1^{er} et 2/VIII).

13 - IRAN : Abdel Rahman Ghassemlou et deux autres dirigeants kurdes iraniens sont assassinés à Vienne (Autriche), où ils négociaient avec des émissaires iraniens (15, 16-17, 20, 21, 22 et 29).

14 - SOMALIE : A Mogadiscio, des émeutes après l'arrestation de plusieurs imams sont sévèrement réprimées. Alors que des témoins parlent de centaines de victimes, le bilan officiel fait état de vingt-quatre morts. Les jours suivants, le régime du général Siad Barre fait régner la terreur à Mogadiscio, et près de deux mille personnes sont arrêtées (12, 16-17, 18, 21, 23-24, 28 et 29).

14 - SUISSE : Le LEP, le plus grand accélérateur de particules du monde, est mis en marche. Construit par le CERN (Laboratoire européen pour la physique des particules), il se compose d'un anneau souterrain de 27 kilomètres de circonférence à cheval sur la frontière franco-suisse (16-17/VII et 2/VIII).

15 - URSS : Des affrontements interethniques déboulent dans la République autonome d'Abkhazie, qui dépend de la Géorgie. Ils font au moins vingt morts et provoquent des manifestations nationalistes en Géorgie (4 et du 18 au 29).

17 - AUTRICHE-CEE : Vienne dépose officiellement sa demande d'adhésion à la Communauté européenne. La réponse des Douze ne devrait pas intervenir avant 1993 (5, 6, 13, 19 et 29).

17 - CEE-POLOGNE : Les Douze décident d'accorder à la Pologne une aide alimentaire d'urgence de 770 millions de francs, tandis que la Commission européenne engage l'opération d'assistance à la Pologne et à la Hongrie, dont le sommet des Sept lui a confié la coordination (18, 19, 22, 26 et 27/VII, 2 et 3/VIII).

17 - ÉTATS-UNIS : Le bombardier B-2, conçu pour échapper à la détection des radars, effectue son premier vol d'essai (19).

17 - POLOGNE-VATICAN : Les relations diplomatiques, rompues en 1945, sont rétablies (18 et 19).

18 - URSS : M. Gorbatchev annonce un programme d'aide à l'étranger pour 100 milliards de francs de biens de consommation, surtout alimentaires, alors que la grève des mineurs, lancée le 10 dans

d'Antoine Vitez et Jeanne Moreau interprète le rôle-titre (6 et du 14/VI au 3/VIII).

13 - Pour inaugurer l'Opéra Bastille, une dizaine de solistes célèbres, mis en scène par Bob Wilson et accompagnés par l'orchestre de l'Opéra dirigé par Georges Prêtre, chantent des airs d'opéras français (15, 22 et 27).

13 - Mort de Georges Elgozy, économiste et écrivain (19).

15 - Plácido Domingo et Katia Ricciarelli chantent *André Chénier*, conférence de presse au Festival du château de Versailles (19 et 27).

16 - Mort du chef d'orchestre autrichien Herbert von Karajan (18 et 20/VII, 4/VIII).

16 - Mort de Nicolas Guillén, poète cubain (18 et 21).

18 - M. Michel Rocard inaugure la Grande Arche de la Défense ainsi que l'exposition-spectacle « La traversée de Paris » sur l'histoire de la capitale (13, 20 et 22).

30 - Mort du psychanalyste Octave Mannoni (1^{er}/VIII).

Juillet 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

le Koubass (Sibérie occidentale), a pris une ampleur sans précédent et a gagné le bassin du Don (Ukraine). Les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail, mais aussi sur les pénuries et la lenteur des réformes. Un accord est conclu le 19 avec les mineurs du Koubass, mais le travail se reprend que très lentement, tandis que « les exigences des travailleurs », en grande partie satisfaites, sont jugées « légitimes » tant par M. Gorbatchev et M. Ryjkov, premier ministre, que par les députés (du 14 au 28).

19 - POLOGNE : Le général Wojciech Jaruzelski est élu président de la République par les députés et sénateurs avec une seule voix de majorité. Le 25, M. Lech Wałęsa refuse la participation de Solidarité à un gouvernement de coalition avec le POUP, le parti communiste au pouvoir. Le 30, M. Mirosław Rakowski, premier ministre sortant, est élu par le comité central secrétaire général du POUP en remplacement du général Jaruzelski (du 2 au 8, du 16 au 22 et du 26/VII au 2/VIII).

20 - CHINE : Les cinq principaux dissidents chinois, qui ont refusé de fuir leur pays où ils sont recherchés comme « contre-révolutionnaires », annoncent à Paris la création d'un « front démocratique » pour renverser par des moyens pacifiques le régime de Pékin. Ils affirment que plus de cent personnes ont été exécutées et cent vingt mille arrêtées depuis le 4 juin. Pékin proteste contre « les ingérences étrangères dans les affaires intérieures chinoises » (du 1^{er} au 24 et du 27/VI au 3/VIII).

20 - ÉTATS-UNIS : M. Bush annonce, vingt ans après les premiers pas d'un homme sur la Lune, l'envoi d'une mission humaine sur Mars vers les années 2020 (20, 21 et 22).

22 - AFGHANISTAN : Des roquettes tirées sur Kaboul par les moudjahidins font au moins quarante-quatre morts, tandis que se poursuivent les combats autour de Jalalabad, qui ont fait plus de dix mille morts en quatre mois (8, 11, 13, 15, 16-17, 18, 25 et 26/VII, 1^{er}/VIII).

22 - RELIGION : La polémique entre juifs et catholiques est relancée en raison du non-respect par ces derniers des accords prévoyant le transfert du cimetière installé aux portes de l'ancien camp de concentration d'Auschwitz (18, 19, 23-24, 25 et 29).

23 - ITALIE : M. Giulio Andreotti (démocrate-chrétien) forme un gouvernement qui reconduit la coalition de cinq partis au pouvoir depuis 1981 (8, 11, 21, 25 et 31/VII, 1^{er}/VIII).

23 - JAPON : Le Parti libéral-démocrate (conservateur) subit une grave défaite aux élections sénatoriales. En ne disposant plus que de 109 (sur 252) sièges, la formation gouvernementale perd, pour la première fois depuis 1955, la majorité à la Chambre haute, où le Parti socialiste progresse de 42 à 67 sièges. M. Sosuke Uno, premier ministre depuis le 2 juin, annonce, le 24, sa démission (4, 9-10, 11, 22, 25, 26 et 30-31).

23 - MEXIQUE : Un accord est conclu avec les banques catholiques prévoyant une réduction de 35 % des 54 milliards de dollars de dettes commerciales. Il s'agit de la première application du plan Brady, présenté le 10 mars par le secrétaire américain au Trésor (1^{er}, 9-10, 12, 13, 16-17, 18 et du 23 au 27).

24 - ÉTATS-UNIS : Time rachète Warner pour constituer le premier groupe mondial de communication, après l'avoir emporté dans la bataille juridique-financière qui l'opposait à Paramount (19 et 26).

24 - GRANDE-BRETAGNE : Margaret Thatcher procède à un vaste remaniement de son gouvernement, mais annonce, le 25, qu'elle poursuivra la même « bonne politique » malgré ses échecs électoraux, la perte de l'Union et la multiplication des grèves (6, 8, 13, 26, 28 et 29/VII, 1^{er}/VIII).

24-26 - OUA : Au vingt-cinquième sommet de l'Organisation de l'unité africaine, réuni à Addis-Abeba (Éthiopie), M. Hosni Moubarak, chef de l'État égyptien, devient président en exercice, et M. Salim Ahmed Salim, ministre tanzanien de la défense, est élu secrétaire général pour quatre ans (25, 26 et 28).

24-31 - MOZAMBIQUE : Lors du cinquième congrès du FRELIMO, parti unique au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, la libéralisation de l'économie et l'ouverture vers l'Occident sont exténuées et la référence au marxisme-léninisme est remplacée par une adhésion aux « principes universels du socialisme ». Afin de mettre fin à vingt-cinq ans de guerre qui ont ruiné le pays, le président Joaquim Chissano lance un appel au dialogue aux rebelles de la RENAMO (13, 15, 21, 22, 23-24, 26 et 28/VII, 1^{er}/VIII).

25 - CEE : M. Enrique Baron Crespo, socialiste espagnol, est élu président du Parlement européen dès le premier tour après un accord entre les deux groupes (socialiste et démocrate-chrétien) les plus importants. Le discours inaugural du doyen d'âge, M. Claude Allègre (Rassemblement national), est boycotté par le plus grand des députés (1^{er}, 8, 9-10, 15, du 20 au 27 et 29).

26 - BELGIQUE-ZAIRE : Bruxelles et Kinshasa signent un accord mettant fin au différend économique et politique qui les opposait depuis octobre 1988. Près de la moitié (1,7 milliard de francs) de la dette zairoise est annulée et le reste est remboursé sur vingt-cinq ans (18 et 28/VII, 5 et 8/VIII).

27 - SUÈDE : Christer Pettersson, jugé à Stockholm, du 5 juin au 10 juillet, pour le meurtre du premier ministre suédois Olof Palme, le 28 février 1986, est condamné à la prison à vie, malgré l'opposition des deux juges membres du jury qui estimaient les preuves de sa culpabilité insuffisantes (4-5, 7, 16 et 21/VI, 8, 15, 28 et 29/VII).

27 - URSS : Le Soviet suprême vote en faveur d'une « autonomie comptable » à partir du début 1990 pour les Républiques baltes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie (23-24, 28 et 29).

28 - IRAN : M. Hachemi Rafsanjani, président du Parlement depuis 1980, est élu chef de l'État avec 94,51 % des suffrages. La réforme de la Constitution visant à renforcer les pouvoirs du président est approuvée par 97,38 % des votants. Le taux d'abstention atteint 31,5 % (du 28/VII au 1^{er}/VIII).

28 - ISRAËL : Un commando hébraïque irakien enlève dans le sud du Liban Cheikh Abdel Karim Obaid, un responsable du Hezbollah pro-iranien. Israël propose, le 31, de l'échanger ainsi que tous les prisonniers chiites qu'il détient contre les otages occidentaux et les prisonniers israéliens au Liban. Mais cette offre arrive après l'expiration de l'ultimatum lancé, le 30, par l'Organisation extrême droite d'Opprimés dans le monde, qui annonce, le 31, bande vidéo à l'appui, la pendaison du lieutenant-colonel américain William Higgins, enlevé le 17 février 1988 au Liban (à partir du 29).

30 - CAMBODGE : La conférence internationale sur le Cambodge s'ouvre à Paris en présence des chefs des quatre parties belligères, des ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, des principales nations asiatiques, de l'Australie, du Canada et du secrétaire général de l'ONU. Réclamée par le prince Sihanouk, elle est coprésidée par les ministres français et indonésien des affaires étrangères. La session ministérielle s'achève, le 1^{er} août, après un accord sur l'organisation et les objectifs des travaux en commission, obtenus grâce à d'importantes concessions mutuelles (6, du 8 au 13, 21 et à partir du 23).

30 - CHILI : 85,7 % des électeurs approuvent par référendum les réformes constitutionnelles sur lesquelles le gouvernement et l'opposition étaient parvenus à un accord le 31 mai (1^{er}, 8, 14 et 30-31/VII, 1^{er}/VIII).

31 - LIBAN : A l'issue d'une semaine de bombardements particulièrement violents entre les sectes marsemmane et chrétienne de Beyrouth, qui ont fait 60 morts (près de 550 tués depuis le 14 mars), le comité tripartite (Algérie, Arabie saoudite, Maroc), chargé le 26 mai par le sommet de la Ligue arabe d'une mission de médiation, annonce qu'il a « abouti à une impasse », en raison du refus de la Syrie d'accepter un calendrier de retrait de ses troupes (du 4 au 12, 16-17, 18, du 21 au 25 et à partir du 28).

FRANCE

1^{er}-2 - Devant le comité directeur du PS, M. Michel Rocard obtient le soutien des socialistes, alors que certains avaient auparavant critiqué sa politique. Le débat est ouvert pour la préparation du congrès du parti, prévu pour mars 1990 à Rennes : avant la fin du mois, plusieurs appels aux militants sont publiés, notamment par M. Jospin et par M. Fabius, membres tous deux du courant mitterrandiste (du 1^{er} au 10, 18 et du 22 au 31).

2 - Mort de Jean Leguay, responsable de la police de Vichy pour la zone occupée de mai 1942 à janvier 1944, inculpé depuis 1979 de crimes contre l'humanité (6 et 7).

5 - Fin de la session extraordinaire du Parlement ouverte le 2. Entre le 1^{er} et le 5, ont été définitivement votées plusieurs lois importantes, dont celles sur la prévention du licenciement économique, le X^e Plan, la réforme de la COB et des OPA, la sécurité routière, l'amnistie, la présidence commune pour A2 et FR3, les conditions de séjour et d'entrée des étrangers, l'éducation (du 2 au 7, 27 et 28).

6 - De violents orages font d'importants dégâts dans le Sud-Ouest, des Landes à la Dordogne. C'est pourtant la sécheresse, sévissant depuis des mois dans l'Ouest et le sud de la France, qui favorise les nombreux incendies de forêt, en particulier près de Lacanau (Gironde), où 5 000 hectares de pins brûlent du 18 au 21, puis, à partir du 31, en Corse et dans le Sud-Est (du 7 au 14, du 19 au 26 et 29/VII, 2 et 3/VIII).

8 - Le Conseil constitutionnel, confirmant sa décision du 20 juillet 1988, refuse la réintégration de dix députés licenciés de chez Rasmali pour fautes lourdes. La loi d'amnistie ne concerne donc plus que les indépendantistes antillais et les nationalistes corse. Ce refus provoque des protestations et des manifestations de la CGT, qui en appelle à M. Mitterrand (du 2 au 15, 19, 20, 22 et du 26 au 31).

12 - Christian Dornier, un habitant de Laxou (Doubs) brusquement saisi d'une folie meurtrière, tue quatre personnes avant d'être arrêté (14 et 16-17).

14 - M. Mitterrand, interrogé sur TF1 et A2 en direct de l'Élysée, propose d'élargir aux particuliers le droit de saisir le Conseil constitutionnel (du 16 au 20, 23-24 et 26/VII, 2/VIII).

19 - M. Bérégovoy présente le plan d'épargne populaire (PEP), qui doit remplacer début 1990 le plan d'épargne retraite (PER), créé par M. Balladur en juin 1987 (7, 12, 13, 18 et 21).

19 - L'édition française des *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, est mise en vente. Des associations musulmanes réclament en vain la saisie du livre (du 19 au 21 et 28/VII, 1^{er}/VIII).

20 - Mort de Marie-Madeleine Fourcade, ancien chef du réseau

Alliance dans la Résistance (21, 22 et 28).

21 - Les quatre dirigeants d'Action directe cessent la grève de la faim qu'ils avaient commencée le 20 avril après avoir obtenu un assouplissement de leurs conditions de détention (11, 15 et du 19 au 24).

23 - L'Américain Greg Lebonard remporte le Tour de France cycliste. Il devance Laurent Fignon de 8 secondes après lui avoir repris 58 secondes dans la dernière étape contre la montre Versailles-Paris (1^{er} et du 4 au 25).

25 - Les comptes prévisionnels de la Sécurité sociale indiquent que le déficit du régime général, qui a atteint 7,3 milliards de francs en 1988, pourrait être limité à 2,2 milliards en 1989 grâce à la croissance élevée et aux créations d'emplois (13 et 26).

25 - En juin, le nombre de chômeurs s'est accru de 0,4 %, le déficit du commerce extérieur a été de 2,8 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0,1 % (20, 26, 27, 29 et 30-31).

26 - M. Rocard présente en conseil des ministres un plan de réorganisation de la région parisienne pour améliorer les conditions de vie de ses habitants (5, 7, 8, 13, 20, 21 et du 25/VII au 1^{er}/VIII).

26 - M. Jean-Pierre Chevènement fait adopter par le conseil des ministres le plan Armées 2000, qui réduira la carte militaire de la France. La réduction du nombre des corps d'armée de trois à deux ainsi que la suppression de plusieurs régiments sont prévues (5, 14, 15, 27 et 28).

28 - Le Conseil constitutionnel censure deux lois : il supprime certaines prérogatives accordées à la COB, jugées contraires, et refuse d'accorder aux tribunaux judiciaires le pouvoir d'examiner le bien-fondé de mesures administratives de reconduite à la frontière d'étrangers (du 30/VII au 1^{er}/VIII).

28 - A la Bourse de Paris, l'indice CAC franchit pour la première fois le seuil des 500. La plupart des autres Bourses atteignent aussi des sommets : New-York (2660 le 31), Tokyo (34953 le 31), ainsi que Milan, Francfort et Londres, qui retrouvent au cours du mois leur niveau d'avant le krach d'octobre 1987 (du 29/VII au 2/VIII).

31 - M. Roland Dumas réaffirme la volonté du gouvernement d'obtenir la libération de M^{me} Jacqueline Vautrin, enlevée en novembre 1987 par le groupe palestinien d'Abou Nidal. Le sergent et le beau-frère de M^{me} Vautrin avaient fait une grève de la faim, du 11 au 27, à Lyon (12, 27, 28 et 29/VII, 2/VIII).

31 - La Commission des opérations de Bourse (COB) transmet à la justice son rapport d'enquête sur l'affaire de la Société générale, mais M. Bérégovoy en refuse la publication complète (12/VII, 2 et 3/VIII).

Les fêtes du Bicentenaire et le sommet des Sept

A la veille de la célébration du Bicentenaire de la Révolution, le pouvoir est critiqué pour le « faste » des cérémonies : à droite, l'opposition ironise sur ce que M. Alain Juppé (RPR) appelle, le 6, la « médiocratie » de M. Mitterrand. A gauche, les protestataires organisent, le 8, à la Bastille, une manifestation et un concert, avec le chanteur Renaud, « contre le sommet des riches, le dette du tiers-monde, la faim, l'apartheid et les dernières colonies ».

Le 13, tandis que les manifestations officielles commencent, à midi, par une cérémonie sur les droits de l'homme au Trocadéro, puis par l'inauguration de l'Opéra Bastille, à 19 heures, les trente-deux chefs d'État et de gouvernement invités profitent de leur séjour à Paris pour multiplier les entretiens bilatéraux ou multilatéraux. Quatre dirigeants de pays en voie de développement (Sénégal, Égypte, Inde, Venezuela), tous présents à Paris, demandent l'organisation « le plus tôt possible » d'un sommet Nord-Sud. Mais cette proposition, que soutient M. Mitterrand sans vouloir l'imposer à ses partenaires occidentaux, est rejetée par les États-Unis.

Le 14, une foule record de 500 000 personnes assiste le matin au défilé militaire. Le soir, plus du double le soir, toujours sur les Champs-Élysées, pour applaudir la grande parade imaginée par Jean-Paul Goude, retransmise par les télévisions de cent deux pays, ainsi que la fête-spectacle chantée par Jesse Norman, place de la Concorde.

Tandis que le succès de la commémoration, souligné par la presse nationale et internationale, fait cesser les critiques, M. Rocard félicite, dès le 15, les responsables des festivités pour cette « réussite exceptionnelle ».

Du 14 au 16, se tient le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés, à la Pyramide du Louvre, puis à l'Arche de la Défense. Dans une lettre adressée le 14 à M. Mitterrand, M. Gorbatchev souhaite une coopération économique Est-Ouest plus étroite. Les Sept adoptent quatre déclarations politiques portant sur les droits de l'homme, le terrorisme, la Chine et les relations Est-Ouest. Cette dernière prévoit, à propos de la Pologne et de la Hongrie, afin d'encourager le « processus de réforme en cours », de confier à la Commission européenne la coordination de l'aide occidentale, « destinée à transformer et à ouvrir leur économie d'une manière durable ». La déclaration économique finale énonce et trois enjeux principaux : le maintien d'une croissance équilibrée, la meilleure insertion des pays en développement dans l'économie mondiale et la sauvegarde de l'environnement. Ce dernier sujet et la lutte contre la drogue sont abordés pour la première fois.

Le 16, les participants à l'Autre sommet économique, qui réunit à Paris « les peuples les plus pauvres », demandent la convocation par l'ONU d'une conférence internationale pour la remise de la dette et une aide accrue pour le tiers-monde (du 5 au 26).

CULTURE

6-12 - Un congrès mondial d'historiens se tient à la Sorbonne sur « L'image de la Révolution française » (6, 7, 12 et 15).

6 - Mort de l'acteur Jean Bonic (8).

7 - Une rétrospective en soixante tableaux de l'œuvre de Pierre Soulages est organisée au Musée de Nantes (22).

8 - La Flûte enchantée, de Mozart, qui ouvre les Chorégies d'Orange dans une mise en scène de Richard Dembo, inaugure aussi le Festival d'Aix-en-Provence, le 10, dans une mise en scène de Jorge Lavelli (11 et 22).

11 - Mort de l'acteur britannique Laurence Olivier, l'un des plus grands du siècle (13).

11 - William Christie et Adrian Noble resuscitent la version intégrale - pièce et musique - de *The Fairy Queen*, de Purcell, au Festival d'Aix-en-Provence (11, 14, 20 et 25).

12 - La Céléstine, de Fernando de Rojas, ouvre le Festival d'Avignon. La mise en scène est

d'Antoine Vitez et Jeanne Moreau interprète le rôle-titre (6 et du 14/VI au 3/VIII).

13 - Pour inaugurer l'Opéra Bastille, une dizaine de solistes célèbres, mis en scène par Bob Wilson et accompagnés par l'orchestre de l'Opéra dirigé par Georges Prêtre, chantent des airs d'opéras français (15, 22 et 27).

13 - Mort de Georges Elgozy, économiste et écrivain (19).

15 - Plácido Domingo et Katia Ricciarelli chantent *André Chénier*, conférence de presse au Festival du château de Versailles (19 et 27).

16 - Mort du chef d'orchestre autrichien Herbert von Karajan (18 et 20/VII, 4/VIII).

16 - Mort de Nicolas Guillén, poète cubain (18 et 21).

18 - M. Michel Rocard inaugure la Grande Arche de la Défense ainsi que l'exposition-spectacle « La traversée de Paris » sur l'histoire de la capitale (13, 20 et 22).

30 - Mort du psychanalyste Octave Mannoni (1^{er}/VIII).

Devant le tribunal de commerce

Le groupe américain Lexmar a présenté une offre de reprise du chantier naval de La Ciotat

Le président du groupe maritime américain Lexmar Corporation, M. Adam Backstrom, a fait opposition, vendredi 11 août, devant le tribunal de commerce de Paris, de l'ordonnance attribuant l'ensemble des actifs des chantiers navals de la Normandie, mise en liquidation judiciaire le 27 février dernier, à la banque Worms.

Le président de Lexmar a limité son action en justice en se bornant à faire opposition à une ordonnance, qui selon lui est de nature à « faire grief » à sa société et aux créanciers de Normandie. Il n'a de ce fait pas présenté le plan d'industrialisation annoncé au site de La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône. Ce document devrait toutefois être rendu public avant la fin du mois, selon le président de Lexmar Corp.

M. Backstrom a fait valoir devant le tribunal que sa société, à capitaux américains et suédois, était en mesure de proposer une somme de 60 millions de francs pour l'acquisition des actifs immobiliers de Normandie — somme supérieure, selon lui, à celle que propose la banque Worms. L'offre de cette dernière (agissant pour le compte de l'Etat),

qui n'est pas connue, se situerait aux alentours de 50 millions de francs.

Du côté des pouvoirs publics on continue à afficher un grand scepticisme sur le sérieux de cette proposition-miracle de reprise appuyée par la CGT. On redoute notamment que, sous des aspects maritimes (commande éventuelle de navires), elle ne cache des opérations à visée immobilière.

Scepticisme des élus locaux

L'initiative de Lexmar est jugée favorablement par la CGT. « Notre position est très claire », a déclaré à notre correspondant à Marseille Guy Porte M. Xavier Serrailho, l'un des porte-parole du syndicat et ancien secrétaire du comité d'entreprise de La Ciotat. « Nous étions et nous sommes toujours pour le maintien d'une activité de construction navale industrielle à La Ciotat, bien que nous admettions la nécessité d'une diversification des activités. Or le gouvernement s'y refuse même et cela ne doit pas lui coûter un centime. C'est, de sa part, une décision purement politique qui est

illogique pour un pays qui prétend avoir une vocation industrielle. De plus, il y a, à La Ciotat, cinq mille chômeurs, et le schéma global d'aménagement définit le 8 juillet ne prévoit la création de dix mille deux cents emplois. Que va-t-on faire des autres ? Nous attendons de connaître le détail de la proposition de reprise faite par Lexmar, mais, de prime abord, celle-ci nous apparaît sérieuse. Le gouvernement ne peut pas la rejeter sans l'avoir, au préalable, examinée attentivement. Nous ne remettons pas en cause, pour autant, l'accord du 8 juillet. Mais nous entendons bien soutenir toutes les initiatives crédibles allant dans le sens d'un maintien de l'activité de construction navale, d'ailleurs complémentaire de celle de la haute plaisance ».

De son côté, M. Jean-Pierre Lafond, maire (UDF) de La Ciotat, qui n'a jamais caché son intention de « tourner la page de la construction navale » dans sa commune au profit, notamment, du développement des activités touristiques, n'a pas accordé beaucoup de crédit à l'offre de Lexmar. « Si un armateur américain, a-t-il déclaré, est en mal de

chantiers navals, qu'il choisisse entre Le Havre et Saint-Nazaire. Les contribuables français viennent d'y financer un navire pour 700 millions de francs de subvention. Soyons raisonnables : si notre pays se trouvait à ce point concurrentiel, la Normandie ne serait pas dans cette situation ».

Interrogé, vendredi 11 août, M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'est dit, enfin, pour sa part, « étonné » qu'une proposition survienne seulement aujourd'hui, « après un long processus de fermeture. Il a été démontré, fait-il observer, que les chantiers, malgré leur excellente technicité, n'étaient pas compétitifs sur le marché international. Je fais donc toute réserve sur cette offre miraculeuse, même si elle mérite réflexion. Il faut également se poser la question de la compatibilité avec le projet global de redéploiement de l'activité économique de La Ciotat dont le conseil régional est l'une des parties prenantes ».

F. Gr. et G. P.

Le développement de l'économie informelle

Les expériences de « microfinancement » se multiplient dans le tiers-monde

Lois des fastes des sommets ou des programmes officiels de redressement économique des pays du tiers-monde, un défi obéit tous les spécialistes du développement : comment jeter des passerelles entre une économie officielle souvent en crise et un secteur « informel » où une part croissante des populations trouve des moyens de survie souvent précaires. A l'image des nouveaux instruments financiers, la promotion du capital-risque pour des micro-projets peu spectaculaires mais utiles s'est diversifiée.

La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée du développement du secteur privé dans le tiers-monde, a déjà réduit l'échelle de ses interventions et s'est associée avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque africaine de développement pour financer de petits projets industriels en Afrique. En France, la Proparco, filiale de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) envisage d'étendre le champ géographique de ses interventions pour favoriser l'éclosion de PME en Afrique. Pour mieux y parvenir, son capital a été porté, le 28 juin dernier, de 60 à 100 millions de francs, une seconde augmentation à 150 millions étant envisagée à terme avec l'entrée de certaines entreprises privées. Mais d'ores et déjà ce renforcement financier a permis à l'institution de débiter 14,6 millions de francs pour dix projets durant le premier semestre 1989, deux fois plus que durant les six premiers mois de 1988.

Les organisations non gouvernementales ne sont pas de reste. C'est ainsi que la Société d'investissement et de développement international (SIDI) a cherché, depuis sa création en 1983, à accompagner l'émergence de sociétés locales d'investissement. Financée par un fonds commun de placement — la Fondation égyptienne d'investissement — le développement dont les souscripteurs ne sont rémunérés qu'à hauteur de l'inflation, la SIDI est à l'origine de trois filiales, l'une au Maroc (MADI), l'autre au Chili (INDES), la dernière-née au Laos (SMED) ; leur expérience servira à monter des projets similaires au Sénégal, en Thaïlande, en Uruguay, à Madagascar ou en Nouvelle-Calédonie.

Une expérience « aussi diverse que les pays intéressés » reconnaît le président du directeur de la SIDI, M. Jean-Paul Vigier. Le niveau de développement chilien et les traditions associatives du pays ont poussé INDES à financer une unité de logiciels pour les petites entreprises ainsi qu'un atelier de sous-traitance de contacts électroniques. « Nous devrions trouver les moyens d'alimenter la pompe des financements pour d'autres projets permettant d'employer les populations défavorisées », souligne M. Sergio Fernandez, de l'INDES. Pour mettre en place ce nouvel embryon de capital-risque la SIDI n'a pas hésité à utiliser des techniques très nouvelles pour une association à caractère caritatif, les échanges de dettes. Une opération difficile, les montants étant peu impor-

tants, mais jugés au total encourageants.

Le cas de la MADI marocaine est différent, même si l'objectif, la création d'emploi dans un « cadre participatif », est similaire, comme le souligne l'un de ses dirigeants. La société d'investissement a été créée en se fondant sur deux entreprises montées par des émigrés marocains de retour au pays. L'une d'elle, revenue à des Algériens, fait désormais naître l'espoir d'une dimension maghrébienne de l'opération. Mais la preuve la plus récente du besoin auquel ces petites sociétés de capital-risque répondent vient sans doute du Laos.

Symbole de l'ouverture économique désormais prônée par le gouvernement de Vientiane, la SMED a vu le jour en deux mois, un temps record.

Ne pouvant s'appuyer sur un système bancaire encore inexistant, la SIDI a été amenée à acquiescer une part inhabituelle de 55 % dans ce qui est devenu, au printemps 1989, la première société mixte franco-laotienne. La SMED devrait financer pour le compte de la Banque mondiale ou du comité du Mékong de petits projets choisis pour leur rentabilité et des besoins locaux immenses. En attendant qu'une société équivalente, en cours de montage au Vietnam, permette d'envisager des programmes régionaux de formation. Avec de l'imagination et une patience à toute épreuve, ces expériences confirment qu'il n'est pas toujours besoin de réunir des sommes colossales pour répondre à l'attente multiforme du tiers-monde.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

TRANSPORTS

Les incidents ferroviaires dans le Sud-Est

Après les incidents techniques qui dans la nuit du 10 au 11 août près de Toulouse ont contraint près de douze mille voyageurs à passer la nuit dans les trains immobilisés (le Monde du 12 août), la SNCF a présenté ses excuses à sa clientèle. Dans un communiqué elle a indiqué que « les voyageurs qui sont arrivés à destination avec un retard très important pouvaient se rapprocher des responsables régionaux du service «clientèle» qui étudieront dans chaque cas les mesures commerciales propres à atténuer les désagréments subis ».

Pour sa part, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports,

dès qu'il avait eu connaissance des incidents avait demandé à la SNCF « de lui indiquer l'origine de ces incidents et les conséquences qui en ont résulté pour les usagers ». « Très attaché à l'information qui doit être donnée en toutes circonstances aux usagers des différents modes de transports », il a demandé que lui soient précisés, en outre, « les moyens mis en œuvre pour informer les voyageurs et remédier à leur situation ».

La panne électrique qui a privé d'alimentation les caténaires, et donc les locomotives, donne l'occasion aux syndicats de protester vigoureusement contre la politique

de réduction des effectifs à la SNCF, ce qui provoque, selon eux, des conséquences néfastes sur les conditions d'entretien des matériels.

Dans l'entretien qu'il nous avait accordé avant l'incident de jeudi, le secrétaire général de la Fédération nationale des associations des usagers des transports (FNAUT), M. Jean Sivadère, qui siège au conseil d'administration de la SNCF expliquait que l'entreprise nationale consacrait peut-être trop de moyens et de temps à ce qui est pour elle le plus valorisant, en l'occurrence les TGV, et qu'elle aurait tendance à négliger le réseau classique.

Les laissés-pour-compte de la SNCF

(Suite de la première page.)

Des preuves aux assertions de la FNAUT ? « La SNCF publie des chiffres d'investissement trompeurs », affirme M. Sivadère. En 1989 elle a réalisé 5,4 milliards de francs de travaux sur les lignes classiques et 4,7 milliards de francs sur les lignes TGV. En réalité les dépenses en faveur du réseau classique comprennent des dépenses communes comme l'électrification de certaines lignes où circuleront la TGV Atlantique. Nous estimons qu'il manque au moins 1 milliard de francs par an pour le réseau classique. La SNCF n'a d'yeux que pour le TGV et délaisse les liaisons transversales ou régionales pourtant rentables. Il n'y a pas de synergie entre le TGV et les trains classiques. Par exemple, les villes petites et moyennes de Bretagne redoutent que l'arrivée du TGV ne dégrade leur desserte. La SNCF met en service du matériel inadapté et des lignes qui ne sont pas rentables. Est-ce qu'on supprime les routes départementales lorsqu'on inaugure une autoroute ? Nous sommes très inquiets de l'annonce faite par le ministre de l'équipement et des transports, M. Michel Delebarre, de la mise au point d'un schéma direc-

teur du TGV. La FNAUT réclame depuis 1980 un schéma ferroviaire global car le TGV n'est pas le seul avenir du rail ».

Le secrétaire général de la FNAUT juge que la SNCF a été poussée à penser « rentabilité à court terme » et à « économiser des bouts de chandelle » par le premier contrat de plan que le gouvernement lui a imposé en 1985. La recherche prioritaire de l'équilibre financier a conduit, selon lui, la société nationale à oublier le service public et la notion de réseau. L'Etat se retranche derrière l'autonomie de gestion de l'entreprise et a délaissé la régionalisation pour laisser la SNCF abandonner des dessertes et des zones en voie d'appauvrissement. « Il n'y a plus d'aménagement du territoire », conclut M. Sivadère. Comment peut-on refuser 30 millions d'investissement entre Saint-Etienne et Clermont-Ferrand pour gagner 20 minutes de temps de trajet, alors que cette somme équivaut à un kilomètre d'autoroute en rase campagne ?

L'automobile, voilà l'ennemi !

Pour les deuxièmes contrats de plan Etat-régions, la FNAUT sou-

haite que le gouvernement redonne toutes ses chances à la voie ferrée, s'il ne réagit régional et s'il n'encourage et la part ferroviaire du marché du fret recule : 42 % en 1983, 35 % en 1989, 25 % en 1994 ? La préoccupation écologique exige que les pouvoirs publics prennent en compte d'autres facteurs que les coûts économiques quantitatifs.

« Nous demandons que l'Etat annule la dette écrasante de la SNCF — 100 milliards de francs, dont 150 milliards de francs dans quelques années — dont il est responsable en grande partie, explique M. Sivadère. Nous trouvons le gouvernement trop sensible au lobby routier qui, à travers les subventions aux infrastructures (185 milliards de francs par an pour la route, 20 milliards de francs pour le fer) et grâce à une fiscalité légère pour pratiquer des prix artificiellement bas. Il convient de corriger les mécanismes absurdes de financement, en créant des caisses communes de toutes les infrastructures alimentées par le budget de l'Etat et par les bénéfices autoroutiers. Précisons exemple sur la République fédérale d'Allemagne, pays éminemment libéral, qui finance son TGV sur fonds d'Etat,

qui subventionne le ferroutage, c'est-à-dire des semi-remorques sur le train et qui oblige les transports dangereux à emprunter la voie ferrée ».

Quand on lui fait remarquer que mille part au monde les usagers des transports en commun ne constituent une force très impressionnante, M. Sivadère veut bien reconnaître que les clients du métro, du bus et du tramway sont souvent des « captifs », des jeunes, des vieux, des prolétaires qui font preuve d'une faible combativité pour améliorer leurs conditions de transport. Il reste cependant optimiste et croit que la protection d'un environnement de plus en plus menacé mobilisera autour des usagers de la SNCF les associations d'écologistes et celles des consommateurs. Il entend ainsi défendre la ville et la vie contre l'envahissante automobile. Le conseil d'administration de la SNCF sera, pendant les cinq ans de son mandat, le lieu de prédilection où il marquera ses messages à la fois « verts » et « ferroviaires ».

ALAIN FAUJAS.

Grève des électroniciens

de la sécurité aérienne : des difficultés à partir de dimanche

Bien que le mouvement lancé à l'appel du SAGPAC (autonomes) et de la CGT soit largement suivi, notamment dans les grands centres de contrôle d'Atthis-Mons et d'Air-en-Provence, la grève des électroniciens de la sécurité aérienne — chargés de la maintenance des appareils qu'utilisent les contrôleurs — n'a pas en d'effets sensibles les 11 et 12 août. La CFDT, elle, n'est pas en grève, et représente une importante fraction du personnel.

Pour le week-end du 15 août, selon la direction générale de l'aviation civile, les mouvements d'avions (survois du territoire et atterrissages et décollages) devraient être de l'ordre de 3 800 par jour, alors que pour le dernier week-end de juillet le chiffre avait atteint 5 000.

Selon l'administration, les premières difficultés pourraient appa-

raître à partir de dimanche si « des défaillances se manifestent dans le matériel ».

M. Michel Delebarre, ministre des transports, a publié le 11 août un communiqué dans lequel il se dit : « préoccupé non pas par l'usage en soi du droit de grève, mais par le fait qu'une certaine forme d'action vise, pour la troisième fois consécutive, à perturber le transport aérien par des grèves ciblées sur les périodes de fort trafic, pénalisant donc notamment les usagers français et étrangers en départ ou en retour de vacances ». « Je constate, ajoute le ministre, que cette action trahit avec le comportement exemplaire de la majorité des personnels de la navigation aérienne qui fait un effort important pour assurer le bon déroulement d'un trafic particulièrement dense ».

Dix millions de robots en l'an 2000

Selon une étude du bureau international du travail (BIT), publiée le 10 août, le nombre de robots, qui double actuellement chaque année, pourrait atteindre les dix millions dans le monde vers l'an 2000. Le BIT constate que si la robotisation a permis de diminuer le nombre d'accidents de travail et d'éliminer certains risques, elle en a aussi engendré de nouveaux. Une enquête menée au Japon, qui avec 141 000 robots dispose du plus grand parc mondial, a montré que sur les causes de dix décès liés à l'utilisation des robots, quatre étaient dus « à une erreur opération-

nelle » et les six autres à la « mise en marche spontanée du robot ».

Aux Etats-Unis, où l'on compte 29 000 robots, sur dix-sept accidents, survenus récemment avec ces machines, la plupart sont imputables à des pertes de contrôle. Le BIT demande qu'un effort particulier soit réalisé dans l'industrie pour mieux faire connaître les dangers potentiels de la robotisation. L'amélioration de la sécurité nécessite un effort de prévention et de formation et une coopération accrue, selon le BIT, entre directions et syndicats.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4930

Économie

AFFAIRES

La firme d'investissement KKR s'intéresse au conglomérat britannique BTR

Les conglomérats sont décidément à la mode en Bourse. Après les « raids » lancés par Hanson sur Consolidated Goldfields, puis par Sir James Goldsmith sur BAT, c'est au tour de BTR (ex-British Tyre and Rubber) de faire l'objet des convoitises de la part de Kohlberg, Kravis Roberts (KKR), le fameux spécialiste américain des rachats d'entreprises par effet de levier. KKR s'était récemment distingué en lançant et en réussissant la plus grande OPA du siècle (25 milliards de dollars, soit 160 milliards de francs) sur le groupe alimentaire RJR Nabisco.

Après plusieurs jours de rumeurs « discretes » en Bourse, la direction de KKR a fait savoir qu'elle avait l'intention de racheter 15 % du capital de BTR. Ce conglomérat, qui a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 5,47 milliards de livres (57 milliards de francs) et dégagé un bénéfice avant impôt de 820 millions de livres (8,5 milliards de francs), emploie 98 620 personnes. Ses activités s'exercent aussi bien dans les articles en caoutchouc, les ballons de golf Dunlop, en passant par les raquettes de tennis Slazenger, que dans les pièces détachées pour automobiles, la distribution électrique, la bonetterie.

L'intention manifestée par KKR de racheter une participation minoritaire dans BTR a paru pour le moins suspect

aux financiers de la City. Selon les experts du « broker » londonien, James Capel, trois possibilités s'ouvrent : soit KKR envisage de réaliser un simple investissement, solution peu probable dans la mesure où cette firme n'a pas pour habitude de jouer un rôle passif, soit KKR entend collaborer avec la direction de BTR en vue de développer l'affaire ; soit encore, cette prise de participation est le signe précurseur d'une nouvelle et importante OPA, pas forcément amicale.

Chez James Capel, l'on parie pour la deuxième solution. Cet avis est partagé par le président de BTR, Sir Owen Green, en conversation avec la direction de KKR depuis plusieurs semaines. Mais personne n'est prêt à prendre le pari. KKR a déjà déposé une demande pour prendre cette participation auprès de la commission fédérale américaine du commerce, car BTR possède d'importants intérêts aux États-Unis.

Ce type de démarche est lourd et il paraît douteux que le processus ait été entamé uniquement pour racheter 15 % du capital. A moins, quatrième solution, que KKR n'ait seulement en vue d'établir une première base en Europe. Mais vu les appétits de cette firme d'investissement, l'on craint dans la City que de cette façon, un jour ou l'autre, elle ne finisse par dévorer BTR.

La SBF met au pas deux diffuseurs d'informations boursières sur minitel

Les sociétés informatiques de presse financière Actions Videotex et Option Service viennent de régler le différend qui les opposait à la Société des Bourses françaises (SBF) au sujet de la diffusion d'informations boursières par minitel.

Dans un communiqué, la SBF précise que les deux organes de presse « vont désormais exercer leurs activités dans le cadre du contrat ITM » (flux instantané de marché) qu'elle vient de passer avec eux. Ce contrat précise les modalités d'exploitation des informations boursières (cours, volumes...) diffusées par la SBF. Le communiqué ajoute que Actions Videotex et Option Service ont reconnu les droits de la SBF en la matière, qui prévoient notamment « de tirer une légitime rémunération de ses pelées et des soies ».

Option Service a même renoncé au bénéfice du jugement du tribunal de commerce de Compiegne du 2 juin dernier. Celui-ci déboutait la SBF de toutes ses demandes contre Option Service, à laquelle elle reprochait de diffuser des cours sur minitel sans accord contractuel avec l'autorité boursière. La SBF, qui avait récemment rappelé que son cahier des charges la contraignait « d'assurer la publicité des négociations » sans lui imposer pour autant « l'obligation de gratuité », évaluée à environ 150 millions de francs par an le coût de la production et de la mise en état de la diffusion des informations boursières. — (AFP.)

Commerce extérieur

Tassement de l'excédent japonais

Le Japon a dégagé un excédent commercial de 5,99 milliards de dollars (environ 39 milliards de francs) en juillet, a annoncé vendredi 11 août le ministère des finances nippon. Ce chiffre s'inscrit en hausse par rapport à celui de juin (l'excédent s'élevait à 5,29 milliards de dollars) mais en net repli par rapport au mois de juillet de l'année précédente (-16,6 % par rapport aux 7,18 milliards de dollars de juillet 1988).

Les exportations (FOB) se sont établies à 23,41 milliards de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à juillet 1988. Les importations se sont élevées à 17,41 milliards de dollars, soit une progression de 9,1 % sur un an.

Sur les quatre premiers mois de l'année fiscale (débutant en avril), l'excédent cumulé qui atteignait 22,35 milliards de dollars est en recul de 10,9 % par rapport à l'année précédente.

Grand Met revend des actifs de Pillsbury. — Le conglomérat britannique Grand Metropolitan a annoncé vendredi 11 août qu'il revendait, pour 88 millions de livres (915 millions de francs) le fabricant de surgelés Van de Kamp Frozen Seafoods (1650 millions de francs de chiffre d'affaires), filiale du groupe américain Pillsbury, à la société Whitman Corp. Grand Met avait racheté Pillsbury à la fin de l'année dernière pour 3,1 milliards de francs, au terme d'une vive bataille boursière. — (AFP.)

Asea Brown Boveri se renforce en Espagne

Le groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB), numéro un mondial de l'électrotechnique, constitué le 10 août 1987 par la fusion d'Asea et de Brown Boveri, poursuit son redéploiement européen : il s'apprête à acheter et à restructurer CCC, premier groupe du secteur en Espagne.

La conquête de la CEE, commencée en Italie avec le rachat en 1988 des entreprises italiennes Toi (Turbines à eau et à vapeur), Marelli (équipement électrique), poursuivie en Allemagne avec le rachat des aciéries turques à vapeur AEG (filiale de Daimler-Benz), puis en Grande-Bretagne avec la prise de participation du groupe Scholes, et en France, à travers un accord avec Jeumont-Schneider, s'étend désormais à l'Espagne. ABB propose au ministère de l'Industrie espagnol de restructurer CCC, groupe composé des sociétés Canamesa, Conelec et Cadomesa, qui emploie 5 200 personnes pour un chiffre d'affaires d'environ 975 millions de francs en 1988.

ABB, dont le chiffre d'affaires dépasse les 100 milliards de francs, estime que au terme de l'opération proposée, le chiffre d'affaires de son groupe de filiales espagnoles, devrait s'élever à 50 milliards de pesetas (276 milliards de francs). ABB, qui possède déjà treize compagnies en Espagne réalisant un chiffre d'affaires global de 28 milliards de pesetas (1,4 milliard de francs), y prend une part de marché supplémentaire à son concurrent français GEC Alsthom.

Volvo cherche un partenaire poids lourd. — Le constructeur suédois Volvo a annoncé, vendredi 11 août, qu'il envisageait d'acquiescer aux candidatures de production de poids lourds d'ici à la fin de l'année par une prise de contrôle ou une fusion avec un autre groupe européen. M. Tomas Appelbom, porte-parole du groupe, a précisé que Volvo avait pris contact avec MAN Nutzfahrzeuge AG (IFRA), Entreprise Nationale de camionnage SA (Espagnole) et la Régie nationale des usines Renault.

A Paris, Renault Véhicules industriels s'est abstenu de tout commentaire en soulignant qu'une telle rumeur revenait périodiquement depuis juin. Une alliance de Volvo avec RVI ou ENASA en ferait le premier constructeur mondial de camions. M. Appelbom a précisé que Volvo avait besoin d'augmenter sa production de camions, actuellement de 60 000 véhicules par an, d'environ 10 000 unités. — (Reuters.)

Pétrole : les compagnies occidentales abandonnent un gisement en Chine. — Les compagnies occidentales, dont les françaises Elf et Elf, se sont retirées définitivement de l'exploitation du gisement chinois de pétrole de Weizhou, en mer de Chine du Sud, devant les résultats décevants des tests de production, a-on indiqué, vendredi 11 août, au siège parisien de Total.

Depuis 1986, des tests de production étaient en cours sur ce gisement, le premier champ offshore découvert par des compagnies étrangères. Mais la production, qui atteignait au début 8 000 barils/jour, était tombée à « au-dessous de 5 000 barils/jour », ne permettant pas d'assurer la rentabilité de l'exploitation, selon Total.

Cela n'a eu aucun rapport avec la situation politique en Chine, précisent-ils chez Total et Elf. Total n'a pas l'intention de se retirer de Chine et poursuit des projets de coopération industrielle dans ce pays, a ajouté la compagnie. — (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Semaine du 7 au 11 août

Record battu

La température relevée ces derniers jours sur le marché n'a été ni trop chaude ni trop fraîche. Presque idéale. Suffisante en tout cas pour permettre à la Bourse de franchir, presque sans coup férir, une septième étape hebdomadaire de hausse et de battre un nouveau record d'altitude.

Rien pourtant ne laissait prévoir et rapidement la réalisation d'une nouvelle performance. L'approche du long échange de l'Assommoir faisait plutôt craindre l'engourdissement. La semaine avait du reste commencé sur un soufisme. Même, avec des courants d'affaires relativement étouffés, le marché ne décolla pas lundi au son instant de son point d'équilibre (-0,06 %). Allait-il en être ainsi les jours suivants ? La Bourse indiqua un dénouement clignant aux pendules. Mardi, les cours se raffermirent rapidement pour s'élever presque à la cote (+0,84 %).

Le lendemain, la note était encore bien à la hausse (+0,51 %) avec le lancement de l'OPA du siècle par Suez sur le groupe Victoire, via la Compagnie Industrielle. Jeudi, toutefois, presque entièrement paralysé jusqu'à début d'après-midi par la grève surprise des quinze personnes chargées de la surveillance des transactions à la Société des Bourses françaises (ex-chambre syndicale), le marché eut une fâcheuse tendance à s'engourdir malgré de gros ordres d'achat et ne cédant pas loin de ses niveaux précédents. A la veille du long week-end du 15 août, il sembla quand même vouloir mettre la pédale douce (+0,02 % à 12 heures). Mais, dans l'après-midi, le mouvement de reprise se réaccéléra très vite. A la clôture l'Indicateur instantané de tendance enregistrait une nouvelle avance de 0,70 %.

D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont ainsi monté d'environ 2 %. Depuis le 30 juin, point de départ de la reprise d'été, la hausse frôle les 5 %. Elle dépasse 22 % en prenant le 30 décembre 1988 comme référence et 100 % sur la base des cours au début du mois de février 1988 (fin de la chute résultant du krach).

Surtout l'indice CAC (base 100 au 31 décembre 1981), après avoir battu mercredi le dernier record d'altitude établi la semaine précédente, devrait, en principe, du fait de son retard (il est calculé sur les cours d'ouverture) casser mercredi prochain la barre des 510 points.

A la veille d'un pont de quatre jours, une telle poussée peut apparaître surprenante. Les boursiers ont pour habitude de se retirer des week-ends à ruisseler et de celui du 15 août en particulier. D'autres places fonctionneront pendant que Paris se croquera les bras et seront par conséquent capables de réagir en cas d'événements inattendus. S'en produira-t-il ? Impossible de répondre. Force est toutefois de constater que l'opération inattendue, et un peu inattendue, lancée par Suez sur le groupe Victoire a maintenant en haleine une Bourse déjà mise en bonne disposition début août par la baisse des taux de base américains.

Cherchant à spéculer sur les chances respectives des protagonistes, des opérateurs se sont mis à jouer les hausses financières existant entre les acteurs du nouveau feuilleton de l'été, portant ainsi leur attention sur ALSP, qui, par filiale interposée (Centenaire Elva), détient une participation dans la Compagnie Industrielle. Un peu dans le même cas, Navigation mixte a été aussi très cotée. Mais ne disait-on pas que son président-directeur général, M. Marc Fournier, pourrait voler au secours de M. Jean-Marie Vernes ? Bref, les OPA exercent toujours un effet magique sur le parquet, et, par affinité ou contagion, des actions de compagnies d'assurances théoriquement étrangères à cette affaire ont grimpé (exemple : Drouot Assurances).

Mais ceci n'explique pas forcément cela, ni le soudain engouement manifesté vendredi après-midi par la Bourse. Car pour tout dire, en fin de semaine, boncomp commencent à craindre sous les lambris que le combat ne s'arrête rapidement face de combattants. Ne nous tromperait-on pas que M. Jean-Marie Vernes pourrait manquer de

matières pour assurer sa défense ? Quel qu'il en soit, un certain attentionisme, peu propice à la hausse, régnait bien en cette fin de semaine.

En fait, ce sont une fois encore les dernières statistiques économiques américaines (prix de gros et ventes au détail pour juillet), qui commencent à balayer les réticences. Un peu contre toute attente, les ventes au détail ont grimpé le mois dernier outre-Atlantique (+0,9 %) alors qu'elles avaient baissé en juin. Et, 8 divins surprises, malgré la demande, les prix de gros ont baissé (-0,4 %). Ce qui, à la fois, diminue les craintes de récession imminente par les banques américaines, éloigne toute menace d'inflation dans l'immédiat, plaide finalement en faveur de l'atténuation en douceur tant espéré.

De quel aiguillon les appétits de certains investisseurs pourraient-ils bien être à rester l'arme au pied. Surtout quand les taux ont déjà plutôt tendance à baisser en Allemagne fédérale, avec une promesse de suivre le même chemin aux États-Unis, si l'on en croit les déclarations plutôt optimistes faites à ce sujet par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady. Quant également les dernières prévisions de croissance pour la France sont toujours plutôt encourageantes. Selon GAMA (Groupe d'analyse macro-économique appliquée), le taux d'expansion dans l'Hexagone avait de 3,5 % cette année, de 2,7 % en 1990, de 2,2 % en 1991 et de 2,3 % en 1992. Sans parler de l'effet d'encouragement procuré par Wall Street, qui, dans la soirée de vendredi, se mit à pèleriner après la bonne nouvelle des statistiques, pour franchir d'un bel élan son plus haut niveau historique (2 722,42 le 25 août 1987 en cours de séance). Difficile de rester sourd à autant de sollicitations, même à la veille d'un long week-end.

Un optimisme modeste

Et maintenant ? Dans la matinée de vendredi les professionnels se montraient certes confiants, mais très modestement optimistes. A raison. La première de toutes est que l'été 1989 est celui de tous les excès financiers. La très grande majorité des grandes places internationales ont battu ou s'apprêtent à battre tous leurs records d'altitude. Même s'il y a lieu de se réjouir de la disparition des dernières traces laissées par le krach, on peut néanmoins s'attendre à une inévitable réaction technique. Ce sentiment de la situation technique à ne pas s'emballer. La débâcle boursière d'octobre 1987 a en pour mérite de rappeler que les marchés avaient deux sens.

Les professionnels sont donc assez loins de partager l'euphorie, qui ressort de certaines sondages. Le spécialiste français du « broker » britannique James Capel affirme que le marché « se doit de digérer la récente hausse ». Et d'ajouter qu'il faut se rappeler que nous sommes sur un marché à risques et que l'argent facile peut se transformer en pertes rapides. Dix-huit mois de hausse quasi ininterrompue et de bonnes perspectives économiques, tant pour notre pays que pour les entreprises, ont en tendance à éveiller la vigilance des opérateurs », ajoute-t-il. James Capel n'est du reste pas seul à prêcher la prudence. Sage conseil. Selon certains, le marché pourrait bien se stabiliser d'ici au 1^{er} septembre.

Tout porte donc à croire que la pythie du piliers ne pourrait bien avoir eu raison, qui prétendait que l'indice CAC ne dépasserait pas avant la rentrée le cap des 510 points. Reste l'imprévisibilité des taux. Nul n'est prophète en matière de dire quand leur baisse reprendra.

De gros échanges ont encore eu lieu au début de semaine sur Charbonnages SA. Gaz et Eau a informé la SBF qu'il avait vendu 7 % de sa participation de 10 % à des investisseurs institutionnels. Marcel Dassault peut repasser en paix. Son fils Serge a affirmé qu'il n'était pas question de racheter les actions Avions Marcel Dassault de la cote.

ANDRÉ DESSOT.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7 août	8 août	9 août	10 août	11 août
RM	1 966 598	2 626 357	2 849 502	2 140 492	-
Comptant	8 595 878	9 514 966	6 878 147	5 585 573	-
R et obl.	298 772	234 229	481 280	646 366	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	10 861 198	12 375 552	10 208 929	8 372 431	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

Françaises	117,9	118,8	119,3	119	-
Étrangères	118,5	119,1	118,8	119	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance	120,3	121,4	122	121,6	122,6
----------	-------	-------	-----	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	502,5	503,5	506,5	508,3	507,2
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 804,69	1 817,80	1 820,85	1 818,46	1 828,31
---------------	----------	----------	----------	----------	----------

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 30	508,42	510,91	511,93	510,55	511,60
---------------	--------	--------	--------	--------	--------

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 11 août 1989

Nombre de contrats : 62 278.

COURS	ÉCHÉANCES				
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Mai 90	Sept 90
Français	-	-	-	-	-
+ haut	110,52	118,38	109,90	NC	-
+ bas	110,14	109,90	109,64	NC	-
Dernier	110,44	110,18	109,90	NC	-
Compensation	110,42	110,18	109,88	109,62	-

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (%)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Paribas	1 411 133
Suez Financ.	1 316 858
Navimag	409 052
Europ. SA-IFC	413 124
Chargers SA	312 347
COB	770 816
Drouot Assur.	635 463
Peugeot SA	327 102
Saint-Gobain	419 927
LVMM Mat. Fin.	63 219
Elf Aquitaine	436 954
Perrier-Richard	136 960
Midit (Co du)	127 880

(*) Du vendredi 4 au jeudi 10 août inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
ALSP	+31,2	Labinal	-4,1
Georgin	+14,8	L'Oréal	-3,6
Frangipier Int	+14,6	BP France	-3
Peugeot	+12,4	Châ. Médiz	-2,6
Peugeot	+12,4	Labinal	-2,5
Drouot Assur.	+12,1	BOA	-2,5
Frangipier Int	+11,1	Société Glac.	-2,5
UIC	+11,1	Sampson	-2,5
Bi. Int. Fin.	+10,8	Radôme (La)	-2,4
BS	+9,3	Mécan. Plans	-2,3
Guyon, Gascoy	+9,1	UIC	-2,2
Roche (La)	+8,7	Ingenio	-2,1
Aux. Entrep.	+8,5	Sogepac	-2,1

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au voisinage des plus hauts niveaux

La semaine écoulée a été bonne pour Wall Street puisque, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a progressé de plus de 30 points pour s'élever à 2 653,99 (contre 2 633,48 le 4 août). Mais elle aurait pu être encore meilleure. Par deux fois, le « Dow » a franchi la barre des 2 700 points. Deux fois aussi en séance, le célèbre indice a battu ses records historiques d'altitude, notamment vendredi. Mais les ventes bénéficiaires ont dans les deux cas contribué à reculer. Inévitable après une aussi longue période de hausse. Une fois encore, l'impulsion est venue du front des OPA avec l'attaque lancée contre UAL par l'investisseur Marvin Davis. Vendredi, la publication des dernières statistiques économiques (ventes au détail et prix de gros pour juillet) avait d'abord déclenché une vague d'optimisme. Mais, par prudence, les investisseurs ont par la suite ajusté leurs positions, provoquant un retournement de tendance en cours de séance.

	Cours 4 août	Cours 11 août
Alcoa	71 1/2	71 5/8
ATT	39 3/4	39 1/4
Bocing	58 1/4	52 1/2
Chase Man. Bank	38 3/4	38 1/2
De Post de New York	114 1/4	116
Eastman Kodak	47 1/2	50
Exxon	45 3/8	43 3/4
Ford	48 7/8	50
General Electric	45 7/8	47 3/8
General Motors	45	44 1/2
Goodyear	54 5/8	55
IBM	115 3/8	115 5/8
ITT	60 7/8	61
Medall Corp.	61 3/8	61 7/8
Pfizer	64	64 3/4
Schlumberger	43 1/2	42 1/8
Tecumseh	52 7/8	52 3/4
UAL Corp. (ex-UAL)	164 1/2	164 1/2
Union Carbide	28 3/4	28 1/2
USX	35 1/4	35 1/4
Westinghouse	69 1/4	67 7/8
Xerox Corp.	67 1/4	67

LONDRES

Très bien orienté

Le marché est resté bien orienté cette semaine, proposant plus de 1 % en moyenne, avant de tomber vendredi dans la léthargie des vacances. Il a été dopé par les OPA ou rumeurs d'OPA mais aussi par l'annonce d'une forte baisse des taxes sur dividendes qui laisse présager un atténaillement en douceur de l'économie, confirmé par le patronat britannique.

Indice « FT » du 11 août : 100 valeurs, 2 354,2 (contre 2 327,2) ; 30 valeurs 1 969,6 (contre 1 940,8) ; Fonds d'Etat, 87,32 (contre 86,87) et minis d'or 207 (contre 202,9).

	Cours 4 août	Cours 11 août
Beecham	644	644
Bovater	898	828
BP	298	300
Charter	563	565
Comstock	363	367
De Beers	14,37	14,37
Free Gold (*)	15,87	15,13
Glen	16,13	15,75
GUS	12,69	13,45
ICI	938	939
Shell	618	625
Unilever	643	635
Victrex	238	243
War Loan	38,5	38,87

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouvelle performance

Le marché allemand est allé cette semaine de performance en performance jusqu'à atteindre jeudi ses plus hauts niveaux historiques. Un peu d'effritement à la veille du week-end n'a pas réussi à vraiment éroder les positions conquises (+1,4 % en moyenne). Indices du 11 août : DAX-30 : 1 608,60 (contre 1 590,30). Commerzbank : 1 984,9 (contre 1 957,5).

	Cours 4 août	Cours 11 août
ABG	224,98	219,98
BASF	281,98	282,98
Beier	319	322
Commerzbank	262	262
Deutschebank	677,98	677,98
Börsen	267,18	267,78
Karstadt	618	625
Mannesmann	245	253,98
Siemens	612,98	612,98
Volkswagen	445,98	445,98

TOKYO

Calme et irrégulier

L'élection de M. Toshiki Kaifu au poste de premier ministre et la constitution d'un nouveau cabinet n'ont pas eu d'effet sur le Kalaba-Chu. Les affaires ont été actives et les valeurs japonaises ont évolué de façon assez irrégulière, mais sans s'éloigner beaucoup de leurs niveaux précédents. La veille du week-end a même été l'éclaircie en liaison avec le début, lundi prochain, de la semaine de vacances d'été en Japon.

Indices du 11 août : Nikkei, 34 712,96 (contre 34 741,99) ; Topix, 2 635,20 (contre 2 613,27).

	Cours 4 août	Cours 11 août
Akai	750	750
Bridgeport	1 640	1 710
Casio	1 740	1 870
Fuji Bank	3 020	3 070
Honda Motors	1 960	2 030
Matsushita Electric	2 320	2 510
Mitsubishi Heavy	1 230	1 210
Sony Corp.	7 260	8 540
Toyota Motors	2 540	2 640

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une question de préséance

Après bien des débats, les autorités et les banques autrichiennes ont décidé de laisser à l'URSS le privilège de ouvrir le compartiment international de leur marché des capitaux. Ce marché n'avait plus vu d'emprunts étrangers depuis des années. La Banque autrichienne pour le financement du commerce extérieur (la Vnesheconombank) devait y procéder la Banque nationale de Hongrie qui, il y a moins d'une semaine encore, était, pour toutes sortes de raisons, considérée comme le candidat le mieux placé. Des liens historiques entre Vienne et Budapest à la perspective de la prochaine exposition universelle (qui doit se tenir simultanément dans les deux grandes capitales du Danube), tout paraissait pourtant favoriser un débiteur hongrois. On comptait dans les deux villes donner un aspect publicitaire d'autant plus important qu'il allait s'agir d'une grande première.

Le profil de la prochaine opération soviétique est le suivant : un milliard de schillings d'obligations de six ans de durée (remboursement en fin), remboursées au taux d'intérêt facial de 8 % l'an, le prix d'émission étant probablement le pair. Sur cette base, le rendement que peuvent espérer les prêteurs est d'environ 1 % supérieur à celui que procurent les fonds d'Etat de la République autrichienne. La transaction est placée sous la direction du Creditanstalt-Bankverein.

Ce sera le sixième emprunt soviétique lancé en devises européennes depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev. Les précédentes émissions étaient libellées en francs suisses, en deutschemarks (deux emprunts), en livres italiennes et en florins néerlandais. L'URSS n'a pour le moment pas accès au marché du franc français ni à celui de l'ECU, car la question des fonds russes pré-révolutionnaires est toujours d'actualité brûlante en France, comme l'ont montré à Paris, il y a un mois, des manifestations de petits porteurs qui réclamaient leur dû (Le Monde daté des 28 et 29 mai 1989).

Attendez maintenant pour septembre, l'émission de la Banque nationale hongroise sera placée sous la conduite d'une autre grande banque autrichienne, la Laenderbank. Son contour demeure encore assez flou, sans plus de précisions par rapport à ce que l'on en savait il y a quelques jours. Son taux d'intérêt devrait être supérieur à celui des obligations

soviétiques, mais comme sa durée sera plus longue d'une année cela devrait permettre d'éviter une comparaison trop directe entre la façon dont le crédit des deux pays est perçu sur un marché étranger. Par-delà la confirmation du rôle éminent joué par l'Autriche dans les relations Est-Ouest, la réouverture aux emprunteurs étrangers du marché du schilling constitue en elle-même un événement. C'est notamment un signe important de libéralisation qui s'inscrit dans le cadre du rapprochement de l'Autriche avec l'Europe des Douze. D'autres débiteurs potentiels, essentiellement des banques internationales et des organismes supranationaux sont déjà sur les rangs, attirés par cette source de financement supplémentaire. Quant aux investisseurs, ce qui est susceptible de retenir leur attention, c'est l'attrait de rendements supérieurs de près d'un demi point à ceux des placements en deutschemarks, dans une devise qui est totalement arri-

Les mérites des obligations assimilables

Dans le compartiment de l'euro-dollar, un seul débiteur a bravé cette conjoncture incertaine qui promettrait d'être mauvaise au moins jusqu'à la publication, attendue pour vendredi après-midi, des derniers indices des prix américains. Electricité de France, qui se présentait comme à l'accoutumée sous le couvert de la garantie de la République, sollicitait le marché pour 50 millions de dollars. Normalement dans un tel environnement, une transaction nouvelle d'une telle taille, trop petite en elle-même pour être liquide, n'aurait guère eu de chance de trouver preneur. L'emprunt a pourtant bénéficié d'un accueil tout à fait satisfaisant, car il fait partie d'une ligne beaucoup plus importante. Il se greffe en effet sur une souche de 500 millions de dollars d'obligations 9,50 % qui viendront à échéance en mars 1999. Les titres sont assimilables et le placement de la nouvelle tranche, émise à 106,625 %, s'est principalement effectué auprès d'investisseurs anciens que la perspective d'une augmentation ne peut que satisfaire puisque'elle accroît d'autant les chances de liquidité de l'ensemble sur le marché secondaire. Les mérites des grands emprunts constitués d'obligations fongibles apparaissent maintenant aux yeux de tous. Non seulement cette solution contribue à une meilleure transparence du marché, mais elle per-

met également aux emprunteurs de gérer leur dette de façon très souple. La nouvelle opération d'EDF est destinée à remplacer une transaction qui lui était plus coûteuse. Dans un marché aussi difficile que celui de la semaine passée, il n'aurait guère été possible de réaliser une économie de ce genre en faisant appel à d'autres modes de financement. A son apparition, mardi 8 août, la nouvelle tranche d'EDF rapportait 57 points de base (ou centièmes de point de rendement) de plus que les fonds d'Etat américains de même durée. Cette marge s'est très légèrement rétrécie par la suite, revenant à 56 points jeudi matin. L'euro-emprunt d'un milliard de dollars de l'Italie, dont la durée est également de dix ans, se négociait alors sur une base de 59 points de plus que les obligations du Trésor américain. De telles comparaisons sont utiles, car elles permettent de mesurer à quel point le crédit de la France est apprécié sur le plan international. Encore faut-il pour s'en rendre compte disposer d'emprunts suffisamment grands pour qu'ils puissent se mesurer aux gigantesques opérations de pays comme l'Italie. L'émission EDF est dirigée par J.-P. Morgan Securities, qui s'est assuré du concours de l'eurobanque de la BNP.

CHISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Les banques centrales reviennent sur le marché

Nouvelle semaine en trompe-l'œil sur les marchés des changes. Alors que le dollar a progressé d'un vendredi à l'autre, cédant à 6,5445 F et 1,9380 DM le 11 août à New York, contre 6,4460 F et 1,9060 DM le 4, il a subi entre les deux un accès de faiblesse notable et un retour en force.

La « syndrome du vendredi », caractérisé par la réaction violente à la publication de statistiques économiques américaines en fin de semaine, a provoqué, une fois encore, une mini-panique sur le marché des changes. A l'annonce, le 11 août, d'une baisse de 0,4 % de l'indice des prix à la production en juillet, et d'une augmentation des ventes de détail de 0,9 % au cours du même mois, les opérateurs ont poussé le dollar à la hausse. Le mouvement était si vif que les banques centrales, qui n'avaient pas procédé à des interventions concertées depuis la mi-juin, se sont mises une à une à vendre du dollar une fois le coup d'envoi donné par la Réserve fédérale. Limitées dans leur montant, ces interventions n'ont eu qu'un effet réduit sur les marchés.

La hausse du dollar consécutive à la publication des deux indices s'explique : l'amélioration de la situation sur le front de l'inflation, conjuguée à une remontée — même faible — des ventes de détail après deux mois de baisse, est un bon signe pour l'économie américaine. C'est, du moins, la logique des marchés.

Quelques jours auparavant, les cambistes avaient fait baisser le billet vert, en réaction à la publication

du rapport plutôt pessimiste réalisé par les douze banques régionales de réserve sur l'activité américaine ; cette étude, sur la base de laquelle travailleront les membres du « comité de l'open market » — qui se réunira le 22 août pour orienter la politique monétaire — indique que l'activité s'est considérablement ralentie dans plusieurs régions des Etats-Unis. Anticipant une baisse des taux d'intérêt américains — nécessaire pour prévenir l'arrêt de la croissance — les cambistes avaient vendu du dollar, ramenant sa valeur à 6,3790 F le 10 août à Paris.

En clair, les marchés ne savent à quel s'en tenir sur la conjoncture américaine, même si le thème de l'*« over-inflation »* — *« over-inflation »* — l'emporte pour l'instant. Autant, il y a quelques mois, ils réagissaient à tout signe de poussée ou d'apaisement de l'inflation, autant ils se polarisent désormais sur tout indice de récession.

Disparités des taux européens

En Europe, les marchés des changes sont toujours dominés par les différentiels de taux d'intérêt. Ceux-ci sont favorables à la peseta espagnole et à la lire italienne, leur permettant de se maintenir en tête du SME (la Banque d'Espagne intervient d'ailleurs presque quotidiennement pour contenir la poussée de la monnaie), tandis qu'ils pèsent sur le cours de la devise allemande. Celle-ci est repassée sous la barre de 3,38 F le 11 août (à 3,3792) pour la

première fois depuis le 29 mars. De façon significative, alors que le 3 juillet, les cours du dollar étaient presque identiques à ceux du vendredi 11 août (à 1,9350 DM et 6,57 F), le deutschemark était plus fort qu'aujourd'hui contre la devise française, cotant 3,3954 F.

La perspective de maintien des taux britanniques à un niveau élevé, évoquée par l'OCDE dans sa revue annuelle de l'économie du Royaume-Uni et par la Banque d'Angleterre ont permis à la livre de gagner également du terrain contre le deutschemark, à 3,0740 DM environ vendredi. Elle perdait cependant du terrain contre le franc.

A noter, enfin, la création d'un nouveau marché des changes interbancaire, celui de Taiwan. Les transactions, qui devaient débiter le mois prochain, porteront sur la devise américaine. Taiwan, le premier importateur d'or du monde, a également levé le 9 août la taxe de 0,6 % qui affectait ces importations depuis plus de deux ans. Le cours du métal fin, en tout cas, reste faible. Il s'élevait à 361,90 dollars l'once le 11 août au deuxième fixing de Londres, contre 369 dollars le 1^{er} août et 411 dollars le 3 janvier.

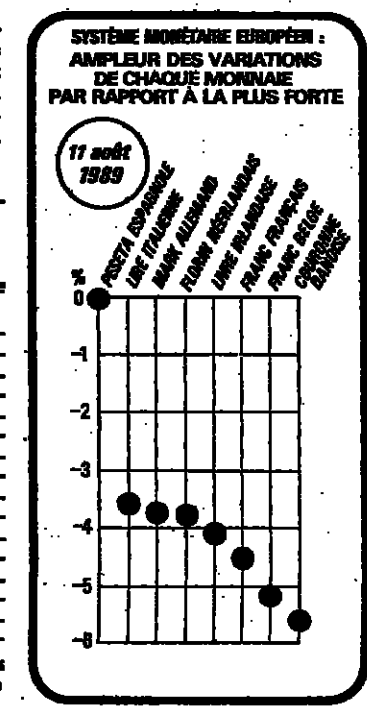
FRANÇOISE LAZARE.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 11 AOÛT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.L.	Franc suisse	Franc suisse	D. franc	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Paris	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Bruxelles	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Amsterdam	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Frankfurt	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Berlin	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Stuttgart	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Munich	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Geneve	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Zurich	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Basle	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Lucerne	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Schaffhouse	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Appenzel	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Soie	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Basle	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Lucerne	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Schaffhouse	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Appenzel	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775
Soie	1,9380	—	13,346	6,5772	51,940	2,485	46,960	8,8775

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 11 août, 4,6001 F contre 4,6087 F le vendredi 4 août.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le café en chute libre

Les cours du café, qui s'établissaient en fin de semaine à 750 livres par tonne à Londres, ont en moyenne (robusta et arabica confondus) baissé de 29 % depuis le début de juillet. D'après les sources britanniques E.D. and F. Man, le pessimisme ambiant n'est pas près de s'atténuer. Les perspectives du marché mondial sont, selon eux, « extrêmement déprimées », et les cours devraient continuer à baisser au printemps de 1990, lorsque les récoltes de l'hémisphère nord seront disponibles. L'annonce d'une récolte brésilienne abondante devrait même accroître la situation de détresse qui prévaut déjà. Au cours des douze prochains mois, estiment les courtiers de chez Man, les stocks progresseront d'environ 50 millions de sacs de 60 kilos. En 1989-1990, le Brésil a conforté son rang de premier producteur du monde, avec une récolte de 24 millions de sacs qui s'est ajoutée à des stocks de 21 millions de sacs.

Depuis l'échec des négociations pour le renouvellement de l'accord international sur le café, en juillet dernier, le système des quotas d'exportation, qui organisait tant

bien que mal les échanges de grains, est devenu caduc. La mécontente entre producteurs et consommateurs — et parmi les producteurs — a créé une situation de guerre ouverte sur le terrain des prix.

Ainsi la Colombie, deuxième producteur mondial de café, a-t-elle pour ambition d'accroître cette année de 20 % à 30 % ses exportations. De deux à trois millions de sacs de café colombiens supplémentaires viendront ainsi encombrer le marché, sans compter les ventes accrues d'arabica méricain.

Grand producteur de robusta, l'Indonésie est bien décidée à profiter du retour forcé à la liberté des échanges pour commercialiser tout le café exportable dont elle dispose. Le faible coût de revient de ses plantations devrait lui permettre de ne pas trop souffrir du recul des prix mondiaux. Les autorités de Djakarta souhaitent aussi stimuler la consommation intérieure de robusta qui atteint actuellement 0,5 kilo par habitant et par an. Il faudrait que la demande indonésienne atteigne 1 kilo par personne pour que soit épongé l'excédent produit. Sur les 371 000 tonnes de café qu'il a produites l'an passé, ce pays a vendu 138 000 tonnes de café à des Etats membres de l'Organisation internationale du café (OIC) et 120 000 tonnes à des Etats non adhérents.

« Chacun pour soi »

De son côté, l'Inde place paradoxalement beaucoup d'espoirs dans la nouvelle donne née de l'écroulement de l'accord international. Le président du comité indien du café a indiqué, le 8 août, que son pays augmenterait cette année ses exportations sur le marché international. En 1988, l'Inde avait bénéficié d'un quota global de 120 000 tonnes, dont 70 000 tonnes destinées aux pays non membres. Mais actuellement ses stocks exportables totalisent 256 000 tonnes. Depuis le début de 1989, les autorités indiennes du café ont vendu 65 000 tonnes, dont

19 000 tonnes à l'Union soviétique.

Ce chacun-pour-soi s'annonce destructeur. « Les cours internationaux sont tels que les pays d'Amérique centrale et d'Afrique, et la Colombie, ont l'impression de perdre plus de 40 % sur les revenus en devises étrangères par le café, dont ils dépendent », pronostiquait, le 8 août, M. Humberto Mediano, le président de la grande firme d'exportation Oro Fino, à Rio. Dans ce climat d'inquiétude latente, chaque petit producteur du marché prend des proportions démesurées. Les responsables de la politique caféière brésilienne ont ainsi déchanté en constatant que les exportations, en juillet, pour 113 millions de dollars, avaient comme un jour de leurs plus mauvais résultats de l'année. Le Brésil a vendu le mois dernier 1,043 milliard de sacs à des prix inférieurs de 50 % à ceux qui se pratiquaient en janvier... Si la tendance baissière, comme c'est probable, se prolonge, le premier producteur mondial enregistrera pour 1989 un manque à gagner de 300 millions de dollars sur ses ventes de café. Les recettes tirées de l'arabica exporté, qui avaient diminué de 9 % en 1988, diminueront de nouveau de 5 % en 1989.

Les Colombiens se sont, pour leur part, émus ces jours-ci de l'apparition dans les plantations de la région centre d'une maladie du café, la « bruce », ou le « ceco ». Cette maladie, provoquée par un minuscule insecte, a été localisée sur 250 hectares dans la province d'Antioquia. Qualifiée de « grave » par les experts colombiens de l'Institut agricole, ce mal ne devrait toutefois pas se propager. On estime à Bogota que la maladie est venue d'Equateur, avec du café importé en contrebande de ce pays. La guerre des nerfs ne fait que commencer sur le marché du café. Certains se pressent à regretter le temps pas si lointain de la sécheresse, lorsque les prix dépassaient les 3 000 livres la tonne. L'heure est à présent au café serré.

ERIC FOTTORINO.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Paris toujours attrayant

« Tout semble idyllique au royaume des Gaulois », ironisait un opérateur à propos du marché parisien. Le MATIF s'est effectivement très bien comporté au cours des dernières séances, le contrat notional échéance septembre évoluant tout au long de la semaine entre 109,50 et 110,50. Alors que Wall Street flirte avec son plus haut niveau d'avant le crash boursier, le MATIF quant à lui rejoint depuis quelques semaines le plus haut niveau de sa — courte — histoire, atteint en octobre 1986.

La conjoncture favorable du marché obligataire français s'explique toujours par des taux d'intérêt élevés par rapport à ceux proposés sur le plupart des autres places financières, attirant ainsi de nombreux investisseurs étrangers. Une précision s'impose cependant : en cette période estivale, les volumes de transactions sont beaucoup plus faibles qu'à l'ordinaire, ce qui favorise les accentuations de tendance. Au cours du mois de juillet, par exemple, 806 280 lots du contrat sur l'emprunt d'Etat notional dix ans étaient échangés, soit une baisse de 33,6 % par rapport au mois de juin. A noter que les emprunts de l'Etat français ont eux aussi connu une évolution favorable tout au long de la semaine, le rendement de l'OTAT 8,125 % terminant la semaine à 8,25 %, contre 8,32 % le vendredi 4 août.

Sur le marché monétaire, la Banque de France a profité de son appel d'offres du mercredi 9 août pour injecter 10 milliards de francs sur le marché. L'institut d'émission a, en effet, servi 83 milliards de francs, alors que le billet tombait à échéance portait sur 72,3 milliards. Cette opération, effectuée au taux inchangé de 8,75 %, n'a eu qu'un effet limité sur le taux au jour le jour, qui était monté en cours de semaine jusqu'à 9,1/4 %. Vendredi cependant, la Banque de France a procédé à une nouvelle injection de liquidités, rendue nécessaire par la fin de la période de constitution des réserves des banques ; à cette occasion, le taux au jour le jour a diminué jusqu'à

8 1/2 %, avant de remonter à 8 3/4.

Les opérateurs ont pourtant redouté que l'adjudication trimestrielle des bons du Trésor américain, attendu le 8 août, dans des conditions difficiles, ne refroidisse les marchés du crédit. Après une demande relativement limitée pour les « notes », à trois ans et les obligations à dix ans, les 9,75 milliards de dollars de titres à trente ans ont reçu, le 11 août, un accueil très favorable. Emis à 8 1/8 %, leur rendement s'est établi à 8,14 %, contre 9,11 % lors de l'adjudication du mois de mai. C'est le taux le plus bas enregistré lors de l'émission de l'emprunt-phare depuis le mois de novembre 1986. La publication de l'indice des prix à la production et des ventes au détail au mois de juillet (voir en rubrique « Devises et or ») n'a pas permis une poursuite du mouvement haussier et le taux sur l'emprunt à trente ans s'est établi à 8,12 % en clôture vendredi.

Face à l'incertitude de l'évolution des taux d'intérêt à long terme, qu'elle ne peut contrôler directement, la Réserve fédérale a drainé des liquidités sur le marché interbancaire, provoquant le 11 août un léger raffermissement du taux des fonds fédéraux, à 9 %. Les observateurs se demandent si, au cours des prochaines semaines, les responsables de la politique monétaire américaine décideront de baisser à nouveau les taux à court terme comme ils l'ont déjà fait à trois reprises depuis le mois de juin. Le net ralentissement de l'économie dont témoigne le dernier rapport des antennes régionales de la Réserve fédérale devrait les y inciter, mais les statistiques de vendredi indiquent que l'économie est toujours vigoureuse.

Ces mêmes observateurs ne s'étonneraient pas d'apprendre une décision inverse de la part des gouverneurs de la Banque centrale de la RFA, puisque le marché du crédit allemand est toujours morose et que le deutschemark reste faible contre les principales monnaies. Les « sages » de la Bundesbank se

réuniront le 24 août, après un congé de plusieurs semaines.

Sur le marché primaire français, si l'offre n'a pas manqué, les acheteurs sont en revanche restés timides. Le Comptoir des entrepreneurs, qui a finalement émis 800 millions de francs, en est la principale victime. Lancé à 8,70 % sur une durée de douze ans, l'emprunt est sorti avec un rendement de 8,71 % et n'a pratiquement pas trouvé d'acquéreur. Le Comptoir des entrepreneurs se retrouve ainsi, aux côtés de la SOVAC, qui a émis 800 millions la semaine précédente, relégué au rang des belles « colles » (selon l'expression consacrée). Cependant, ces emprunts devraient finir par se placer avant la fin de mois.

Le Crédit lyonnais a émis de son côté sans trop de problèmes 800 millions de francs à douze ans, à 8,60 % facial et 8,65 % actuariel. Même montant pour la CEPME, dont l'emprunt à 7 ans est ressorti avec un rendement de 8,43 %. Quant à l'EDF, elle a procédé à la mise sur le marché d'une tranche de 500 millions à neuf ans, assimilable à l'emprunt de juillet, à 8,30 % facial et 8,42 % actuariel.

F. L.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 4-8-89	Cours 11-8-89
Or-1000 (livres)	76 200	76 300
Or-1000 (dollars)	76 400	76 600
Or-1000 (francs)	440	440
Or-1000 (marks)	380	380
Or-1000 (yens)	480	480
Or-1000 (liras)	420	420
Or-1000 (coronnes)	580	580
Or-1000 (roubles)	380	380
Or-1000 (zlotys)	420	420
Or-1000 (forints)	270	270
Or-1000 (escudos)	1400	1372
Or-1000 (nouveau péso)	880	880
Or-1000 (pesetas)	2 870	2 880
Or-1000 (nouveau réal)	691	687
Or-1000 (nouveau escudo)	487	487
Or-1000 (nouveau dollar)	812	811

Les cours de l'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

500 من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Renforcement du dispositif de répression dans les territoires occupés. Liban : recrudescence des bombardements. 4 Panama : vive tension autour du canal. Afrique du Sud : crise entre le président Botha et son successeur désigné.	5 Les demandes d'ouverture de poursuites judiciaires contre M. Le Pen se multiplient. DATES 2 Il y a soixante-quinze ans, l'inauguration du canal de Panama.	5 Médecine : l'épidémie de sida poursuit sa progression dans le monde. 6 Attentat contre une caisse de retraite dans l'Arèche.	7 Parcs et jardins parisiens : misères de l'espace vert. COMMUNICATION 6 Les réactions à la nomination de M. Guillaume à la présidence commune d'A 2 et de FR 3.	11 Offre de reprise du chantier naval de La Ciotat par le groupe américain Lennar. - La grève des électroniciens de la sécurité aérienne. 12 Revue des valeurs. 13 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 4 Chronologie 10 Météorologie 9 Mots croisés 9 Spectacles 8 Télévision 9	Les résultats des grandes écoles : 3615 tapers LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapers LM

ÉTATS-UNIS

« Bonjour, monsieur l'espion »

WASHINGTON
Correspondance

Félix Bloch, imperturbable et distingué diplomate suspecté d'être un agent soviétique (le Monde des 25 et 28 juillet), s'efforce de mener une vie normale. Ce n'est pas facile. Qu'il se promène dans un parc avec son chien, Méphisto, (un nom approprié qui a sûrement attiré l'attention des enquêteurs), qu'il visite une exposition, ou se déplace même à Manhattan ou dans la banlieue de New-York, il n'est jamais seul : les jeunes gens du FBI, portant les traditionnelles lunettes noires et imperméable mastic pour passer inaperçus, le suivent pas à pas, ainsi qu'une cohorte bruyante de journalistes de l'audiovisuel ne voulant pas rater son arrestation ou son éviction, suivis eux-mêmes, dit-on, par des voitures de l'ambassade soviétique.

Ainsi, Félix Bloch connaît-il une certaine notoriété. Il est devenu l'espion bien connu du public : « Bonjour, monsieur l'espion », lui crient des enfants à son passage. Apparemment, les agents du FBI n'ont pas réussi à réunir assez de preuves pour arrêter et incriminer le diplomate (actuellement suspendu avec solde), mais, en pratiquant la technique dite de « surveillance hostile », ils espèrent que Félix Bloch craquera et finira, selon l'expression américaine, par « cracher ses secrets », c'est-à-dire passer aux aveux.

Pour le moment, monsieur l'espion se distrait en se moquant ouvertement du FBI. Il y a quelques jours, il a fait une marche de 30 kilomètres. « Il fai-

sait beau et je voulais démontrer que j'étais meilleur marcheur que les représentants du FBI et des médias ; mais ils ont triché en jouant des bicyclettes et en utilisant un hélicoptère ». Lui-même a finalement accepté d'être ramené chez lui dans l'automobile d'un cameraman ; mais plusieurs de ses poursuivants, les pieds en sang, ont abandonné leur mission pour soigner leurs ampoules.

L'espion aime bien rester chez lui. Il y écrit, fait la cuisine, nettoie la maison. A l'extérieur, il ne peut pas faire un geste ou carter Méphisto sans déclencher les micros et les caméras. Parfois, aussi, il fait de mauvaises rencontres, comme celle d'un vétéran du Vietnam qui l'insulte et lui jette un paquet à la figure. Le « cirque » du FBI n'a pas entamé sa bonne humeur. Il parle de tout avec les journalistes, sauf d'espionnage. Est-il coupable ? L'association des diplomates de carrière se préoccupe de la situation. Pourquoi la présomption d'innocence inscrite dans les lois ne jouerait-elle pas en faveur du diplomate philatéliste ? La fameuse serviette remise à un agent soviétique contenait-elle des données sensibles ou des secrets d'Etat ? Félix Bloch est peut-être innocent. Mais si finalement il était coupable, son procès, en raison de la publicité exceptionnelle donnée à l'affaire, ne pourrait être équitable. Dans les deux cas, sa réputation et sa carrière seraient anéanties. Tel est, jusqu'à nouvel ordre, le bilan de l'hystérie créée par deux semaines de « surveillance hostile ».

H. P.

CHILI

Démission du gouvernement

Les dix-sept ministres du gouvernement chilien ont donné leur démission, vendredi 11 août, pour permettre à certains d'entre eux de préparer les élections générales du 14 décembre prochain. Comme à l'ordinaire, le général Pinochet formera très rapidement un nouveau cabinet, responsable devant lui. Seuls trois ministres quitteront en principe le gouvernement : ceux du travail, de l'économie et des travaux publics. C'est la cinquième démission d'un gouvernement depuis la défaite du général Pinochet au plébiscite du 5 octobre dernier.

Par ailleurs, la Cour suprême a confirmé, vendredi, la sentence d'un tribunal amnistiant quarante militaires et deux civils, responsables de la disparition de dix membres du Parti communiste chilien (interdit). La Cour a justifié la décision par la

loi d'amnistie adoptée en 1978. L'opposition a favorisé des sous-entendus, vendredi 11 août, comme candidats à la présidence présidentielle : outre M. Patricio Aylwin (Concertation pour la démocratie), ce sont l'ancien ministre des Finances du général Pinochet, M. Hernan Buchi, l'industriel Francisco Javier Errazuriz (centriste, populiste) et un scientifique, M. Fernando Mouckberg. — [AFP, AP, UPI]

Une initiative de solidarité

« Coup de main aux Argentins »

L'Argentine a eu cent visages : morceau de l'empire espagnol, très riche nation exportatrice de viandes et de céréales, l'alliance conflictuelle des bourgeoisies et des militaires avec la succession des coups d'Etat, le populisme de Peron, encore les militaires, dont l'immaginable violence fera date, et maintenant une crise économique qui est beaucoup plus que conjoncturelle. L'Argentine cherche son visage. Pour qu'elle le trouve, il ne suffira pas de limiter la « dette ». Ce qu'on appelle la « dette », c'est le résultat de relations économiques et politiques perverses entre des partenaires aux vues courtes. Dépasser la « dette » est donc beaucoup plus qu'une opération financière.

En attendant, l'Argentine compte ses pauvres. Les nouveaux s'ajoutent aux anciens qui peuplent, par exemple, la couronne de Buenos-Aires. Ou, plutôt, elle commence à avoir de la peine à les démentir. Après avoir souffert de la violence de l'Etat jusqu'à ne plus savoir où se repose le corps de ses enfants, elle souffre de manquer du nécessaire. Le pays n'est pas sans ressource, mais

les gens sans ressource se multiplient. Entre les Argentins qui ont et ceux qui n'ont pas, on essaie, dans le pays, d'établir des échanges. Les auteurs de cette action se sont tournés vers des partenaires français pour qu'ils leur donnent le plus nécessaire, le plus modeste des coups de main sous la forme de médicaments et d'argent qui sera employé sur place. C'est une action utile et un signe pour l'avenir : deux peuples refusent de s'ignorer.

ROBERT DE MONTVALON.

« Les organisations responsables de « Coup de main aux Argentins » sont : la Commission de solidarité avec les familles de détenus et disparus en Argentine, Frères des hommes, le groupe Accueil et Solidarité, l'Institut Santé et Développement, Médicos du monde, Musique Espérance et le Service Paix et Justice en Amérique latine. On accorde leur soutien moral : l'Association française des juristes démocrates, le Bureau international catholique de l'enfance (section française), Enfance et Partage, France Liberté, Pharmaciens sans frontières, Aviation sans frontières.

Le groupe des partenaires argentins est présidé par Adolfo Perez Esquivel (Prix Nobel) et comprend notamment Musique Espérance Argentine (M. A. Estrella) et l'Antenne argentine de Médicos du monde.

Centre d'information et de collecte : Musique Espérance, 8, rue Saint-Jean-Baptiste-de-Salle, 75006 Paris. CCP 17008 62 U Paris. On peut téléphoner à 40-56-08-79, (16) 38-83-09-10 et 43-67-17-48.

● BERNE. — Un mercenaire français tué. — L'année birmannaise a commencé, vendredi 11 août, la mort d'un mercenaire français, Olivier Thieret, tué le 20 mai lors d'une opération des troupes birmanes contre un camp de l'armée rebelle Karen, dans laquelle il servait d'instructeur. — [AP]

SUISSE

Le gouvernement renonce à poursuivre deux Genevois qui avaient fourni des renseignements à Téhéran

BERNE
de notre correspondant

Craignant d'éventuelles représailles, le gouvernement helvétique a renoncé à traduire en justice deux habitants de Genève qui avaient fourni à Téhéran des renseignements sur les réfugiés iraniens vivant en Suisse. Cette décision en date du 14 juillet a été officiellement confirmée le vendredi 11 août, par le ministre public de la Confédération à la suite d'informations parues dans la presse helvétique.

Expliquant les raisons qui ont amené Berne à ne pas engager de poursuites judiciaires contre ces personnes, le ministre public indique que la première s'était « laissée entraîner dans des activités de renseignement à la suite d'un état de contrainte dangereux pour sa vie ».

Selon certains journaux, les Iraniens auraient menacé de la tuer si elle refusait de se plier à leurs exigences. Quant au second informateur, Berne a préféré le mettre à l'abri des « risques sérieux » que pouvait comporter pour lui un procès pénal qui aurait fait apparaître publiquement les méthodes employées par le

gouvernement de Téhéran pour se procurer des renseignements sur les quelques milliers d'Iraniens réfugiés en Suisse.

Les deux personnes impliquées dans cette affaire, un homme et une femme, ont été confrontés à la suite de l'occupation, le 14 décembre dernier, du consulat général d'Iran à Genève par des opposants au régime actuel de Téhéran. Des documents alors découverts sur place avaient permis d'établir que le consul général d'Iran à Genève, M. Manouchar Taki, avait eu recours aux services de ces deux personnes pour collecter des renseignements sur la communauté iranienne de Suisse. Il appartenait en dernier ressort au Conseil fédéral de décider de donner ou non des suites judiciaires à ce genre de délit relevant de l'espionnage politique.

Le consul d'Iran à d'ailleurs été expulsé de Suisse le 29 mars, pour « activités incompatibles avec son statut diplomatique ». Comme dans d'autres cas analogues, les autorités helvétiques ont choisi de ne pas faire de vagues. Neutraité oblige.

JEAN-CLAUDE BURRER.

Sécheresse, installations vétustes, erreurs humaines...

EDF a des difficultés avec ses réacteurs nucléaires

Vingt réacteurs, sur les cinquante-quatre que compte le parc nucléaire français, ont dû être arrêtés le mois dernier pour travaux ou rechargement en combustible. Trois ont pu redémarrer depuis, mais, reconnaît-on à EDF, avec la faiblesse des ressources hydrauliques dues à la sécheresse, les centrales thermiques doivent être sollicitées au maximum, ce qui, en période d'été, est tout à fait inhabituel et risque de poser des problèmes à l'automne.

La tranche A 3 de la centrale de Chinon est indisponible depuis le 14 juillet en raison du faible niveau de la Loire, et la centrale de Saint-Alban a été stoppée elle aussi, la température trop élevée des eaux du Rhône n'y permettant pas un refroidissement suffisant. Dans le même temps, EDF doit profiter de la période estivale pour tenter de rattraper les retards pris, en raison de la grève de l'été dernier, dans les arrêts programmés de réacteurs pour rechargement de combustible ou révision.

« C'est très tangent », affirme un responsable d'EDF. « Et nous risquons d'avoir des problèmes dès cet automne, quand les besoins en courant vont croître. Les barrages ne pourront pas fournir les 20 % de la production assurée normalement par le secteur hydraulique, et nous avons des difficultés à renouveler notre stock de charbon, sur lequel nous tirons beaucoup actuellement. Or les contrats à l'exportation (environ 10 % de la production) devront être honorés, quand même, et la consommation a augmenté de 4 % cette année. La surcapacité du parc nucléaire que l'on nous reproche tant n'y suffira probablement pas. »

● Hippocrates : nouvelle tentative abandonnée. — Les responsables du satellite astronomique européen « Hippocrates » ont renoncé dans la matinée du 12 août à la nouvelle tentative d'allumage du moteur d'épogée prévue pour 8 heures (heure française), interrompé sur un abandon possible de la mission, très compromise puisque « Hippocrates » n'a toujours pas rejoint son orbite d'épogée plus de quatre jours après son lancement, un responsable a estimé qu'il s'agissait d'une « des solutions ». Lancé dans la nuit du 8 au 9 août, par le trente-troisième Ariane, « Hippocrates » aurait dû être mis sur orbite géostationnaire le 10 août, abandonnant ce moteur. Un deuxième essai avait échoué vendredi 10 août.

Le Monde du « Monde » daté 12 août 1989 a été tiré à 489 074 exemplaires

A C D E F G H

URSS

Réhabilitation du « groupe de Zinoviev »

Le PC soviétique a réhabilité à titre posthume les membres du « groupe de Zinoviev » de Leningrad, qui avaient été exécutés ou déportés dans des camps de travail dans les années 30 après avoir été accusés de complot. L'affaire avait éclaté à la suite de l'assassinat, en décembre 1934, du chef du parti de Leningrad, Sergueï Kirov. Selon l'agence Tass, soixante-dix-sept personnes, dont soixante-cinq membres du parti, avaient été arrêtées après ce meurtre.

La commission de contrôle du PCUS a reconnu que celles qui avaient été condamnées à la peine de mort ou à la déportation avaient été injustement accusées d'implication dans l'assassinat de Kirov. Les historiens occidentaux n'excluent pas que Kirov ait été liquidé sur l'ordre de Staline en personne. Sergueï Zinoviev avait lui-même été récemment réhabilité.

Publication du protocole du pacte germano-soviétique

D'autre part, pour la première fois dans la presse officielle, un journal a publié le protocole secret du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. L'hebdomadaire Argument i Fakti écrit que la commission d'étude de vingt-six membres mis en place par le Congrès des députés et dirigé par Alexandre Yakovlev, membre du bureau politique, est « absolument convaincue » que le pacte de non-agression entre Hitler et Staline comportait un protocole secret. Le journal présente également un fac-similé de l'accord

provenant des archives gouvernementales ouest-allemandes. La publication du protocole a suscité un intérêt d'actualité de sa signature. Dans les républiques baltes d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie, qui furent annexées par l'URSS en vertu de ce protocole, plusieurs mouvements nationalistes prévoient d'organiser à cette occasion des manifestations de masse.

Poursuite des grèves en Estonie

Trente-neuf entreprises ont dû fermer leurs portes, vendredi 11 août, en Estonie en raison de la grève des employés russophones qui protestent notamment contre la restriction de leur droit de vote (le Monde du 11 août). Les débrayages qui affectent surtout des usines et des administrations de Tallinn et de Kihla-Yarve continuent en dépit d'une résolution du Soviet suprême estonien interdisant les grèves, précise l'agence Tass. Outre l'attitude à leurs droits civiques, les russophones dénoncent une loi adoptée par le Parlement de Tallinn imposant aux fonctionnaires de parler l'estonien.

A Moscou, le ministre soviétique de la Justice, M. Viktor Yakovlev, a déclaré à la télévision que ces nouvelles lois établissent une discrimination entre les Russes et les autres communautés non estoniennes résidant en Estonie et qu'elles étaient « en contradiction avec quatre articles de la Constitution de l'URSS et de la législation internationale ».

La disparition d'un Français à Moscou
Un affaire crapuleuse ?

Après la disparition à Moscou de M. Garig Basmadjian, un collectionneur français spécialiste d'art arménien et russe (le Monde du 12 août), son épouse a déclaré vendredi 11 août à Paris craindre une « affaire crapuleuse », tandis que l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux lançait un appel inhabituel à ses lecteurs pour tenter d'obtenir des informations.

« On craint une affaire crapuleuse commise par quelqu'un qui connaît la collection et qui pourrait demander une récompense si quelqu'un à Paris lui pourrait lui soulever quelque chose », a déclaré M. Varyana Basmadjian, qui a exclu une disparition de son époux pour des raisons politiques.

De son côté, Temps nouveaux écrit que le visé de M. Basmadjian avait le 31 juillet et qu'il ne s'est pas présenté ce jour-là à l'aéroport de Moscou-Cheremetievo, où il devait prendre son avion pour regagner la France. Le magazine donne même un numéro de téléphone pour fournir tout renseignement sur le disparu.

A Paris, le ministère des affaires étrangères se refuse à tout commentaire, se bornant à préciser que l'enquête de France à Moscou suit le dossier. Un porte-parole de l'ambassade affirme ne rien savoir sur le sort de M. Basmadjian, tandis qu'un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères disait ne pas être informé de cette affaire.

M. Basmadjian a été vu pour la dernière fois le 29 juillet, lorsqu'il a reçu dans sa chambre d'hôtel le sculpteur arménien et directeur de musée Lala Martirosyan.

Le disparu, qui est d'origine arménienne, possède une galerie d'art à Paris. Il se rend trois à quatre fois par an en URSS pour y acheter des œuvres d'art. M. Basmadjian, qui parle russe et arménien, avait aussi contribué à l'organisation du mouvement d'aide aux victimes du tremblement de terre en Arménie en décembre 1988.

Mort de la comédienne est-allemande Mathilde Danegger...

La comédienne est-allemande d'origine autrichienne, Mathilde Danegger, l'une des grandes figures de la troupe du Deutsches Theater de Berlin-Est, est morte en RDA à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. [Née dans une famille d'acteurs, elle avait fait ses débuts sur les planches à l'âge de sept ans, en 1915, sous la direction de Max Reinhardt, et devint une vedette des scènes viennoises et berlinoises jusqu'en 1932. A l'arrivée des nazis, elle s'exila à Zurich, où elle rencontra Wolfgang Langhoff. Longue, après 1945, celui-ci épousa l'actrice de Max Reinhardt à Berlin, Mathilde Danegger devint l'une des comédiennes principales du Deutsches Theater où elle travailla avec les plus grands metteurs en scène est-allemands. L'actrice était également apparue dans de nombreux films et téléfilms.]

...et du marchand d'art Pierre Matisse

Pierre Matisse est mort jeudi 10 août à Monaco. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Second fils d'Henri Matisse, Pierre Matisse était né en 1900 à Bobigny-Vermandois (Aisne) et avait passé son enfance dans le Midi de la France, avant de rejoindre son père dans le Sud. L'un des modèles préférés dans les années 10. Confident et correspondant privilégié du père, il avait acquis une notoriété personnelle par son activité de galerie et de marchand de tableaux. Exilé à New-York, il avait fait de sa galerie de la 57-Rue le temple de l'art moderne en y présentant, outre les œuvres de son père, les tableaux de la plupart des grands peintres français du siècle, de Dufy à Masson et Dubuffet.]

Les bombardements au Liban

Démarche française auprès de la Syrie

Devant l'aggravation de la situation au Liban, le général d'Orsay a rendu public, samedi 12 août dans la matinée, un communiqué dans lequel « le gouvernement français souligne, une fois encore, l'extrême gravité de la situation au Liban » et « comme avec la plus grande fermeté, chaque jour, les nouvelles victimes civiles libanaises ». Le communiqué ajoute : « La France demande la cessation des bombardements et la levée des blocus afin de permettre la reprise du dialogue entre les parties libanaises à l'abri de toute pression militaire extérieure. Nul ne peut rester insensible à la poursuite de combats destructeurs frappant tout un peuple. »

De vendredi soir, le gouvernement français a fait parvenir au ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, un message de M. Roland Dumas lui demandant d'agir « de toute urgence » pour faire cesser les bombardements. Des démarches similaires ont été entreprises auprès de Washington, de Moscou et des Nations unies à New-York, où le représentant de la France est entré en contact avec M. Perez de Cuellar.

J.-P. D.